

## Jack Lang sur l'affaire Dieudonné : « La décision du Conseil d'Etat est une profonde régression » 97,1

LE MONDE | 13.01.2014 à 10h12 • Mis à jour le 13.01.2014 à 14h56 | Propos recueillis par **Thomas Wieder**

Président de l'Institut du monde arabe, ancien ministre de la culture et de l'éducation nationale de François Mitterrand et de Lionel Jospin, Jack Lang réagit aux ordonnances du Conseil d'Etat confirmant l'interdiction des spectacles de Dieudonné à Nantes, Tours, Orléans et Paris. C'est, dit-il, en tant qu'« *homme de culture, militant des libertés et juriste* » qu'il s'exprime ici. Agrégé de droit public, M. Lang a été professeur de droit à l'université Paris-X-Nanterre.

Que vous inspire la décision du Conseil d'Etat dans l'affaire Dieudonné ?

Je suis partagé entre deux sentiments contradictoires. D'un côté, bien sûr, la satisfaction de voir Dieudonné et ses ignominies terrassés par les pouvoirs publics. Mais, de l'autre, je ressens une profonde amertume, je dirais même un goût de cendre en raison de l'atteinte partielle portée à une conception de l'Etat de droit par le Conseil d'Etat.

Que voulez-vous dire ?

Dans cette affaire, l'émotion, la colère et la révolte contre l'infamie ont fait vaciller les meilleurs esprits. Sous prétexte que les autorités judiciaires n'étaient pas parvenues à faire rendre gorge à Dieudonné, on a voulu donner à la police administrative un pouvoir de répression morale et pénale qu'elle ne détient pas.

Lire aussi [Affaire Dieudonné : « Une réponse adaptée à une situation extraordinaire »](#)

Le Conseil d'Etat, selon vous, a-t-il outrepassé son domaine de compétence ?

L'autorité administrative doit veiller au respect de la tranquillité, de la salubrité et de la sécurité. Selon une jurisprudence qui remonte aux années 1930, elle ne peut interdire une manifestation, un spectacle ou une oeuvre qu'en raison d'un trouble matériel à l'ordre public. Depuis, le juge administratif s'en est tenu strictement à cette lecture. Il s'est toujours considéré comme protecteur de la liberté d'expression, et s'est constamment opposé aux interdictions se fondant sur des raisons autres que la menace à l'ordre public.

C'est ainsi, par exemple, que l'ancien maire de Tours, le très conservateur Jean Royer, a vu plusieurs fois ses décisions invalidées par la justice administrative, celle-ci estimant que les considérations morales n'étaient pas de son ressort.

Pour vous, l'ordre public n'était donc pas menacé par le spectacle de Dieudonné ?

Honnêtement, je ne le crois pas. Aucun élément sérieux ne donnait à penser que la menace était irrésistible. Le Conseil d'Etat aurait donc dû, sur ce point, donner raison au tribunal administratif de Nantes.

Plus grave encore, en évoquant l'atteinte à la dignité humaine, il a fragilisé sa décision en mettant en balance la liberté d'expression avec un autre principe, le respect de la dignité de la personne humaine, qui peut faire penser que, désormais, un ordre public moral s'ajoute à l'ordre public matériel.

Pourquoi employez-vous le mot « fragiliser » ?

L'atteinte à l'ordre public, c'est quelque chose de matériel, on est sur un terrain balisé. L'atteinte à la dignité humaine, c'est une notion beaucoup plus floue : on navigue ici dans des eaux plus incertaines où s'entremêlent des considérations philosophiques et politiques beaucoup plus que juridiques.

Que vient faire dans le raisonnement, par exemple, la notion de « cohésion nationale » ? Le Conseil d'Etat nous a habitués à une langue plus rigoureuse, à des concepts plus limpides, à des démonstrations moins alambiquées.

Qu'est-ce qui, au fond, vous choque dans cette ordonnance ?

Deux choses majeures. D'abord, la confusion entre deux ordres juridictionnels, l'ordre administratif et l'ordre judiciaire. Par exemple, le principe constitutionnel de dignité ne regarde en rien la police administrative. Sa protection relève du juge judiciaire, du législateur et éventuellement du Conseil constitutionnel.

La seconde chose qui me choque, c'est que cette ordonnance marque un retournement de jurisprudence. Par rapport à l'histoire du Conseil d'Etat qui a toujours été un gardien vigilant des libertés, c'est un vrai bouleversement, une profonde régression qui tend à instaurer une sorte de régime préventif, voire de censure morale préalable à la liberté d'expression. La boîte de Pandore aux dérivés et aux abus est ouverte.

Mettez-vous en cause l'indépendance du Conseil d'Etat ?

Non, les personnalités qui se sont exprimées sont éminentes. Bernard Stirn, qui a jugé l'affaire en référé, est un remarquable président de la section du contentieux. Jean-Marc Sauvé est un très bon vice-président du Conseil d'Etat. Je n'ai pas de raison de souçonner leur indépendance. Mais on sent bien qu'il y a un air du temps propagé par les médias et les hommes politiques auquel il n'est pas aisé de résister.

Est-ce à dire qu'il ne faut pas interdire ceux qui promeuvent le racisme et l'antisémitisme ?

La justice administrative n'a pas à se substituer à l'institution judiciaire. Ce n'est pas par des interdictions mal fondées juridiquement qu'on s'attaque à la racine du mal. Certes, on met provisoirement fin au spectacle de Dieudonné, mais ça ne change rien à la gravité du fléau raciste. C'est sur le terrain social, scolaire et territorial qu'il faut agir. Je ne pense pas que l'on s'attaque au racisme en tordant le droit. Militant antiraciste depuis toujours, je rêve que les pouvoirs publics inventent une politique radicalement nouvelle de la ville et de la citoyenneté.

Comment se prémunir contre la dérive que vous dénoncez d'une mise en danger de la liberté d'expression ?

La situation est aujourd'hui si confuse qu'elle réclamerait une initiative des pouvoirs publics. Peut-être serait-il souhaitable qu'un haut comité de spécialistes ait pour mission d'élaborer une véritable charte des droits et des libertés.

French politics

## A very public private affair 97,3

Jan 13th 2014, 12:41 by S.P. | PARIS



THERE is probably no such thing as a good time for a head of state to have his complicated private life splashed across the front pages. But the allegations about François Hollande's liaison with Julie Gayet, a French actress, have emerged at a particularly awkward moment for the French president. *Closer*, a celebrity magazine, published photos alleging a romantic link just four days before he was due, on January 14th, to hold one of his twice-yearly press conferences at the Elysée Palace, this one to showcase his new economic policy. Now, the French media are talking about little else.

The allegations were made on January 10th in a seven-page report. It shows a figure in a crash helmet on the back of a scooter, driven by a security guard, arriving at a Parisian apartment building where Ms Gayet has also just turned up; the same figure then leaves the building the next morning. Mr Hollande did not deny the allegations, stating in a declaration only that he "profoundly deplored the breach of respect of private life". Over the weekend it emerged that his partner Valérie Trierweiler (pictured with Mr Hollande), a journalist at *Paris-Match*, a weekly magazine, and who is referred to by the Elysée as the First Lady, has been hospitalised for exhaustion since the allegations emerged.

The French used to consider that the public interest stopped at the bedroom door. Various previous presidents had affairs; one, François Mitterrand, kept a mistress and a daughter for years at the taxpayer's expense with media self-censorship guarding the information from the public for years. Unlike in Britain or America, few in France argue that a leader's political judgment is called into question by his breaking marriage vows. And France has strict privacy laws that have protected public figures from the sort of tabloid scrutiny their British and American peers receive. Indeed, the French themselves seem to have greeted this latest allegation with a collective Gallic shrug. According to a poll for *Journal du Dimanche*, a Sunday newspaper, fully 77% of the French think that it is a private matter of no public consequence.

Yet France has also changed. When Nicolas Sarkozy, a former centre-right president, burst on to the political scene ahead of the 2007 presidential election, he deliberately borrowed the American-style campaign technique of posing with his family, even including his son in a political video. His divorce, while in office, from Cécilia

Sarkozy, and subsequent remarriage to Carla Bruni, a model-turned-singer, was widely covered. Indeed, Mr Sarkozy used a similar grand press conference to the one Mr Hollande will hold tomorrow to announce—with excruciatingly boyish enthusiasm—that his relationship with Ms Bruni was becoming “serious”. The once-clear line between French public and private lives began to blur.

The same went for the 2011 case of Dominique Strauss-Kahn, a former IMF managing director and then potential French presidential candidate, who was arrested in New York on a sexual-assault charge that was later dropped. The French may have been indignant at the American media treatment of Mr Strauss-Kahn. But they were just as fascinated by the details of the case, as they have been by a separate and ongoing French investigation allegedly linking Mr Strauss-Kahn to a prostitution ring in the northern city of Lille. After the report of Mr Hollande’s liaison surfaced, Franck Louvrier, Mr Sarkozy’s former presidential communications director, tweeted: **“Politicians’ private lives no longer exist”**.

In Mr Hollande’s case, the matter is particularly complicated. The allegation is not of an extra-marital “affair”, since Mr Hollande is not married to Ms Trierweiler (he was not married either to Ségolène Royal, his previous partner, mother of their four children, and a one-time Socialist presidential candidate). Indeed the French elected their first Socialist president since Mitterrand knowing full well that the pair had campaigned together as a couple. Yet if the French seem fairly unbothered by Mr Hollande’s romantic choices, they do seem to be uncomfortable with the fact that Ms Trierweiler has been given the role of First Lady, complete with staff, despite an ambiguous role. She continues to write for *Paris-Match*, as a book reviewer. She once tweeted support for a candidate who was running for parliament against Ms Royal.

Mr Hollande doubtless hopes that he will manage to deal swiftly with questions concerning the liaison, before moving on to give details of his new economic policy, and a promised “pact of responsibility” to encourage businesses to create jobs. Yet, as Mr Sarkozy discovered with his comment about Ms Bruni, the French press is no longer a stranger to voyeurism, and whatever comments Mr Hollande does offer on his romantic life are likely to be the ones that make the headlines. **These allegations will not damage Mr Hollande in the way that they would have a British or American leader. But for a president whose popularity has already dropped to record lows, they will certainly do nothing to lift either his authority or his credibility.**

## France's economic woes

### Can François do a Gerhard? 97,5

The president is talking reform. It is in his interest, and his country's, that he should carry it out

Jan 11th 2014 | [From the print edition](#)



EUROPE'S weakness has been most evident around its periphery—in Greece, Portugal, Spain and Italy. Yet by some measures, France is in worse shape. Among EU countries in the past 25 years, only Italy has seen slower growth. France's budget deficit is bigger than Italy's and its current-account deficit is the largest in the euro zone. But it is the contrast with Germany that is most painful. Since the creation of the euro, in 1999, France's GDP per head has risen by just 0.8% a year, against Germany's 1.3%; its unit labour costs, then below Germany's, are now higher; its exports, then worth almost 60% of Germany's, now total less than 40%. Unemployment in France is near 11%, a 16-year high; in Germany it is just over 5%, a 20-year low. And whereas most of the euro zone is now growing, France may be entering another recession.

This weakness is undermining efforts to fix the euro. The Franco-German engine that usually powers the EU is broken, and France's failure to reform is provoking a backlash against efforts—such as the creation of a banking union—needed to shore up the single currency. Why, German taxpayers ask, should their credit support unreformed Gallic practices?

The response to all this from François Hollande, France's Socialist president since mid-2012, has so far been hapless. His early objections to excessive austerity came to nothing. Rather than cut public spending (at 57% of GDP, the highest in the euro zone), he has raised taxes, including a payroll charge on high earners of 75%. Instead of the proper pension reforms seen elsewhere, he has marginally lengthened the contribution period. Far from copying the deep structural reforms undertaken in peripheral countries, he has barely begun liberalising labour and product markets or trimming France's social-welfare spending, the highest in the OECD rich-country club.

Such soft-peddling has got Mr Hollande nowhere. Polls now rank him as the least popular president of the Fifth Republic; many young people are talking of leaving the country. Yet there is now a glimmer of light. In

his new-year message, Mr Hollande at last spoke seriously of cutting taxes and public spending, improving competitiveness and creating a more investor-friendly climate. And he offered French business what he called a “responsibility pact” (see [article](#)).

Reforming France will require wholesale changes. Taxes are too high and the state is too big. Both need to be scaled back. Then must come greater liberalisation of the labour market, a fuller pension shake-up and deep cuts in social-welfare charges on business.

### **His last chance**

Given his domestic record, voters have every reason to be sceptical that Mr Hollande will live up to his promises. But he has demonstrated some boldness in acting abroad. It is in his own interest to take radical action at home, too.

If Mr Hollande allows the economy to slide, he will spoil his chances of re-election in 2017. He cannot spend his way out of trouble, because France is too heavily in debt, so reform is his only option. He has plenty of time to implement changes before the next election. French presidents have a lot of power, and he is ready to pass reforms by decree, not legislation. The centre-right is in disarray, partly because Marine Le Pen’s Front National is riding high. Although he is unpopular with some in his party, he has little to fear from his left; anyway, the French left often proves more reformist than the right.

Ten years ago Germany was labelled “the sick man of Europe”. Then Gerhard Schröder, a Social Democrat, liberalised radically, and Germany bounced back. So could France now, if only its president were bold enough.

From the print edition: Leaders

France

## François Hollande, liberal? 97,7

The French president promises serious supply-side reforms—again

Jan 11th 2014 | PARIS | [From the print edition](#)



BLINK and you will have missed it. France’s Socialist president, François Hollande, who was elected in 2012 to bring an end to austerity and to tax the rich, has turned into a liberal. Or at least a social-liberal. This term, in the lexicon of the French left (and much of the right), means believing in a low-tax, low-public-spending doctrine and is hence a political insult. Yet such seems to be the general conclusion after Mr Hollande’s televised new year’s address on December 31st, which took the French public by surprise.

Three points stand out from Mr Hollande’s short message, which he will now spell out in a series of speeches. The first is a confession that he underestimated the depth of the recession. Voters have become exasperated by his mix of defiant optimism and disingenuity. He claimed a year ago that the euro-zone crisis was “behind us”, and his government stuck for months to exaggerated growth forecasts. Most irritating of all to voters, Mr Hollande claimed that unemployment would drop by the end of 2013; when this looked absurdly unrealistic, he vowed instead to “invert the trend”, a semantic contortion by which he meant stopping the total rising, something that has yet to happen either. A little less denial and a healthy dose of realism may thus be welcome.



A second point is Mr Hollande’s unambiguous statement that taxation in France has become “too heavy”, and that this is deterring job creation. At over 45% of GDP, France’s tax take stands with Belgium’s as the highest in the euro zone. For most of the French left and a chunk of the right, high taxes are a hallmark of a decent society that puts fairness before profit, and public services before business. Mr Hollande famously promised during his election campaign to slap a 75% top income-tax rate on the rich—yet his government vowed that nine out of ten households would not be touched by tax increases.

In the event, the 75% tax was thrown out by the Constitutional Council (companies themselves must now pay it in payroll charges for high earners instead). And, to the fury of the squeezed middle, most ordinary people have seen their tax bills rise. Now Mr Hollande seems to concede that this is cramping the economy. He wants a new “responsibility pact” with business: lower charges on workers, fewer constraints on business activity and, in return, more hiring.

A third novelty is Mr Hollande’s blunt promise “to cut public spending”. He now says the state has become “too heavy, too slow, too costly”. The surprise here is that he is making his case not merely on grounds of deficit-reduction. He also said he wanted to eliminate welfare “abuse”, usually a hobby-horse for the right, and argued that the point of spending cuts was “in time, to lower taxes”.

For French Socialists, this is close to heresy. Most of them, either stunned or forewarned, seemed speechless. But Delphine Batho, one former minister, denounced Mr Hollande’s message as an “ideological turning-point” that would lead to the “impoverishment of the state”. Pierre Laurent, the Communist Party leader, accused Mr Hollande of “betrayal”.

It is a measure of how new this tone is that the French right, too, was caught off guard. “Go on then!” urged Valérie Pécresse, a former budget minister. Medef, the business body, welcomed Mr Hollande’s idea of a pact, vowing that 1m new jobs could be created. Bruno Jeudy, a columnist, compared Mr Hollande’s “social-liberal realism” to that of Britain’s Tony Blair and Germany’s Gerhard Schröder. “Is there anything Socialist left in him?” asked *Le Monde*, a left-leaning newspaper.

For now, Mr Hollande’s plans are short on detail. Much will depend on how far he intends to push his new vision. He says he will bypass parliament and use decrees if necessary. But if he is serious about lowering charges on business, he also needs to make serious spending cuts. These are always harder than tax rises, all the more so given that France faces two elections this year—for local councils in March and to the European Parliament in May—and with Mr Hollande’s popularity at a record low. As it is, “cuts” in the 2014 budget

amount only to “savings from more moderate spending increases,” says Philippe Marini, head of the Senate finance committee.

Nor will growth come to Mr Hollande’s rescue. Despite an upturn in much of Europe, France is still weak. Unemployment edged up in November, even after a boost from publicly subsidised jobs. The purchasing managers’ index fell in December for a third month in a row. In the fourth quarter of 2013 zero growth “cannot be ruled out”, says Bruno Cavalier of Oddo Securities. And for 2014 the European Commission forecasts just 0.9% GDP growth in France, against 1.7% in Germany and 2.2% in Britain. The December Euro Plus Monitor from the Lisbon Council, a Brussels-based think-tank, notes that France is the only big European economy beset by serious problems not to have taken bold steps towards reform.

For all the talk of a new Mr Hollande, this is not the first time he has embraced supply-side economics. The political son of Jacques Delors, a moderate Socialist, Mr Hollande invented in 2012 a complex tax credit for firms designed to lower payroll charges by up to 6%. And he said then that the French state must “do better by spending less”. His finance minister, Pierre Moscovici, even claimed that this marked a “Copernican revolution”. Yet this approach has been counterbalanced by extra taxes elsewhere, including higher health-care contributions. This dizzying fiscal zigzag has added to uncertainty at a time when business needs stability to start investing and hiring again. The new year’s words seem encouraging. But this time will Mr Hollande stick to them?

# <http://www.economist.com/news/europe/21593422-greeces-feat-deficit-cutting-masks-deeper-economic-and-political-failings-aegean-stables>

Charlemagne

## Aegean stables 97,10

Greece's feat of deficit-cutting masks deeper economic and political failings

Jan 11th 2014 | [From the print edition](#)



*KALI chronia*: happy new year. Greece starts 2014 with an unaccustomed run of good news. Not long ago the country was in a death spiral of missed fiscal targets, panicked markets and threats to force it out of the euro. Now the euro zone's first and most difficult problem child is exceeding expectations.

Ahead of schedule, Greece has closed its scary deficit and moved into primary budget surplus (ie, before interest payments). Yields on ten-year bonds have fallen below 8%, from a peak of well over 40% at the height of the Grexit panic. The government plans to issue fresh debt later this year. Some foreign investors are testing the waters of the Aegean. Competitiveness is being restored. Greece has enjoyed a bumper tourist season. This year should see the first GDP growth after six years of recession.

Once-exasperated German officials now hail the Greek prime minister, Antonis Samaras, as the saviour of his country—and, indeed, of the euro. As Greece assumed the half-yearly rotating presidency of the European Union this month, EU dignitaries came to Athens this week to praise it, not to bury it.

Official rejoicing over the Greek bail-out programme is understandable. And yet Greece remains troubling, economically and politically. It has lost a quarter of economic output since 2007, thanks largely to the errors of its rulers and creditors alike. More than a quarter of its workers are jobless. Soup kitchens are commonplace, as are empty buildings and shops. Unit-labour costs have been reduced by cutting wages, not raising productivity.

Stripping out the murky trade in fuel, and volatile tourism revenues (up in part because of turmoil in Egypt and Tunisia), Greece's exports are falling. This is alarming. In Spain, Portugal and Ireland lower labour costs have boosted exports. Some Greeks blame a lack of credit. Others note that the country's main export market, the EU, has been in recession. But the real problem is an economy that produces few tradable goods. Cheaper

workers make little difference if there are no factories to hire them. If growth picks up, Greece may just suck in imports, restarting the cycle of external imbalances that proved its undoing.

The economy needs profound structural reforms. But here the record has been far less impressive than on fiscal adjustment. Mr Samaras's lieutenants deny charges of foot-dragging, offering a long list of measures, from improving tax-collection to rationalising health spending to opening up cosseted professions. More will come, they say, including an assault on the myriad regulations that clog up product markets.

True, Greece has shot up the World Bank's ranks for the ease of starting firms. But in the wider measure of ease of doing business, it ranks 72nd in the world, behind Azerbaijan, Kyrgyzstan, Belarus and Kazakhstan. Obtaining planning permits is maddening. And the judicial system remains slow and quixotic.

Indeed, the country's biggest problem, say many despairing Greeks, is a dysfunctional state. Mr Samaras, more or less untainted by past mismanagement, retains an old-style penchant for clientelism. Yet impunity may be cracking a bit. A former defence minister is in jail for corruption. The café talk is of a senior defence official who told investigators he received so many bribes he could not remember them all; and of an ex-minister, a nephew of the venerated Constantine Karamanlis, the pre-and post-junta prime minister, hauled up before the courts for driving a car with fake number-plates. But serving politicians do not feel the heat and prosecution of big tax-dodgers remains a rarity. What to make of a bizarre judicial investigation of the man appointed to reform the unreliable statistics office, now accused of corruption for supposedly exaggerating Greece's fiscal hole?

Restructuring an economy and reinventing the state take time and determination. But Mr Samaras, even if he were the man for such a task, is running out of both. Syriza, the radical left-wing coalition, is leading the polls for May's European election. Its telegenic and wily leader, Alexis Tsipras, is even a pan-European candidate to become president of the European Commission.

That will never happen. But a victory by Mr Tsipras in the election could undermine Mr Samaras's fragile coalition, particularly as members of his Socialist allies, Pasok, defect to Syriza. By mid-2015, the EU could conceivably be dealing with Mr Tsipras as prime minister, or at least kingmaker. Scenting power, he has started to take English lessons and to travel. Abroad, Mr Tsipras's message is that he does not want to leave the euro; at home he promises to renege on the memorandum with Greece's creditors. Even Syriza's more level-headed members cannot say precisely how they could ditch the conditions and keep the loans.

### **Politics is a Greek word**

Mr Tsipras might yet turn out to be more pragmatic than his rhetoric. Some already liken him to the late Andreas Papandreou, Pasok's founder, or to Mr Samaras himself, who also once opposed the memorandum. Even without the bank runs that some predict would follow a Syriza victory, Mr Tsipras's pledge to undo many reforms and renationalise the few privatised firms would, at the least, kill off any incipient recovery.

A worried Germany could yet ease demands for structural reforms to take the pressure off Mr Samaras. But a better move would be to make a clear early commitment that the euro zone will honour its semi-promise in 2012 to give Greece additional debt relief, through lower interest rates and longer maturities, now that it has reached a primary surplus. In exchange, creditors should focus not on more austerity, but on the need to reform the economy and the state. The biggest risk in Greece is now political, not financial. Fears of default and Grexit have receded; the worry is rather about the rise of Greek extremists of both neo-Stalinist and neo-Nazi varieties.

## Wie geht es weiter mit der Euro-Krise? 97,12

14.01.2014 · Die Eurozone steht nicht mehr so nahe Abgrund wie vor einem Jahr. Aber es lauern noch erhebliche Risiken – auch für Deutschland. FAZ.NET erklärt, was in diesem Jahr kommen könnte.

Von PHILIP PLICKERT



© DAPD  Spieglein, Spieglein in der Pfütze: Wie geht es weiter in der Eurokrise?

Seit den berühmten Worten „Wir werden den Euro retten, was auch immer nötig ist“ von EZB-Chef Mario Draghi vor einem halben Jahr hat sich die Krise anscheinend entspannt. Die Risikoaufschläge für Staatsanleihen aus Krisenländern wie Spanien und Italien sind stark gesunken. Für den Bundesbank-Präsidenten Jens Weidmann ist es aber nur eine „**trügerische Ruhe**“ an den Finanzmärkten. Die Euro-Krise sei noch längst nicht vorbei.

Tatsache ist: Die Realwirtschaft in Südeuropa, aber auch in Frankreich steckt noch tief in der Krise. Zwar ist die Rezession der Eurozone nach anderthalb Jahren gestoppt. Aber das bisherige Mini-Wachstum reicht überhaupt nicht aus, um die vorigen großen Verluste wieder wettzumachen.

Immerhin: Irland hat den Rettungsschirm verlassen und kann sich wieder am Kapitalmarkt finanzieren. Spanien braucht auch keine neuen Hilfskredite mehr. Auch Portugal will nach dem Auslaufen des Jahres Hilfsprogramms Mitte 2014 keine neuen Hilfen beantragen. Griechenlands Regierung verkündet, im Laufe von 2014 ebenfalls wieder private Kredite bekommen zu wollen. Regierungschef Antonis Samaras behauptete dieser Tage sogar: „Griechenland steht wieder auf eigenen Füßen.“

Können wir also „den Sieg“ über die Krise verkünden? „Ich wäre sehr vorsichtig“, antwortete Draghi vergangene Woche auf diese Frage. Er freut sich zwar über eine „gewisse Stabilisierung“, aber die Arbeitslosenquote von mehr als 12 Prozent sei doch „inakzeptabel“ hoch. Außerdem gebe es noch zahlreiche Risiken, sowohl wirtschaftliche, politische als auch geopolitische.

Die F.A.Z. skizziert mögliche Stolpersteine für die Eurozone in den nächsten Monaten.

Karlsruhe könnte Draghis Anleihekäufe einschränken

Ein Ereignis, auf das Euro-Kritiker wie -Freunde gleich gespannt sind, wird das Urteil des Bundesverfassungsgerichts zu Draghis umstrittenem Anleihekaufprogramm OMT sein. Die Karlsruher Richter haben sich viel Zeit gelassen. Ursprünglich wollten sie schon nach der Bundestagswahl ihr Urteil verkünden. Nun wird es wohl im Februar kommen.

Geklagt hatten Euro-Kritiker wie der Tübinger Volkswirtschaftsprofessor Joachim Starbatty und der CSU-Bundestagsabgeordnete Peter Gauweiler. Sie meinen, die EZB überschreite ihr Mandat und verstoße gegen das Verbot der „monetären Staatsfinanzierung“, **wenn sie Anleihen von Problemländern kauft, um die Märkte zu beruhigen.** Die EZB verteidigte ihr Programm als geldpolitisch motiviert, damit die niedrigen Leitzinsen zu niedrigen Zinsen an den Kapitalmärkten führten.

Beobachter des Verfassungsgerichts erwarten ein „Ja, aber“-Urteil: Karlsruhe erlaubt prinzipiell den Anleihekauf, doch legt es Grenzen fest. Falls die Grenzen zu eng gezogen werden, haben EZB-freundliche Ökonomen schon einmal den Teufel an die Wand gemalt: Das sei eine Einladung an Spekulanten, gegen den Euro zu wetten. Die Kritiker der EZB sagen: Indem die Zentralbank Krisenstaaten stützt, mindert sie den Reformdruck und verlängert so die Euro-Krise.

Am 25. Mai könnte ein Ruck durch Europa gehen: Dann ist Europawahl, und eurokritische Parteien sind in den vergangenen Monaten überall in Europa stärker geworden. Nach Jahren der Euro-Krise sind viele Bürger frustriert, das Misstrauen gegen die EU-Institutionen ist so weit verbreitet wie noch nie. In Frankreich könnte der Front National nach Umfragen sogar stärkste Partei werden, in den Niederlanden die islam- und eurokritische Freiheitspartei. Die United Kingdom Independence Party (Ukip) treibt die britischen Konservativen vor sich her. Auch in Österreich, Schweden und Finnland sind rechtsgerichtete Euro-Kritiker auf dem Vormarsch. Der CDU-Europapolitiker Elmar Brok nennt diese Parteien „Kräfte der Verneinung und des Minderwertigkeitsgefühls“.

Italiens Ministerpräsident Enrico Letta und SPD-Chef Sigmar Gabriel haben in drastischen Worten vor einem Aufstieg der „Anti-Europäer“ bei der Europawahl gewarnt. „Es droht das stärkste anti-europäische Europaparlament in der Geschichte.“ Bislang gibt es im Europaparlament etwa 50 Euro-Kritiker von 766 Sitzen. Nach Projektionen könnte die Zahl sich auf 90 bis 110 verdoppeln. Das wären 15 Prozent der künftig 751 Abgeordneten des neuen Parlaments.

Spannend wird, ob die Partei Alternative für Deutschland einzieht. Bei der Bundestagswahl scheiterte sie knapp an der 5-Prozent-Hürde. Zur Europawahl gilt nur eine 3-Prozent-Hürde. Nach einer INSA-Umfrage vom Dezember würden 9 Prozent der Bundesbürger die AfD gerne im EU-Parlament vertreten sehen. Auch die CSU hat deutlich Brüssel-kritische Thesen zur Europawahl vorgelegt.

Bei den übrigen Parteien ist die Sorge groß, dass eine zu große Zahl von Euro-Kritikern im Brüsseler Parlament zu viel Sand ins parlamentarische Getriebe streuen könnte – vor allem wenn eine weitere Abgabe von nationaler Souveränität an die EU und die Vergemeinschaftung von Politikbereichen zu beschließen sind. Viele Fachleute und Politiker, die hinter der Euro-Rettung stehen, halten eine noch engere Verzahnung der Finanz- und Wirtschaftspolitik für nötig.

Griechenland braucht einen Schuldenschnitt

Vielleicht schon vor der Europawahl, bestimmt aber danach wird über neue Hilfen und Erleichterungen für Griechenland zu sprechen sein. Nach sechs Jahren Dauerrezession, in der die griechische Wirtschaftsleistung gewaltig – um ein Viertel – geschrumpft ist, hofft Hellas zwar in diesem Jahr auf eine konjunkturelle Wende. Doch die Verluste sind gigantisch: „30 Prozent der Kaufkraft der Familieneinkommen sind verlorengegangen“, sagt Dimitris Vartzopoulos, Staatssekretär und Regierungskoordinator in Athen. „30 Prozent der Bevölkerung stehen an der Armutsschwelle.“

Zwar hat Griechenland in den vergangenen Tagen immer wieder seinen Willen bekundet, sich dieses Jahr wieder Geld am Kapitalmarkt zu leihen. Aber die meisten Ökonomen halten es für ausgeschlossen, dass Griechenland seine Schuldenlasten auf Dauer tragen wird können. Auf 169,5 Prozent des BIP ist die griechische Staatsschuldenquote nach den jüngsten Zahlen von Eurostat Ende des dritten Quartals 2013 gestiegen – und das war noch nicht der Höhepunkt. Der Schuldenberg beträgt fast 320 Milliarden Euro. Ein Schuldenschnitt sei früher oder später „unausweichlich“, sagen Ökonomen wie Jörg Rocholl, Mitglied des Beirats beim Bundesfinanzministerium.

Athen wird auf Erleichterungen bestehen, weil es im vergangenen Jahr durch seine Sparanstrengungen wohl einen Primärüberschuss im Haushalt (also ohne Berücksichtigung der Zinsen) erzielt hat. Die Euro-Finanzminister haben den Griechen für diese Fall schon Zugeständnisse zugesichert. Berlin aber will auf jeden Fall einen offenen Schuldenschnitt vermeiden. Bei diesem würde offensichtlich, dass ein Teil der Hilfskredite verloren ist. Insgesamt halten die Helfer 240 Milliarden Euro der griechischen Schuldentitel.

Bundesfinanzminister Wolfgang Schäuble (CDU) tut so, als stünde die Entscheidung noch lange nicht an. Er sei bereit „noch etwas zu tun“, wenn Griechenland nochmals Finanzierungsbedarf habe, [aber am liebsten will er das erst Ende 2015 tun, sagte er kürzlich.](#)

In Athen sieht man die Sache ganz anders: Der Samaras-Regierung sitzt die linksradikale Oppositionspartei Syriza im Nacken. Bei der Europawahl könnte sie stärkste Partei werden. Beobachter halten es dann für wahrscheinlich, dass die Regierung aus konservativer Nea Dimokratia und sozialistischer Pasok zerbricht. Bei Neuwahlen könnte Syriza auftrumpfen. „Das sind Neo-Kommunisten“, warnt Vartzopoulos im Gespräch mit der F.A.Z. Und er sagt voraus: „Wenn Syriza an die Macht kommt, werden sie auf einem ganz radikalen Schuldenschnitt bestehen.“

Vermutlich werden die Finanzminister eine Lösung wählen, die die Verluste der Steuerzahlen verschleiert: Statt eines offenen Schnitts (der juristische Probleme auslöst) werden sie die Zinsen für die Hilfskredite nochmals senken und die Rückzahlungsfristen um viele Jahre verlängern. Ökonomisch ist dies das gleiche wie ein Schuldenschnitt, weil der Barwert der Forderungen gegen Griechenland um viele Milliarden sinkt. Aber auf dem Papier bleiben die Forderungen nominal erhalten – das hilft Schäuble gegen Euro-Kritiker, die die Kredite als verloren ansehen, [wie den AfD-Gründer Bernd Lucke.](#)

Die Bundesbank verliert ihr EZB-Stimmrecht

Anfang 2014 ist Lettland als 18. Mitgliedsstaat der Eurozone beigetreten. Damit rückt der EZB-Rat knapp an eine wichtige Schwelle heran, ab der Deutschland sein Sitz- und Stimmrecht monatsweise verlieren wird. Litauen strebt einen Euro-Beitritt zum 1. Januar 2015 an, es wäre das 19. Mitgliedsland der Währungsunion.

Ab dieser Größe beginnt die sogenannte „Rotationsregel“ zu greifen. Sie wurde vor einem Jahrzehnt beschlossen, damit der EZB-Rat nicht zu groß wird und die Zahl der dort sitzenden Notenbankchefs 18 nicht überschreitet. Die fünf größten Euro-Mitgliedsländer, darunter Deutschland, müssen sich dann auf vier Sitzen abwechseln; kleinere Länder rotieren schneller ([PDF, Erklärung Seite 101 ff.](#)).

Deutschland wird also bei 20 Prozent der Ratssitzungen nur noch zuschauen können. Das ist brisant, weil Bundesbank-Chef Weidmann dann gegen aus seiner Sicht gefährliche Beschlüsse der EZB nicht mehr im Rat Widerstand leisten kann. Schon gibt es erste Warner, dass Deutschland dann schutzlos sei. „Die umstrittensten Entscheidungen werden dann genau zu diesen Zeitpunkten fallen“, befürchtet etwa AfD-Chef Lucke. Auch CSU-Politiker haben sich skeptisch zur Rotationsregel geäußert.

Aber das CDU-geführte Bundesfinanzministerium will an der im Kreis der EU-Staats- und Regierungschefs beschlossenen Regelung nicht mehr rütteln. In der Bundesbank selbst haben zwar auch einige Bauchgrimmen, doch äußert sie sich nicht öffentlich dazu.

## Les femmes françaises font un peu moins d'enfants 97,15

Publiée le 14/01/2014 à 12:25



Si la fécondité repasse sous la barre de deux enfants par femme, la France reste championne d'Europe. Lors de la présentation de son bilan annuel de la démographie, l'Insee a par ailleurs révélé qu'environ 7000 mariages homosexuels ont été célébrés en France en 2013.

L'Institut national de la statistique et des études économiques ([Insee](#)) a présenté mardi [la situation](#) démographique du pays à la fin de l'année 2013. La population française continue de progresser mais de façon moins rapide que ces dernières années. «La croissance démographique française reste supérieure à la moyenne de l'Union européenne, mais c'est la plus basse depuis l'an 2000», a commenté Pascale Breuil, chef de l'unité des études démographiques et sociales de l'Insee.

•Des Français plus nombreux et plus vieux

Au 1er janvier 2014, 66 millions de personnes résident en France, faisant de l'Hexagone le deuxième pays européen par sa taille (derrière l'Allemagne et devant le Royaume-Uni). Depuis 2012, la population a augmenté de 280.000 habitants, soit une hausse de 0,4%. 63,9 millions de personnes vivent en France métropolitaine, 1,9 million dans les départements d'outre-mer hors Mayotte et 0,2 million à Mayotte. Le solde naturel, qui correspond à l'excédent des naissances sur les décès, contribue principalement à cette croissance démographique, la plus faible depuis 2000.

Depuis 2011, année où les premiers baby-boomers ont atteint 65 ans, le vieillissement démographique s'accélère. Au 1er janvier 2014, 18% d'habitants sont âgés d'au moins 65 ans, soit une hausse de 3,4 points en vingt ans. Les 75 ans et plus représentent, eux, 9,1 % de de la population (+3 points en 20 ans).

### • La fécondité passe sous la barre des deux enfants

La fécondité est, elle, en recul en 2013. Elle est repassée sous la barre symbolique des deux enfants par femme et s'établit à 1,99 enfant par femme contre 2,01 en 2012 et 2,03 en 2010, année où le nombre de naissances avait atteint un pic. Néanmoins, la France reste en tête des pays les plus féconds de l'Union européenne, avec l'Irlande (2,01 enfants par femme dans les deux pays en 2012).

•7000 mariages homosexuels célébrés depuis mai

Pour 2013, on estime à environ 231.000 le nombre de mariages de personnes de sexe différent et à 7000 le nombre de mariages de personnes de même sexe, avec un pic de 1500 mariages en septembre. «Cela représente 4% des mariages qui ont été conclus entre juin et décembre», a déclaré le chef de l'unité des études démographiques et sociales.

Parmi ces couples de même sexe, trois sur cinq sont des couples d'hommes. En moyenne, les hommes se sont mariés à 50 ans environ et les femmes à 43 ans (contre 37 pour les hommes et 34 pour les femmes chez les

nouveaux mariés de sexe différent). Plus de 2900 communes ont déjà célébré au moins un mariage entre conjoints de même sexe.

•Des aires urbaines dynamiques

En trente ans, la croissance démographique de la France (+ 9,4 millions d'habitants) s'est essentiellement concentrée dans les grandes villes et les aires urbaines les plus dynamiques. L'aire urbaine parisienne, qui compte 1798 communes, compte 12,4 millions d'habitants et contribue pour 20% à la hausse de la population en gagnant chaque année 65.000 nouveaux habitants.

Par ailleurs, les treize plus grandes aires urbaines de province (Toulouse, Nantes, Rennes, Montpellier, Bordeaux, Toulon, Nice, Lyon, Grenoble, Strasbourg, Marseille-Aix, Rouen et Lille) abritent 20% de la population française et participent à 30% de la croissance démographique. Dans toutes ces grandes villes et leurs aires d'influence, les communes de la couronne périurbaine sont toujours plus dynamiques que l'agglomération elle-même, note l'Insee.

Si la population augmente dans beaucoup d'agglomérations, le centre-ville perd des habitants au profit de sa banlieue ou de la couronne périurbaine, précise l'Insee. C'est par exemple le cas à Clermont-Ferrand, à Pau ou à Limoges.

## Les trois fautes de François Hollande 97,17

LE MONDE | 14.01.2014 à 10h15 • Mis à jour le 14.01.2014 à 16h53 |

Par Gérard Courtois



Comment François Hollande a-t-il pu se fouerrer dans pareil pétrin ? Comment a-t-il pu se comporter avec une telle insouciance, une telle légèreté, une telle imprudence ? Comment n'a-t-il pas mesuré le risque qu'il prenait ? Comment n'a-t-il pas imaginé le feuilleton calamiteux dans lequel il se trouve désormais plongé, depuis que le magazine Closer a révélé sa relation – que l'on hésite à qualifier toujours de « présumée » – avec l'actrice Julie Gayet ? Cela, véritablement, dépasse l'entendement.

Voilà un homme politique aguerri, qui n'avait pas de mots assez cinglants, il y a six ans, pour fustiger le « narcissisme » de son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, « *ce président "m'as-tu-vu" qui nous installe tous en voyeurs* » de sa vie privée, de son divorce d'avec Cécilia, puis de sa rencontre, deux mois plus tard, avec Carla Bruni. Voilà un candidat à la présidence de la République qui, le 2 mai 2012, lors du débat télévisé décisif avant le second tour de l'élection, martelait sa célèbre anaphore « *Moi président...* » et y glissait cet engagement sans pitié pour son adversaire : « *Moi président, je ferai en sorte que mon comportement soit à chaque instant exemplaire.* »

Et voilà le même, aujourd'hui, piégé par des photos prises à son insu et étalées sur la place publique, moqué sur tous les sites Internet, brocardé par la presse étrangère, en outre confronté à l'état de choc où se trouve sa compagne, Valérie Trierweiler. Et inévitablement contraint, ce mardi 14 janvier, à s'expliquer, d'une manière ou d'une autre, lors d'une conférence de presse dont les enjeux sont autrement décisifs pour la suite de son quinquennat, mais qui se trouve gravement parasitée par cette affaire privée.

Affaire privée ? C'est le sens du communiqué publié, dès vendredi, par François Hollande. Il y « déplore profondément les atteintes au respect de la vie privée auquel il a droit comme tout citoyen ». De fait, à l'inverse de Nicolas Sarkozy qui avait utilisé le même Closer pour mettre en scène son idylle naissante avec Carla Bruni, il n'a nullement recherché cette publicité. Bien au contraire.

Il n'en a pas moins commis une triple erreur, pour ne pas dire une triple faute. La première aura été d'ignorer, précisément, que le président de la République n'est pas libre de sa vie privée. Sa fonction même, quoi qu'il lui en coûte, verrouille son emploi du temps, bride ses mouvements, cadenas sa liberté personnelle, expose son épouse ou, en l'occurrence, sa compagne et place son couple en situation permanente de représentation, aux yeux des Français comme sur la scène internationale. Ce n'est aucunement une question de morale, mais une obligation professionnelle, en quelque sorte. Et la garantie que rien ne le distrait des affaires de la France. Vouloir s'affranchir de cette ascèse peut coûter très cher : hier, Nicolas Sarkozy l'a payé d'un brutal discrédit dans l'opinion ; aujourd'hui, François Hollande aura du mal à faire oublier le pataquès qu'il a créé et le ridicule de sa situation.

## DICTATURE DE LA TRANSPARENCE

La deuxième erreur aura été de se croire encore au temps de Valéry Giscard d'Estaing ou de François Mitterrand, d'imaginer qu'il pourrait, comme eux, s'offrir des escapades ou des vies parallèles, protégé par la souveraineté de la fonction autant que par le silence des médias. C'était mésestimer deux évolutions évidentes : la désacralisation de la présidence, à laquelle lui-même a ajouté sa pierre en revendiquant sa « normalité », et la dictature de la transparence imposée par Internet et l'hypermédiatisation.

Dans le contexte actuel, on doute, par exemple, que le spectacle du chef de l'Etat en galante compagnie emboutissant avec une Ferrari d'emprunt le camion d'un laitier, un petit matin de septembre 1974, n'aurait valu à « VGE » qu'un entrefilet moqueur dans le *Canard enchaîné* et des sourires entendus dans Paris. De même, on imagine difficilement que François Mitterrand aurait pu cacher pendant treize ans – de surcroît, faire protéger par les gendarmes de l'Élysée et loger aux frais de la République – sa deuxième famille, évoquée de façon allusive par *Minute* dès septembre 1981, et sa fille Mazarine, mentionnée de façon explicite par le même journal d'extrême droite en 1983, sans parler, à l'époque, des confidences à tout vent de Jean-Edern Hallier. Ce temps-là est révolu. A ses dépens, François Hollande a cru possible de l'ignorer.

Enfin, le chef de l'Etat a commis une lourde faute politique. L'année 2013 s'est soldée par l'effondrement de son image dans l'opinion et un doute insistant sur son autorité, autant que sur l'efficacité de la politique engagée pour sortir le pays de la crise qu'il traverse. A l'aube d'une année périlleuse, scandée par trois rendez-vous électoraux (municipales, européennes et sénatoriales) et dominée par des perspectives économiques peu encourageantes, il paraissait déterminé à reprendre la main et à affirmer, enfin, une présidentialité flageolante: ses vœux de Nouvel An avaient marqué ce changement de ton et fixé un cap plus clairement assumé. La conférence de presse du 14 janvier devait le confirmer. C'est cet indispensable travail de recréation qu'il a pris le risque de ruiner par ses incartades privées.

Quoi qu'il dise, ce mardi, de quelque audace dont il fasse preuve dans ses propositions, le président de la République aura le plus grand mal à effacer les interrogations des Français sur son insaisissable personnalité.

Kommentar

## Hollande hat sich entschieden 97,19

14.01.2014 · Hollande hat eine gewaltige Baustelle aufgemacht, die Frankreich in größte Unruhe versetzen wird. Mit der Reformankündigung hat er sich gegen die Sozialisten und für die sozialdemokratische Linie entschieden.

Von GÜNTHER NONNENMACHER

Von den Versprechen, die François Hollande den Franzosen im Wahlkampf gegeben hatte, ist nicht viel übrig geblieben. Das liegt daran, dass die Grundlage, auf der diese Versprechen beruhten, zerbröselt ist: Das Wirtschaftswachstum, mit dem der Präsident gerechnet hatte, ist ausgeblieben, mit entsprechend katastrophalen Folgen für Arbeitslosigkeit, Steuereinnahmen und Staatsverschuldung. Damit wurde ein anderes Versprechen hinfällig: dass nur die Reichen stärker belastet würden – das Symbol war die „Millionärsteuer“ von 75 Prozent. Heute zahlen alle, auch weniger gut gestellte Franzosen, mehr Steuern und Abgaben als je zuvor.

Gerade ist ein letztes Versprechen Hollandes spektakulär geplatzt: Er werde, anders als sein Vorgänger Sarkozy, Privates und Öffentliches strikt trennen. Die Reaktionen auf die Affäre des Präsidenten mit einer Schauspielerin, die ein buntes Blatt enthüllt hat, zeigen, dass auch in Frankreich die Zeiten vorbei sind, in denen über erotische Eskapaden in höchsten politischen Kreisen nur geflüstert, aber nicht öffentlich gesprochen wurde.

Die Schatten dieser Affäre liegen nun auch über dem Aktionsplan des Präsidenten für das Jahr 2014. Hollandes Neujahrsansprache hatte die Erwartung geweckt, dass er in diesem Jahr die Kurve nehmen werde – den „tournant“ von einer unentschlossenen Politik des Hin und her zu einer offensiven Politik der Reformen. Auf seiner Pressekonferenz hat Hollande diese Erwartungen bestätigt und ein umfassendes Programm vorgelegt. Es beschreibt relativ präzise wie die Unternehmen entlastet und damit die Arbeitslosigkeit effektiv bekämpft werden soll. Vager blieben die Ankündigungen zur Reform der Systeme sozialer Sicherheit und des öffentlichen Dienstes sowie zu einer umfassenden Verwaltungsreform.

Alles zusammengenommen hat Hollande eine gewaltige Baustelle aufgemacht, die das Land in größte Unruhe versetzen wird. Viele der bereits verkündeten Maßnahmen und manche Arbeitsaufträge an die Regierung werden auf heftigen Widerstand in den eigenen Reihen stoßen. Denn Hollande hat seinen Balanceakt zwischen Linkssozialisten und Sozialdemokraten in der eigenen Partei aufgegeben und sich für die sozialdemokratische Linie entschieden. Man wird in Europa und ganz besonders in Berlin gespannt verfolgen, ob er diese Wende durchhalten wird.

## Un rapport relance l'alerte sur la dette sociale 97,20

Publiée le 14/01/2014 à 18:35

La dette sociale disparaîtra-t-elle un jour? Les projections réalisées par le Haut Conseil du financement de la protection sociale (HCFi-PS), qui seront discutées par ses membres ce mercredi et dont *Le Figaro* a obtenu une copie, ne laissent aucun espoir de rétablissement automatique des comptes de la *Sécu* et de l'*Assurance-chômage*. Ni à moyen, ni à long terme.

Si rien n'est fait, la dette sociale devrait atteindre en 2030 un peu plus de 4 % du produit intérieur brut (PIB), 14 % en 2040 puis encore doubler à horizon 2060, selon les travaux du Haut Conseil. Elle devrait alors représenter pas loin d'un tiers du PIB. Et encore, ces chiffres sont ceux qui ressortent du scénario économique dit «central», qui table sur un chômage de long terme de seulement 4,5 %, soit le plein-emploi. Ce niveau de chômage n'a plus été observé en France depuis 1978. Selon un scénario moins optimiste (taux de chômage de 7 %), la dette sociale atteindrait 10 % du PIB en 2030, puis dépasserait les 100 % du PIB en 2060.

### Spirale de la dette

Quel que soit le scénario retenu, «en l'absence de résorption de la dette accumulée, les frais financiers générés par ce stock de dette viendraient en retour aggraver les déficits», alerte le Haut Conseil. Bref, la spirale de la dette se mettrait alors en branle.

Si ces projections font froid dans le dos, elles sont plutôt minimisées. Le HCFi-PS part en effet du principe que la dette de la Sécurité sociale qui s'entasse actuellement au gré des déficits (16 milliards en 2013) sera complètement apurée en 2024. Bref, il estime que la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), chargée d'écouler la dette sur les marchés financiers internationaux, aura effectivement réussi dans dix ans à écouler les déficits accumulés ces dernières décennies.

Las, cette «date de péremption» a déjà été repoussée à plusieurs reprises par le passé, et rien n'interdit à la majorité de le faire à nouveau. Au passage, la Cades a prévu d'emprunter ainsi entre 15 et 18 milliards d'euros en 2014, a-t-elle annoncé mardi.

### 591 milliards à la loupe

Malgré ses faiblesses, l'exercice du Haut Conseil est inédit. Il consiste à estimer à long terme la progression des assurances-maladie et chômage, des branches famille et vieillesse de la *Sécu*, et des dépenses sociales de l'État comme le *RSA*, soit 591 milliards d'euros en 2011. Les projections prennent aussi en compte les *dernières réformes de la retraite* et de la famille menées par le gouvernement Ayrault l'année dernière. Il en ressort que «les prestations sociales progresseraient de près d'un point de PIB, de 23,7 % à 24,6 %» d'ici à 2060. Un point de PIB représente aujourd'hui 20 milliards d'euros.

L'essentiel de la hausse des dépenses proviendra de l'*Assurance-maladie*. Sans aucune mesure correctrice, le déficit de la branche santé s'élèverait à 30 milliards à horizon 2030 pour culminer à 41 milliards en 2040, *prévenait fin décembre déjà le Haut Conseil à l'avenir de l'Assurance-maladie*. Toutefois, le budget de la *Sécu* pour 2014 prévoit de limiter la croissance des dépenses de santé à 2,4 % l'an prochain, soit beaucoup moins que la tendance «spontanée» estimée à 3,8 %. Combattre, comme la nomme le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud, «la profonde anomalie» qu'est la dette sociale promet donc d'occuper nombre de gouvernements sur le long terme.

14 janvier 2014

## Hollande a fait sa révolution 97,21



On le croyait réformiste, on se trompait. En fait, il est plus que cela: révolutionnaire. Au pied du mur, François Hollande a fendu l'armure. La politique de l'offre c'est lui!

Au cours de sa troisième conférence de presse qui menaçait de sombrer dans le Vaudeville, le président de la République a pris son risque. Il s'est dépouillé de toute la synthèse molle qu'il portait depuis ses années de socialisme .

Lui qu'on décrivait comme indécis, prudent, flou, a assumé, sans coup férir, le grand virage du quinquennat qu'il avait amorcé lors de ses vœux le 31 décembre. Il l'a même revendiqué à plusieurs reprises sans chercher à masquer toutes les couleuvres que la gauche va devoir avaler d'un coup: le deal avec le patronat, 50 milliards d'euros de baisse des dépenses publiques, le choc de simplification, 30 milliards d'euros de suppression de cotisations familiales dans la foulée du crédit d'impôt compétitivité. Tout pour l'entreprise, rien pour les ménages ! Il fallait oser.

Mais François Hollande n'avait plus le choix, il était acculé, il l'avait senti cet automne avec la révolte fiscale qui l'empêchait de poursuivre la politique qu'il avait engagée et qui ne menait ni à la croissance ni à l'emploi.

Avec ce tournant, le président joue son va tout car tout ce qu'il a annoncé court jusqu'à la fin du quinquennat. Il n'y aura pas de retour en arrière. La politique de l'offre marquera les années 2015-2017. Ce ne sera pas deux ans d'adaptation puis trois ans pour s'en remettre, comme il l'avait dit pendant sa campagne.

Ce seront des années d'effort opiniâtre pour tenter de désintoxiquer la France droguée à la dépense publique et d'essayer de la réconcilier avec l'entreprise.

C'est une révolution et en même temps un alignement. Car le socialisme de l'offre ressemble beaucoup au social libéralisme revendiqué par les centristes et une partie de l'UMP. C'est si vrai que le président, interpellé par les journalistes, a eu beaucoup de mal à expliquer en quoi philosophiquement sa politique se distinguait de celle de la droite .

Ce socialisme de l'offre correspond, en outre, à ce que Bruxelles et Berlin attendent du partenaire français: une remise en ordre des comptes publics couplée à des mesures qui dopent la compétitivité. A partir de quoi le couple franco allemand pourra repartir sur de bonnes bases.

François Hollande a fait sa révolution le dos au mur mais avec une ambition immense : réussir là où Nicolas Sarkozy a échoué. Il veut stopper la gangrène du chômage et aussi redresser le pays, lui rendre sa fierté , lui redonner toute sa place dans les affaires du monde. Il se prend pour de Gaulle.

Il doit vraiment croire à sa bonne étoile car il énonce cette ambition au pire moment, alors qu'il est personnellement plongé dans des abîmes d'impopularité, moqué par la droite, critiqué par l'aile gauche et peu assuré de sa majorité .

Et cependant il n'est pas exclu que le risque paie car la France, longtemps décrite comme irréformable, semble mûre pour la révolution. Selon un sondage BVA intitulé CQFD le Parisien paru samedi , 75% des français approuvent le pacte de responsabilité avec les entreprises. Une bonne base de départ.

[http://www.lemonde.fr/politique/video/2014/01/14/hollande-realise-un-virage-ideologique\\_4348067\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/video/2014/01/14/hollande-realise-un-virage-ideologique_4348067_823448.html)

## VIDEO : "Hollande réalise un virage idéologique" 97,23

Le Monde.fr | 14.01.2014 à 22h30 • Mis à jour le 14.01.2014 à 22h36 | Par [Jean-Guillaume Santi](#)  
Durée : 07:04 | Images : Le Monde.fr / Olivier Clairouin

Lors de la troisième conférence de presse de son mandat, mardi 14 janvier, François Hollande a annoncé l'ouverture de plusieurs chantiers, notamment en matière d'économie, et promis des clarifications au sujet de sa vie privée. A-t-il réussi à « dépolluer » sa conférence des questions concernant son couple ? Opère-t-il un virage social-libéral ? L'analyse de **Françoise Fressoz**, éditorialiste au *Monde*.

## « Une affaire bien française », selon la presse britannique 97,24

Le Monde.fr avec AFP | 15.01.2014 à 08h57 • Mis à jour le 15.01.2014 à 09h26



Les journaux britanniques sont perplexes au lendemain de la conférence de presse du président **François Hollande** : ils s'interrogent en effet sur la réticence de leurs collègues français à interroger le président sur sa relation avec l'actrice Julie Gayet. Volontiers impertinente, la presse britannique s'attendait avec délectation à une rafale de questions sur la relation qu'entretient le chef de l'Etat français avec l'actrice de 41 ans, lors de la conférence de presse mardi à l'Élysée. Mais ils sont restés sur leur faim en constatant qu'un parterre de journalistes « déferents » a laissé M. Hollande se lancer dans l'explication d'une série de réformes économiques.

« *Comme tout cela est étrange* », écrit le *Daily Telegraph*, dans un article savoureux intitulé : « With the greatest respect, there was un éléphant dans la salle ». « *Depuis des siècles nous avons raillé le stéréotype du Français obsédé sexuel. Alors qu'en réalité, ces âmes parfaitement abstinentes sont si peu portées sur le sexe que lorsque le sommet de l'Etat se trouve mêlé à un scandale comparable à l'affaire Clinton-Lewinsky, elles n'ont envie de parler que de Sécurité sociale* », plaisante-t-il. Et de se demander si ce sont les Français « *qui sont fous, ou nous ?* »

### « C'EST ÇA LA FRANCE »

Le *Guardian*, journal de gauche généralement favorable à Hollande, affirme qu'il s'agit de vie privée, en admettant que « *les choses se passent différemment en France* ». « *Est-ce qu'il [Hollande] s'en serait sorti en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis ? Peut-être pas* », commente le *Guardian*. « *Mais, n'en déplaise aux journalistes anglo-saxons, avec leurs tweets outragés, c'est ça la France.* » Le quotidien qui fait l'éloge de la presse française souligne néanmoins « *une indéniable déférence vis-à-vis du président, incarnation vivante de la République* ». Le journal publie à la « une » une photo de François Hollande sous le titre « Une affaire bien française ».

*The Independent* remarque, lui, que le président a réussi à s'en sortir « *sans trop de dommage par les 600 journalistes rassemblés dans la chambre des fêtes de l'Élysée. Il est difficile d'imaginer le chef d'une autre démocratie s'en tirer aussi facilement* ».

De son côté, le *Times* compare cette histoire à l'affaire Profumo, le scandale sexuel qui en 1963 avait contraint à la démission le secrétaire d'Etat à la guerre John Profumo. Selon le quotidien, propriété de Rupert Murdoch, il est « *clair que le grand sujet du jour devait être pris avec des gants par l'ensemble de la presse française* ».

## « ENNUYEUX »

Le *Daily Mail* brocarde, quant à lui, ceux qui ont interrogé M. Hollande qu'il désigne comme « *les plus invraisemblables bretteurs depuis l'inspecteur Clouseau* ».

Enfin, le *Sun* descend en flammes la prestation de François Hollande comme étant « *le plus ennuyeux moment de la vie de n'importe qui* ». Le tabloïd populaire souligne que l'insistance de Hollande sur le respect de sa vie privée est une technique en usage parmi « *les élites du monde entier depuis l'aube de la démocratie* » pour « *se laisser voir comme elles veulent être vues, pas comme elles sont* ».

## François Hollande's press conference – a very French affair 97,26

Journalists posed clever questions about president's alleged relationship with Julie Gayet, but the subject remained off limits

- [Jon Henley](#)
- [The Guardian](#), Tuesday 14 January 2014 20.14 GMT



President François Hollande was determined to keep his private life off the agenda at today's press conference in Paris. Photograph: Ian Langsdon/EPA

They do things differently in France – of course, and never more so than at [François Hollande's eagerly awaited press conference](#) in the gilded surroundings of the Salle de Fêtes at the Élysée Palace.

Faced with a packed room of 600 journalists, the beleaguered president succeeded in devoting almost the entirety of the three-hour event to his plans for reviving France's flagging economy, and perhaps three minutes to the questions most people wanted answered: where does his alleged affair with actress Julie Gayet leave France's first lady, Valérie Trierweiler, and how does he plan on resolving his tangled private life?

Hollande set the tone for the proceedings by pointedly refusing, in a 20-minute opening speech, to refer to the matter.

Asked in an exceedingly roundabout way whether Trierweiler was still the first lady, Hollande made clear his view that matters pertaining to his private life should be resolved in private, and said he would be taking no further questions on the subject (although he did promise to sort out his situation before his visit to Washington), and that was pretty much that.

There were one or two mild-mannered attempts to come at the question sideways, by asking about changes to France's strict [privacy](#) laws, for example, and a brave bid by the Associated Press to come at it head on ("Does the president's image matter?"). All received the same curt treatment.

Would he get away with this in Britain or America? Might Jeremy Paxman – who famously asked the same question 12 times – or Jonathan Oliver, the former Mail on Sunday reporter who asked Tony Blair, following the suicide of David Kelly: "Have you got blood on your hands, prime minister?" have refused to toe the line? Possibly not. But, outraged tweets by Anglo-Saxon hacks notwithstanding, this was France.

It's not so much that French journalists don't do their job: there are many excellent French political journalists, who deliver many excellent scoops (although private lives, think Dominique Strauss-Kahn, are always off-limits). But there is a certain undeniable deference to the president, the living embodiment of the republic. In that respect, it's a bit like quizzing the Queen. One is invited to an audience with the president and journalists' questions during rare presidential interviews – such as his annual Bastille Day TV appearance – are rarely more than friendly prompts for him to make whatever point he wishes. Once, when Patrick Poivre d'Arvor dared allude to one of Jacques Chirac's many financial scandals, the then president accused him, live on air, of gross impertinence. They do things differently in France.

<http://www.independent.co.uk/news/world/europe/franois-hollande-rebuffs-media-on-alleged-affair-with-julie-gayet-these-are-painful-moments-but-private-matters-should-be-dealt-with-privately-9058144.html>

## **French President François Hollande rebuffs media on alleged affair with Julie Gayet: 'These are painful moments, but private matters should be dealt with privately' 97,27**



This being France, the President escaped close inspection of his private life at a long-awaited press conference. Instead, he talked about his plan to slash state spending. John Lichfield reports from the Elysee Palace

**JOHN LICHFIELD** 

PARIS

Two François Hollandes appeared before the world's press today. One of them, the statesman and would-be saviour of France, refused to comment on the nocturnal escapades of the private man.

He was allowed to get away with it, more or less, by the 600 journalists packed into the glittering *Chambre de Fêtes* of the *Elysee Palace*. It is difficult to imagine the leader of any other democratic country escaping so lightly.

President Hollande admitted to suffering “pain” in his private life, but he refused to comment on reports that he is having an affair with a 41-year-old actress, Julie Gayet. He declined to say whether his official companion Valérie Trierweiler should still be considered France's First Lady. He said that a statement would be made before 11 February when the French first couple are expected to visit the Obamas at the White House.

“Everyone in his private life can go through ordeals,” President Hollande said. “That is what is happening to us.

“These are painful moments. But I have a principle that private matters are dealt with in private. This is neither the place nor the time to do so.”

Asked about the health of Ms Trierweiler, 49, who is in hospital recovering from a “severe case of the blues”, Mr Hollande said curtly: “She is resting. I have nothing else to say.”

So much for the private man. The other Hollande – the Socialist statesman and would-be saviour of France – was in more loquacious form. He spent most of a two-and-a-half hour press conference explaining a sharp lurch in his economic policy towards a more market-driven, supply-side approach.

Over the next three years, a whole €30bn section of the French welfare state – family policy – will be cut or funded in a different way, he said. This would substantially ease the payroll taxes, or social charges, which weigh heavily on the cost of labour in France.

Abuses and excesses in the welfare state would be attacked. In return, employers must commit to creating tens of thousands of new jobs.

There would be a drive to cut the sprawling French state apparatus, examining all policies anew and saving an extra €50bn (on top of €15bn in savings this year). Entire areas of local government could be merged or abolished.

Here, too, Mr Hollande played the tight-rope walker. He said that these proposals were not a “U-turn” or a new departure, just an “acceleration” or “deepening” of what he has done in the last 20 months. Two minutes later he boasted that his proposed “responsibility pact” was the “most radical social compromise demanded of the French people for many decades”.



Julie Gayet

François Hollande with partner Valérie Trierweiler;

The second statement is nearer the truth. Although Mr Hollande was light on detail, the thrust of his proposals is revolutionary in French terms. He said that by cutting the state, he wanted to create a “virtuous circle” of growth and confidence.

Mr Hollande did take a couple of other questions on “*l'affaire Gayet*” without confirming or denying that the man pictured in a motorcycle helmet leaving her flat on 31 December was indeed him. He would not sue Closer magazine for publishing the images, he said, though his “indignation was total” at the breach of his right to privacy.

Yes, he agreed the legal status of the French First Lady – at present she has none – should be made clear. Mr Hollande promised “transparency” on the subject

Mr Hollande was elected in May 2012 as Mr Normal; the safe-pair-of-hands; the man who would not scare the horses; the anti-Sarko; the antidote to *President Moi*. He found himself fending off questions about nocturnal motorcycle escapades and a distraught, unmarried partner. One journalist complained that potentially hostile questioners were being by-passed.

## The Economist explains

### What is quantitative easing? 97,29

Jan 14th 2014, 23:50 by R.A.

AMERICA'S Federal Reserve surprised markets in December by starting to "taper" its programme of monthly purchases of government and mortgage bonds—a process known as "quantitative easing", or QE—from \$85 billion a month to \$75 billion. Some worry that scaling back QE could endanger America's recovery or create financial instability in emerging markets. Meanwhile, expectations are rising that the European Central Bank may soon launch its own QE programme to boost the euro-area economy, where high unemployment is contributing to deflation. But what exactly is quantitative easing, and how is it supposed to work?

Central banks are responsible for keeping inflation in check. Before the financial crisis of 2008-09 they managed that by adjusting the interest rate at which banks borrow overnight. If firms were growing nervous about the future and scaling back on investment, the central bank would reduce the overnight rate. That would reduce banks' funding costs and encourage them to make more loans, keeping the economy from falling into recession. By contrast, if credit and spending were getting out of hand and inflation was rising then the central bank would raise the interest rate. When the crisis struck, big central banks like the Fed and the Bank of England slashed their overnight interest-rates to boost the economy. But even cutting the rate as far as it could go, to almost zero, failed to spark recovery. Central banks therefore began experimenting with other tools to encourage banks to pump money into the economy. One of them was QE.

To carry out QE central banks create money by buying securities, such as government bonds, from banks, with electronic cash that did not exist before. The new money swells the size of bank reserves in the economy by the quantity of assets purchased—hence "quantitative" easing. Like lowering interest rates, QE is supposed to stimulate the economy by encouraging banks to make more loans. The idea is that banks take the new money and buy assets to replace the ones they have sold to the central bank. That raises stock prices and lowers interest rates, which in turn boosts investment. Today, interest rates on everything from government bonds to mortgages to corporate debt are probably lower than they would have been without QE. If QE convinces markets that the central bank is serious about fighting deflation or high unemployment, then it can also boost economic activity by raising confidence. Several rounds of QE in America have increased the size of the Federal Reserve's balance sheet—the value of the assets it holds—from less than \$1 trillion in 2007 to more than \$4 trillion now.

The jury is still out on QE, however. Studies suggest that it did raise economic activity a bit. But some worry that the flood of cash has encouraged reckless financial behaviour and directed a firehose of money to emerging economies that cannot manage the cash. Others fear that when central banks sell the assets they have accumulated, interest rates will soar, choking off the recovery. Last spring, when the Fed first mooted the idea of tapering, interest rates around the world jumped and markets wobbled. Still others doubt that central banks have the capacity to keep inflation in check if the money they have created begins circulating more rapidly. Central bankers have been more cautious in using QE than they would have been in cutting interest rates, which could partly explain some countries' slow recoveries. At least a few central banks are now experimenting with stimulus alternatives, such as promises to keep overnight interest-rates low for a very long time, the better to scale back their dependence on QE.

## French Leader Brushes Aside Questions Over Affair **97,30**

By **ALISSA J. RUBIN**

JAN. 14, 2014



[Launch media viewer](#)

In a highly anticipated news conference at the Élysée Palace on Tuesday, President François Hollande of France drew an audience seeking more than policy news. *Christophe Ena/Associated Press*

PARIS — It was arguably the most important speech of François Hollande’s presidency. His job approval remains at nearly the lowest level of any president in French history. His economic policies have failed to make major inroads in addressing chronic unemployment and persistent deficits. His Socialist Party is restive.

Then there was that other matter weighing on him, with 600 journalists assembled to see him at the Élysée Palace and the audience around the world watching with an intensity rarely accorded to a French policy agenda: the revelation last week of his affair with an actress and the drama of France’s brokenhearted first lady checking herself into a hospital, “in shock,” according to her staff.

So after a long prelude in which he delivered a sober and detailed analysis of France’s challenges and his proposals for addressing them, the questions began, and the first was on the affair and where it left his companion and official consort, Valérie Trierweiler. She had been scheduled to accompany him on his visit to Washington next month but has remained hospitalized.

“Everyone in his private life can go through difficult periods — these are difficult moments,” Mr. Hollande responded, evidently seeking to acknowledge reality. “But I have one principle: Private matters should be dealt with privately.”

However, just seconds later it seemed obvious that much in his personal life had yet to be resolved. When the journalist who asked the first question, Alain Barluet, the head of the Presidential Press Association, asked whether Ms. Trierweiler was still the first lady, Mr. Hollande was noncommittal, suggesting that either he had not decided or that he was not about to address the issue publicly while she was still in the hospital.

He responded that he would make clear who the first lady is before leaving for Washington in a few weeks.

The news conference was heavily covered by foreign news organizations, some of them clearly judging its value to be in something other than Mr. Hollande’s view on government regulation. But his responses will most likely satisfy the French, said Pierre Haski, the top editor at Rue89, an online publication, who was among those attending.

“There was a kind of sincerity in his first statement,” said Mr. Haski, adding: “Obviously anyone can be in his shoes and would be so embarrassed to have the dirty laundry of a couple in public. I don’t think this will be analyzed as anything against him, to be honest.”

Polling has suggested that most French sympathize with Mr. Hollande and do not believe he should be evaluated based on the women in his life.

The liaisons of French politicians and their demands for privacy are viewed as more acceptable than they are in the United States, which has a more puritanical approach. And as important, the French president still enjoys some of the respect that used to be due a monarch, so his private life is not a matter of discussion unless he chooses it to be.

French commentators drew a sharp line between what Mr. Hollande said about his private life and what he said about economics, seeing both as important. On economics, some welcomed what they called a change in tone on fiscal matters, describing him as more decisive, leaderlike and clear.

His economic policy moves gratified business and upset labor, but suggested that he was ready to make some of the structural changes, including lowering taxes and cutting the budget, that he had avoided since his election in 2011.

Although the center-right opposition criticized him for trying to divert the public's attention from his private life by outlining a dizzying number of policies, supporters saw it as part of an effort to rebrand himself politically and show that he is not antibusiness.

Mr. Hollande proposed a raft of new policies under the rubric of a "responsibility pact" among business, labor and the government.

He promised a roughly \$41 billion cut in payroll taxes for business and independent workers and said he would reduce the French budget by about \$70 billion by 2017, which would reduce the deficit by 4 percent.

François Heisbourg, a political and policy analyst at the Foundation for Strategic Research, noted that whether talking about the economy or his personal life, Mr. Hollande had shown self-control throughout the news conference, refusing to be drawn into emotional displays.

Yet, Mr. Heisbourg said, there was a certain vagueness on both counts.

While Mr. Hollande was clear on the tax cut, there were few details on how he planned to pay for it or how he proposed cutting the budget.

Similarly, the only clear thing about his personal life was that the drama was "not over," Mr. Heisbourg said.

Mr. Hollande made clear that "this is going to go on for another few weeks," said Mr. Heisbourg, referring to the president's assertion that he will not answer the question of who is the first lady until close to the date of his departure for the United States in the second week of February.

"So it's messier than we realized," Mr. Heisbourg said.

[http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702304049704579320463225234676?mod=WSJEUROPE\\_hpp\\_MIDDLEFourthNews&mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702304049704579320463225234676.html%3Fmod%3DWSJEUROPE\\_hpp\\_MIDDLEFourthNews](http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702304049704579320463225234676?mod=WSJEUROPE_hpp_MIDDLEFourthNews&mg=reno64-wsj&url=http%3A%2F%2Fonline.wsj.com%2Farticle%2FSB10001424052702304049704579320463225234676.html%3Fmod%3DWSJEUROPE_hpp_MIDDLEFourthNews)

## Hollande Courts Business With Economic Revival Plan 97,32

# French President Pitches Tax and Spending Cuts While Sidestepping Focus on Private Life

By STACY MEICHTRY and

WILLIAM HOROBIN

Updated Jan. 14, 2014 11:56 p.m. ET



French President Francois Hollande takes a question at a news conference at the Elysee Palace in Paris on Tuesday. *Reuters*

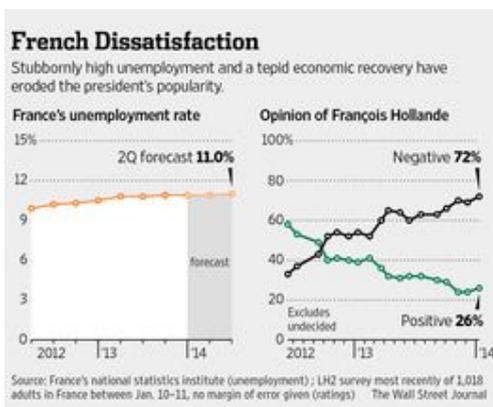
PARIS—French President François Hollande on Tuesday trumpeted a pro-business agenda of tax and spending cuts to revive France's anemic economy, sidestepping public scrutiny of what he called a "painful moment" in his personal life.

Speaking at a news conference designed to relaunch his presidency that—like France's economy—has been stuck in the doldrums, Mr. Hollande said he would tackle France's chronically high payroll taxes, addressing a long-standing demand of French business leaders.

Mr. Hollande is striving to repair relations with France's business community, which has voiced anger about climbing taxes and alarm that the euro zone's second-largest economy is losing ground to Germany.

"The recovery is here, but it's not strong enough," Mr. Hollande said. "Will France be the caboose or become a locomotive?"

Since his election in May 2012, Mr. Hollande has relied largely on tax increases to fix France's finances with only marginal efforts to pare expenditures. The economy has barely grown since he took power while unemployment has risen.



Business leaders say this has hampered their efforts to compete internationally. France stands out among European peers for its relatively high labor costs, which eat into profit margins necessary to invest and recruit. For nonfinancial corporations in France, gross profit share—a standardized measure of profit margins—stood at just over 28% at the end of 2012, compared with 38% in the wider euro zone and 40% in Germany, according to Eurostat.

The news conference inside the chandelier-laden halls of the Élysée Palace was Mr. Hollande's first public appearance after a magazine published a report alleging a relationship with a 41-year-old actress, transforming the event into a high-wire act for the president.

But the French leader managed to parry pointed questions about his personal life, using the news conference as an occasion to lay out his overture to French companies. "How can we run a country if entrepreneurs don't hire?" he said. "And how can we redistribute if there's no wealth?"

By the end of his mandate in 2017, Mr. Hollande said, French companies will no longer be required to foot the €35-billion (\$47.9-billion) annual bill for France's generous family welfare programs. He said he planned to fund the tax cut by slashing government expenditures, a departure from his previous practice of forcing consumers to bear the burden through high sales tax.

Mr. Hollande didn't detail how he would cut spending to finance the cuts. The new measures, analysts said, would only deepen existing fiscal cuts by €15 billion. "It is a continuation of the policy he's been conducting for months," said Dominique Barbet, an economist at French bank [BNP Paribas](#). [BNP.FR +1.49%](#)

The overture to French companies risks fueling tensions within Mr. Hollande's Socialist-dominated majority in parliament and angering the country's unions. "He's turned his back on workers," the left-leaning CGT union said in a statement.

As Mr. Hollande pushes to jump-start France's economy, however, a major question is looming over his presidency: the status of Valerie Trierweiler, his longtime partner.

The moment Mr. Hollande opened the floor to reporters, journalists asked questions about Ms. Trierweiler's future as France's first lady, following a report in *Closer* magazine last Friday on his alleged relationship with actress Julie Gayet.

"Everyone goes through ordeals in private life. That's the case for us. It's a painful moment," Mr. Hollande said. "But I have one principle: Private affairs are dealt with privately."

Images of the French actress have blanketed newsstands in recent days, while the black helmet that Mr. Hollande allegedly wore during his covert scooter rides to meet her have become fodder for newspaper cartoonists.

Mr. Hollande isn't married, but he has bestowed status on Ms. Trierweiler akin to that of a first lady, moving her into the Élysée Palace and taking her on state visits. Mr. Hollande said he would clarify the status of his relationship before a state visit to the U.S. next month.

On Tuesday, Mr. Hollande batted away questions on whether he had compromised his security by taking late-night scooter rides to meet his alleged paramour.

As Mr. Hollande took to the podium in the Élysée Palace, Ms. Trierweiler remained in a hospital, where her office said she had been recovering since Friday from "great fatigue and fragility" caused by the tabloid report. "She is resting," Mr. Hollande said.

Ms. Gayet hasn't commented on the tabloid report. Last March she filed a complaint with Paris prosecutors about rumors circulating on the Internet, denying the gossip through her lawyer.

## Guest Post: Europe's Future: Inflation And Wealth Taxes 97,34



Submitted by [Tyler Durden](#) on 01/14/2014 14:47 -0500

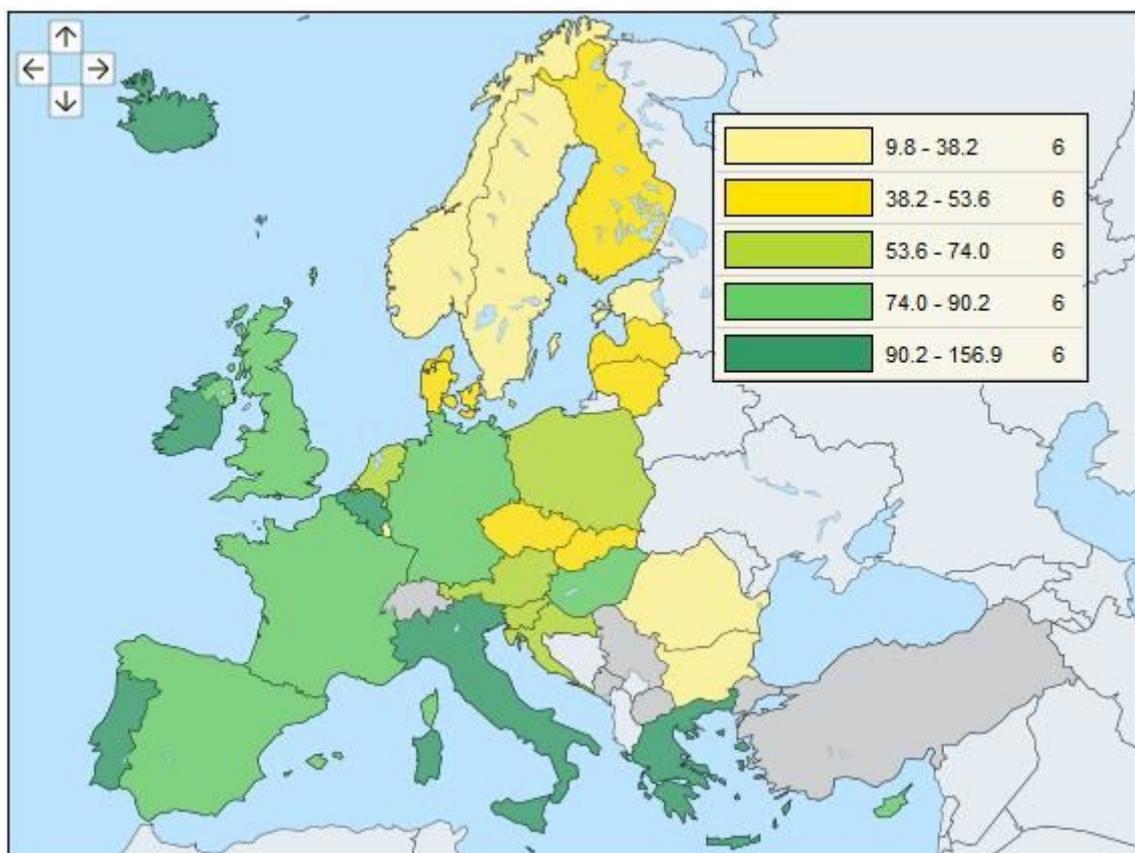
Submitted by [David Howden](#) via the [Ludwig von Mises Institute of Canada](#),

**Tax burdens are so high that it might not be possible to pay off the high levels of indebtedness in most of the Western world. At least, that is the conclusion of a new [IMF paper](#) from Carmen Reinhart and Kenneth Rogoff.**

Reinhart and Rogoff gained recent fame for their book “This Time It’s Different”, in which [they argued that high levels of public debt](#) have historically been associated with reduced growth opportunities.

**As they now note, “The size of the problem suggests that restructurings will be needed, for example, in the periphery of Europe, far beyond anything discussed in public to this point.”** Up to this point in the Eurocrisis the primary tools used to rescue profligate countries have included increased taxes, EU and IMF bailouts, and haircuts on government debt.

These bailouts have largely exacerbated the debt problems that existed five short years ago. Indeed, as Reinhart and Rogoff well note, the once fiscally sound North of Europe is now increasingly unable to continue shouldering the debts of its Southern neighbours.

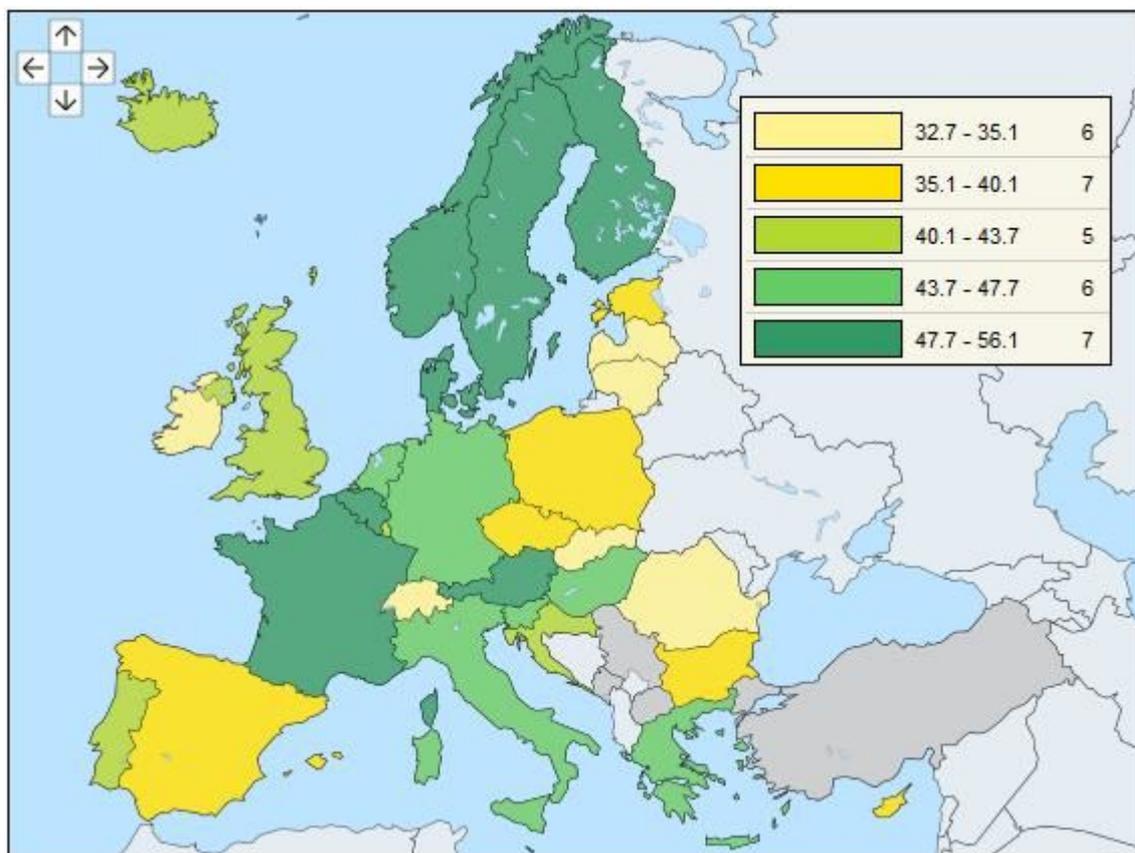


General government debt (% GDP)  
Source: Eurostat (2012)

Six European countries currently have a government debt to GDP ratio – a metric popularised by Reinhart and Rogoff to signal reduced growth prospects – of over 90%. Countries that were relatively debt-free just five

short years ago are now encumbered by the debt repayments necessitated by bailouts. Ireland is a case in point – as recently as 2007 its government debt to GDP ratio was below 25%. Six years later that figure stands north of 120%! “Fiscally secure” Scandinavia should keep in mind that fortunes can change quickly, as happened to the luck of the Irish.

The debt crisis to date has been mitigated in large part by tax increases and transfers from the wealthy “core” of Europe to the periphery. The problem with tax increases is that they cannot continue unabated.



Total government tax revenue (% GDP)

Source: Eurostat (2012)

**Already in Europe there are seven countries where tax revenues are greater than 48% of GDP.** There once was a time when only Scandinavia was chided for its high tax regimes and large public sectors. Today both Austria and France have more than half of their economies involved in the public sector and financed through taxes. (Note also that as they both run government budget deficits the actual size of their governments is greater yet.)

**With high unemployment in Europe (and especially in its periphery), governments cannot raise much revenue by raising taxes – who would pay it?** With already high levels of debt it is questionable how much revenue can be raised by further debt issuances, at least without increasing interest rates and imperiling already fragile government finances with higher interest charges.

Instead, **Reinhart and Rogoff see two facts of life for Europe’s future: financial repression through higher inflation rates and taxes levied on savings and wealth.** This time is no different than other cases of highly indebted countries in Europe’s history – just look to the post-War examples as similar cases in point. Don’t say you haven’t been warned.

**01/14/2014 04:36 PM**

Welfare for Immigrants

**EU Wants Fortress Germany to Open Up 97,36**

*By SPIEGEL Staff*

**Brussels is demanding that even foreigners who have never worked in Germany should have access to the country's unemployment benefits if they hail from an EU member state. The EU is firing Germany's already overheated immigration debate.**

Lazlo Andor knows from personal experience just how advantageous it can be to go abroad. The Hungarian politician studied economics at universities in Washington and Manchester and then worked as a professor in New Jersey for almost four years. Today he's the commissioner responsible for social affairs on the European Commission in Brussels. The social democrat is fond of saying that the right to live and work anywhere one wants in Europe is "one of the cornerstones of EU integration."

Last Friday, he sent a strong message to the German public. In a 40-page position paper for the European Court of Justice in Luxembourg, the EU's highest court, Andor's staff argues that access to Germany's social system be simplified for other EU citizens.

The arguments Andor's experts put forth in the paper -- under headings like the "right of free mobility" and "access to social benefits, regardless if a person has paid into the system" -- could add further fuel to an already overheated immigration debate here in Germany. Since the Christian Social Union (CSU) party -- the Bavarian sister party to Chancellor Angela Merkel's Christian Democratic Union -- began a crusade against what it calls "poverty immigrants" and "benefit tourists" last year, using the kind of populist language more typically heard at a pub, German politicians have been discussing the creation of new instruments in an effort to keep undesired foreigners out.

Among the ideas being touted are an increase in deportations of foreigners or taking the fingerprints of Bulgarian or Romanian nationals who have entered the country. Now the European Commission is calling for Germany to change its social security laws in the opposite direction in order to ensure easier access to the country's Hartz IV benefits for the long-term unemployed that are at the center of the dispute.

### **Brussels Attacks 'Blanket Rejection' for Benefits**

Officials with the Commission, the EU's executive body, said last week they in no way want to water down "clauses designed to protect against benefit tourism." At the same time, they also reiterated that they consider one of the central provisions of German social security law to be illegal. The idea that Germany can reject social support to EU nationals without a job runs counter to current EU law, they argue.

If the European Court of Justice, which must soon make an initial ruling on the issue, backs the Commission's arguments, it would mark a setback to the campaign by the CSU. Instead of the CSU's "those who cheat, are out" slogan, the guiding principle behind the next reforms to Germany's Hartz IV unemployment benefits would be: "Those who want to come to Germany, can't be denied entrance."

It's no wonder, then, that CSU party boss Horst Seehofer quickly responded to the news by firing fresh broadsides at Brussels. "The European Commission comes up with a proposal almost every week that threatens

either German jobs or the acceptance by the population of the European idea," Seehofer said. "The European Commission's disregard for the facts of life in Europe is cause for despair."

### **German Laws Contradict European Principles**

It's possible the Bavarian governor, a man known for his populist bent, will once again strike a chord with public opinion. But when it comes to the facts of the issue at hand, Seehofer is wrong. The attempt to use blanket social security rules to keep out immigrants from Eastern Europe not only makes little sense economically -- it's also the wrong way of engaging in a justified effort to combat abuses of the social system. Germany's laws on this front clearly contradict European principles.

Legal experts have long held this view. "If the German state had really wanted to wall off its social security benefits from other EU citizens, it would have needed to act a lot earlier," says Thorsten Kingreen, a professor of social law at the University of Regensburg in Bavaria.

The train left the station during the late 1990s when the European Court of Justice, in a series of rulings, began to continuously expand social rights in the EU. "Since 1998, member states have no longer been permitted to discriminate against citizens of other member states when disbursing social benefits," says Kingreen. The EU implemented this legal interpretation of its Free Movement Directive a decade ago, and Germany is the only country in which it hasn't become reality.

EU citizens who come to Germany to find work have no automatic right to unemployment benefits, even if they are legitimately seeking a job. That leads to an absurd situation in which an asylum seeker who has entered the country illegally has the right to demand the basics needed to survive, but a French or Bulgarian national who has traveled to the country on a perfectly legal job hunt does not.

### **A Matter of Time**

Given that context, it is hardly a surprise that German social courts have expressed doubts about national regulations. In law firms and offices of government ministries around the country, rulings are piling up that seek to bestow greater rights to immigrants from Southern and Eastern Europe on the German labor market.

Whether European justices will ultimately side with critics or not could ultimately depend on how they decide to classify the German social benefits being looked at. The decisive question is whether Hartz IV unemployment payments are social benefits or a labor market policy instrument. In terms of social welfare benefits, member states still have the right to be tight-fisted, at least for the time being. This does not, however, apply to instruments of the labor market.

Germany has already laid its groundwork on the issue. Hartz IV was not registered in Europe as social welfare. Rather, it was registered as Germany's implementation of the Migrant Workers Regulation. "By doing so, Germany has already stripped itself of any excuses," says Kingreen. "It is only a matter of time before the European Court of Justice scraps our blanket exclusion clause."

### **Germany Needs Immigrants**

The existing barriers to entry for immigrants in Germany are legally unsustainable. To tighten them even further as the CSU would like to do is doubly dangerous. Instead of having a deterrent effect on people seeking to abuse the social system, it might instead scare away the kind of well-educated workers that Germany so urgently needs. And with its graying and shrinking population, the only option Germany has left for filling vacant jobs and keeping the coffers of the nation's social welfare system flush is immigration.

It has only been thanks to the influx of people from Poland, Romania, Spain and elsewhere that Germany's population has risen slightly over the past three years. At the end of 2013, an estimated 80.8 million people lived in Germany, about 300,000 more than the year before.

And even though critics of immigration in Bavaria might hold a different view, the reality is that skilled foreign workers don't necessarily find Germany to be an attractive place to work and live. Indeed, some local mayors in Bavaria who are today toeing the CSU party line may find themselves traveling this year to Bulgaria or Romania to recruit trainees from those countries to Germany.

### **'We Need More Not Fewer Immigrants'**

But it will be very difficult today to make up for past failures and lost time. When Eastern European countries like Poland, the Czech Republic and Hungary joined the EU in 2004, Germany was one of the few countries that took advantage of EU rules allowing member states to restrict access to their labor market for citizens from the new EU member states for seven years. Instead, millions of well-educated workers skipped Germany altogether and made their way to Britain, Spain and Ireland.

When those countries obtained full access to the labor market in 2011, a debate similar to the one simmering today about Romanians and Bulgarians ensued. Prominent Munich-based economist Hans-Werner Sinn, for example, issued a loud warning against Eastern European immigrants, who he claimed would overrun prosperous Germany, lamenting the phenomenon as "immigration into the social welfare system."

### **'Germany Profits from Immigration'**

That isn't the way things turned out in the end. Of the 400,000 Romanians and Bulgarians who live in Germany according to the federal government's Central Foreigners Register, the bulk are employed, including around 60 percent of 15- to 65-year-olds, estimate researchers at IAB, the research institute for the Federal Employment Agency. And that's only one example.

Those statistics also show that only 7 percent were unemployed, and only 10 percent received Hartz IV welfare benefits for the long-term jobless or financial benefits to help them make ends meet, indicating that they are a lot less needy than the average among the foreign population in Germany. The fact is that immigrants from Romania and Bulgaria have an above-average interest in education and training, they have fewer children than Germans and, as a result, they make use of less money from the government's family allowance.

Indeed, most economists in Germany offer similar assessments of the issue. "We need more not fewer immigrants," says Clemens Fuest, the head of the Mannheim-based Center for European Economic Research (ZEW). "This may not have been the case as recently as the 1990s, but today's immigrants are on average better qualified than German workers," says Michael Hüther, head of the Cologne Institute for Economic Research, a think tank that is aligned with employers' associations. Meanwhile, Marcel Fratzscher, president of the German Institute for Economic Research (DIW) in Berlin, is convinced: "Even if there are individual cases of immigration to take advantage of our social system, Germany still very much profits from immigration."

To be sure, in larger cities like Frankfurt, Duisburg or Munich, there are large groups of immigrants from Romania and Bulgaria who present a significant financial burden for these municipalities. Close to a year ago, the German Association of Cities, even [warned](#) that the influx of Romanians and Bulgarians threatened "social balance and social peace." But last week, Ulrich Maly, the mayor of Nuremberg and president of the organization, softened the organization's tone, [conceding](#), "We are not dealing with a national challenge."

### **Germany's True Scandal**

The real social scandal in Germany is the more or less open exploitation of foreigners who come to the country just to work -- and not some supposed massive influx of welfare recipients. Lured by dubious middlemen, many immigrants are often forced to peddle themselves as cheap day laborers in Germany's major cities, earning far below minimum wage.

Orhan Efraimova is one. Last spring, the 38-year-old Bulgarian climbed into a van with eight other men. He left his home country with two pairs of pants, three shirts and the hope of a better life. When the driver finally dropped him off at the market square in Hamburg's Wilhelmsburg neighborhood, he was told that he should just take a seat in one of the nearby cafes. "The bosses," he said, would quickly recognize men like him who were hungry for work and would take them with them.

He soon obtained the business license he needed in order to work legally in Germany. Normally, if a person applies for the document at the local city offices, it costs €20. But Efraimova's "boss" charged him €150 (\$205) for the document, plus an additional €200 just for registering him. Since then, he has been working in bogus self-employment --in jobs that should be a staff positions under German law -- at different construction sites, sorting canned foods or packing pallets. In the beginning, he earned €35 a day and later €45, but "never more than €50," he said.

Efraimova pays his employer €250 a month for a mattress in a 15-square meter room that he shares with six other Bulgarians and rats. "I'm actually content," he says, adding that only a few things bother him. Since his arrival in Germany, he has only managed to wire €250 to his family back at home. In Germany, he laments, there are "simply too many holidays."

Those really wanting to do something to address the true problems linked to poverty migration ought to be pushing for more effective rules prohibiting wage exploitation and forms of self-employment that should actually be full-fledged employee positions. At issue here is the need for regulations applying to both Germans and other Europeans that are as harmonized to the extent possible across the EU.

Of course, this isn't the kind of message politicians are keen to hear. Many would rather go on stirring up sentiment against immigrants as well as the European Union. Andreas Scheuer, the CSU's new general secretary, accuses the European Commission of giving "free admission to the German social safety net." He predicts it will lead to a serious influx of immigrants from Bulgaria and Romania.

### **Germany Should Roll Out Red Carpet**

Even on the side of the center-left Social Democrats, some politicians have remained conspicuously silent about the issue. During the coming weeks, municipal elections are slated in Bavaria, populous North Rhine-Westphalia and nine other states. Many politicians will likely avoid the possibility of frightening voters with the prospects of an uptick in immigration to Germany.

The only politicians speaking openly about the issue are those who still have some time to go before they have to face their voters again, like Torsten Albig, the SPD governor of the state of Schleswig-Holstein.

"No one in Schleswig-Holstein or Bavaria wants our companies to go under because of a lack of skilled workers or to have to be cared for by robots because there are no caregivers left," he says. "That's why we need to open our doors, roll out the red carpet and extend our hands to all immigrants."

**REPORTED BY MELANIE AMANN, SVEN BÖLL, MARKUS DETTMER, ÖZLEM GEZER, ANN-KATRIN MÜLLER, MICHAEL SAUGA AND CHRISTOPH SCHULT**

## Hollandes neue Botschaft 97,40

15.01.2014 · Wird der französische Präsident wirklich zum Reformier? Dann muss er wohl den Mount Everest rauf.

Von CHRISTIAN SCHUBERT, PARIS



© REUTERS  Zuversichtlich gestimmt: Frankreichs Präsident Francois Hollande

Abkehr vom Sozialismus, Hinwendung zu Sozialdemokratie und zur Marktwirtschaft – François Hollande hat auf seiner Pressekonferenz im Elysée-Palast eine verbale Kehrtwende vollzogen. Sie kann mit dem Godesberger SPD-Programm von 1959 verglichen werden, wenn sie denn Bestand hat. In ungewohnter Klarheit sprach sich der französische Präsident für eine „Angebotspolitik“ aus, die mehr Nachfrage nach sich ziehe und nicht umgekehrt, wie die Sozialisten immer behaupteten. Er stellte die Unternehmen als Motor zur Schaffung von Arbeitsplätzen in den Mittelpunkt, er klagte über die Vielzahl bürokratischer Vorschriften, die der Wirtschaft den Atem nehme, und er versprach den Staatsapparat zu reformieren, der zu teuer und schwerfällig geworden sei.

Hollandes Worte sind sehr zu begrüßen. Sie waren überfällig als Anstoß für eine Debatte, die den Sozialisten programmatisch ins 21. Jahrhundert verhelfen kann. Rhetorisch ist Hollande jetzt bei Positionen angekommen, die sein bürgerlicher Vorgänger Nicolas Sarkozy schon in Anspruch genommen hatte. Am Zustand Frankreichs ist jedoch zu erkennen, dass auf die schönen Reden zu wenige Taten gefolgt sind. Die Volkswirtschaft ist mittlerweile so schwer angeschlagen, dass für einen langwierigen Gedankenaustausch keine Zeit mehr ist. Sie braucht rasche Reformen, die ihr die Wettbewerbsfähigkeit zurückbringen. Hollande wird daran gemessen werden, ob dies gelingt.

Er will Unternehmen bis 2017 von Sozialabgaben befreien

Die Glaubwürdigkeit des Präsidenten ist freilich auf einem Tiefpunkt angekommen. Seit seiner Wahl vor knapp zwei Jahren hat er schon viel angekündigt. Die Neuverschuldung sollte 2013 unter die Drei-Prozent-Grenze fallen, Steuererhöhungen sollte es 2014 nicht mehr geben und die Wende am Arbeitsmarkt schon sichtbar sein.

Aus alledem wurde nichts. Zwei Fragen sind daher nach seiner Pressekonferenz offen: Meint der Präsident diesmal, was er sagt? Und kann er es auch durchsetzen?

Im Kern von Hollandes neuer Botschaft steht das Versprechen, die Unternehmen bis 2017 vollständig von jenen Sozialabgaben zu befreien, die in Frankreich das Kindergeld finanzieren. 30 bis 35 Milliarden Euro würde diese Entlastung betragen. Das wären rund zehn Prozent der unternehmerischen Gesamtlast durch Steuern und Abgaben. Doch die Regierung hat schon klargemacht, dass sie gleichzeitig das bereits in Kraft gesetzte Steuersenkungspaket zugunsten der Unternehmen rückgängig machen oder gegenrechnen will. Es handelt sich um immerhin 20 Milliarden Euro, im Saldo verringert sich die Last der Unternehmen also nur um 10 bis 15 Milliarden Euro.

Hollande verlangt Festlegung bei Arbeitsplätzen

Die Arbeitgeber loben die von Hollande angestrebte deutsch-französische Annäherung in Steuer- und Sozialfragen. Doch die französische Wirtschaft muss heute aufgrund von rund 150 verschiedenen Steuern und Abgaben gegenüber ihren deutschen Konkurrenten eine Mehrbelastung von 116 Milliarden Euro schultern. Sarkozy hatte in der Endphase seiner Amtszeit die Last um 15 Milliarden Euro erhöht, Hollande legte nach seiner Wahl das Gleiche noch mal obendrauf. Jetzt geht die Fahrt löblicherweise in die andere Richtung, doch der Abstand bleibt groß.

Um seinen neuen Kurs politisch durchzusetzen, muss der Präsident Zugeständnisse an den linken Flügel seiner Partei machen. Das birgt die Gefahr einer Verwässerung der Ergebnisse. In alter französischer Tradition staatlicher Kontrolle und Intervention verlangt Hollande von den Unternehmen Gegenleistungen für die Entlastung. Sie sollen sich konkret auf die Zahl der zu schaffenden Arbeitsplätze festlegen. Eine „Beobachtungsstelle“, in die auch Abgeordnete und Gewerkschaften eingebunden werden, soll Branche für Branche sogar die „Qualität“ der neuen Arbeitsplätze überprüfen. Hier droht ein bürokratisches Monstrum, das den Unternehmen das Leben schwermacht. Dabei hat Hollande die Vereinfachung von Normen und Bürokratie versprochen. Kein Arbeitgeber kann sich für die Zukunft auf den Umfang seiner Belegschaft festlegen, denn darüber entscheidet der Markt.

Er muss einen klaren Kurs fahren, um voranzukommen

Hollande bleibt bisher auch vage, wenn es um die Finanzierung seiner Vorhaben geht. Gut ist es, dass die Staatsausgaben sinken sollen. Doch wo genau? Eine Reform der Gebietskörperschaften ist sinnvoll, sie allein wird aber nicht die erforderlichen Einsparungen bringen. Zu hoffen ist, dass der Defizitabbau nicht unter die Räder kommt.

Der Präsident muss somit noch viel deutlicher werden, wenn er die Franzosen vom Umbau des Landes überzeugen will. Er hat schon viel Zeit verloren und braucht jetzt einen langen Atem. Die Widerstandskräfte werden groß sein, nicht nur in den links- und rechtsextremen Parteien, sondern auch in den Gewerkschaften, im Staatsapparat und in der von Kürzungen betroffenen Bevölkerung. Arbeitgeberpräsident Pierre Gattaz sagte, dass ein Mount Everest zu erklimmen sei. Bisher habe der Präsident nur den Hügel des Pariser Viertels „Buttes-aux-Cailles“ erreicht. Dieser ist 63 Meter hoch.

Discretion

La Maison Blanche

Our wildest fantasy: if only the French ran America... 97,42

Jan 18th 2014 | [From the print edition](#)



THE citizens of the world's most powerful country have recently been distracted by a piece of meaningless tittle-tattle. The current issue of *People* magazine has revealed what *le tout* Washington knew anyway: that Barack Obama has been having an affair with Jennifer Aniston. This intrusion took place despite the president's creditable attempts at discretion: putting aside the normal trappings of office, he travelled to Ms Aniston's flat in the evening and left in the morning (after bagels had been brought by the Secret Service) on a scooter, wearing a helmet with the visor down to conceal his face.

This reprehensible scandalmongering has focused attention on Mr Obama's private life—which, as befits a man of stature, has been active and varied. His long-term partner was Hillary Clinton, whom he never married but with whom he has four children. Their political rivalry, alas, damaged their personal relationship, and he took up with Katie Couric, whom he installed as First Girlfriend in the White House. She has now been admitted to hospital—upset, as any journalist would be, at the publicity surrounding her beau's latest *amour*.

It is now sadly unclear whether Ms Couric will be at Mr Obama's side during his forthcoming visit to France, whose inhabitants, driven by puritanism or impertinence, may ask unreasonable questions. Outside America there is a regrettable degree of public prurience. Fortunately, Americans are more sophisticated than foreigners: 77% of them believe that the president's private life is his own business. When, at a press conference, a reporter from Fox News asked whether Ms Couric was still First Girlfriend, and Mr Obama said briskly that the matter was private, journalists moved swiftly on to the more pertinent question of the medium-term fiscal deficit.

While amorous adventures are not a problem in Washington, they should not be flaunted. The publicity surrounding George W. Bush's divorce from his wife Laura and ostentatious marriage to Beyoncé, a singer, was not just *arriviste* but also unpopular. Far better was the stealthy approach of the previous president, known as “*trois minutes, douche comprise*”—three minutes, including the shower—who was driven quietly to his mistresses'

houses by the official chauffeur, or that of his predecessor, whose illegitimate daughter lived at the taxpayers' expense. The White House press pack politely kept his secret for 13 years, revealing it only the year before he left office.

**But seriously...**

Would America be a better place if its public figures behaved like François Hollande, Ségolène Royal, Valérie Trierweiler, Nicolas Sarkozy, Jacques Chirac and François Mitterrand, and if its people took as relaxed a view of sex as the French do? Probably more talented Americans would go into politics if they did not think they would be roasted alive for normal human frailty. There would be more Jack Kennedys and fewer Mitt Romneys. On the other hand, if France's politicians were not protected by the law and a quiescent press, perhaps the National Front's anti-elitist message would not go down so well. The answer, of course, is to follow the example of Britain, whose near-saintly politicians are gracefully monitored by the famously dignified denizens of Fleet Street.

## Festveranstaltung des Walter Eucken Instituts

97,44

Freiburg, 16. Januar 2014

Änderungen vorbehalten. Es gilt das gesprochene Wort.



Allen Mitgliedern und Freunden des Walter Eucken Instituts meinen herzlichen Glückwunsch zum 60. Jubiläum!

Sie werden von mir keinen Fachvortrag erwarten – über das Walter Eucken Institut im Wandel der Zeiten oder über den Ordoliberalismus an und für sich. Das Amt des Bundespräsidenten macht mich nicht zum Ökonomen und Sie wissen auch: Mit Urteilen zur Tagespolitik hat sich der Amtsträger zurückzuhalten. Aber meine Haltung kann und will ich Ihnen mitteilen. Und so dürfen Sie von mir erwarten, dass ich die Würdigung der Freiburger Schule mit einem Plädoyer verbinde.

Hier in Freiburg haben unabhängige Geister – in Zeiten totalitärer Herrschaft – eine Ordnung der Freiheit entworfen, eine Ordnung, die nach dem Zweiten Weltkrieg, in Zeiten großer Skepsis gegenüber liberalen Wirtschaftssystemen, dazu beigetragen hat, Deutsche mit Marktwirtschaft und Wettbewerb zu befreunden. Hier wurde ein Kapitel der Freiheitsgeschichte der Bundesrepublik Deutschland verfasst.

Denn Freiheit in der Gesellschaft und Freiheit in der Wirtschaft gehören zusammen. Wer eine freiheitliche Gesellschaft möchte, möge sich einsetzen für Markt und Wettbewerb und gegen zu viel Macht in den Händen weniger. Er muss aber auch wissen: Eine freiheitliche Gesellschaft ruht auf Voraussetzungen, die Markt und Wettbewerb allein nicht herstellen.

Gedanken und Begriffe Walter Euckens können uns bei dieser doppelten Aufgabe auch heute leiten. Er suchte nach einer Wirtschafts- und Sozialordnung, die "wirtschaftliche Leistung und menschenwürdige Daseinsbedingungen gleichermaßen gewährleistet", nach einer Ordnung, die auf die Freiheit des Menschen ausgerichtet ist. Und er fand vieles, was diese Freiheit – heute wie damals – bedroht.

Da schreibt er, dass "die Gewährung von Freiheit eine Gefahr für die Freiheit werden kann, wenn sie die Bildung privater Macht ermöglicht; dass zwar außerordentliche Energien durch sie geweckt werden, aber dass diese Energien auch freiheitszerstörend wirken können". Klingen diese Worte nicht sehr vertraut, wenige Jahre nachdem Banken und politische Versäumnisse die Wirtschaft vieler Staaten und damit auch Millionen

Menschen in eine tiefe Krise stürzten, um dann, weil "too big to fail", mit Milliarden der Steuerzahler gestützt und gerettet zu werden?

An anderer Stelle lese ich bei Eucken über die Gefahren, die dem Einzelnen in der modernen arbeitsteiligen Welt drohen – nicht allein wirtschaftliche Not, sondern auch die Beeinträchtigung oder sogar der Verlust seiner Freiheit, "sei es durch private Macht, oder, im schlimmsten Fall, durch den totalen Staat". Wie könnte ich bei diesen Worten nicht erinnern an selbst erlebte Jahrzehnte in einer "Zentralverwaltungswirtschaft", wie Eucken es nannte, an verstaatlichte Produktionsmittel und zentrale Lenkung aller Wirtschaftsprozesse, an absurde Pläne und Mangelwirtschaft und vor allem: an willkürliche Zuteilung von Lebenschancen und damit an eine Politik, die Menschen ihre Potenziale nicht hat entfalten und ihre Eigenverantwortung hat verkümmern lassen? Ich erinnere an eine Wirtschaft und einen Staat, die gescheitert sind!

Walter Eucken hatte, als er das formulierte, natürlich nicht die DDR vor Augen, sondern die sowjetische Planwirtschaft, die Wirtschaftssteuerung der Nationalsozialisten und vor allem den "punktuellen Interventionismus" der Weimarer Republik. Er hatte die Verheerungen der Großen Depression gesehen; die Not der Arbeitslosen in vielen Ländern, das Chaos und die Gewalt und sicher auch die unglaubliche Medienmacht eines Alfred Hugenberg, der damals ein gigantisches Medienimperium aufgebaut hatte und letztlich den Nationalsozialisten an die Regierung verhalf. An solche Ballungen wirtschaftlicher und politischer Macht war man damals gewöhnt – uns kommt das heute unglaublich vor. Ende der 1920er Jahre gab es rund 3.000 Kartelle in Industrie, Handel und in der Finanzbranche. Staatliche Eingriffe in die Wirtschaftsprozesse waren üblich.

Und dann denkt da ein Freiburger Ökonom gemeinsam mit seinen Mitstreitern über die Entmachtung all dieser Mächtigen nach! Er entwirft eine Ordnung, in der der Staat so viel wie irgend möglich dem freien Spiel des Wettbewerbs überlässt – aber keinesfalls das Setzen der Regeln selbst. Eine Ordnung, die den Einzelnen weder einer staatlichen Bevormundung unterwirft noch einem Markt, auf dem die Starken so groß werden können, dass sie die Regeln allein bestimmen. Eine Ordnung, die auf "das Anliegen der sozialen Gerechtigkeit" zielte und – zur Erfüllung dieses Anliegens – auf den höchstmöglichen wirtschaftspolitischen Wirkungsgrad.

Wer dies im Hinterkopf hat, kann es übrigens nur merkwürdig finden, dass der Begriff "neoliberal" heute so negativ besetzt ist. Schließlich wandten sich Eucken und seine Mitstreiter selbst als sogenannte "Neoliberale" genau gegen jenes reine "Laissez-faire", das dem Neoliberalismus heute so häufig unterstellt wird. Ihnen hier im Saal erzähle ich damit nichts Neues. In unseren öffentlichen Debatten aber wünsche ich mir mehr intellektuelle Redlichkeit und auch etwas mehr historisches Bewusstsein und Anerkennung für das breite Spektrum des Liberalismus in unserem Land, das von Eucken und seiner Vorstellung von einem ordnenden Staat bis hin zu Friedrich August von Hayek reicht, der "spontanen Ordnungen" mehr zutraute als dem Staat.

Euckens Denken jedenfalls war ebenso gegen das "Laissez-faire" des 19. Jahrhunderts wie gegen die totalitären Anmaßungen des 20. Jahrhunderts gerichtet. Das war damals nicht nur ein Widerspruch gegen den Zeitgeist. Es war auch ausgesprochen mutig. Denn damit forderte Walter Eucken den Herrschaftsanspruch der Nationalsozialisten heraus. Deren Ideologie war ihm zutiefst zuwider. Großen Hehl scheint er – nach allen Schilderungen – daraus nicht gemacht zu haben. Er setzte sich für jüdische Kollegen ein, protestierte gegen die Gleichschaltung der Universität – Martin Heidegger war dort seit Mai 1933 Rektor. Später suchte Eucken Kontakt zu Freiburger Widerstandskreisen und entwickelte – gemeinsam mit anderen – wirtschaftspolitische Leitlinien für das erhoffte "Danach". Er ging ein hohes persönliches Risiko ein. Nach dem Hitler-Attentat vom 20. Juli 1944 wurde Eucken von der Gestapo verhaftet und verhört, andere Kollegen wurden ins Konzentrationslager gesperrt. Walter Eucken zeigte damals, was anderen fehlte: Haltung und Menschlichkeit in einer Zeit, in der so viele das Unmenschliche nicht sehen mochten.

Mit dieser Haltung hat er auch in den Jahren nach dem Krieg jungen Leuten Orientierung geben können. Ein schöner Beleg ist die Rede eines seiner Studenten 1950 beim Trauergottesdienst für Eucken: "Indem er uns

zeigte, dass und wie eine wirklich menschenwürdige Ordnung der Gesellschaft und der Wirtschaft möglich ist, begann er auch Ordnung zu schaffen in den Herzen seiner Schüler".

Der Begriff "Ordnungspolitik" dürfte in den Ohren der meisten Nachkriegsdeutschen gut geklungen haben. Aber was sich dahinter verbarg – keine staatlich gelenkte Wirtschaft, sondern eine Ordnung des möglichst freien Wettbewerbs – wurde skeptisch gesehen: Gewerkschaften hofften in den ersten Nachkriegsjahren auf Verstaatlichung, Industrievertreter auf Rückkehr zu liebgewonnenen Kartellen. Es war also durchaus ein Erfolg, wenn am Ende zwar nicht alle, aber doch wesentliche Elemente aus der Konzeption der Ordoliberalen umgesetzt werden konnten.

Ich will hier auf die Verdienste, die Details und Etappen nicht im Einzelnen eingehen: auf die Chuzpe Erhards, der 1948 die Freigabe der Preise durchsetzte, auf die staunenden Menschen vor den prall gefüllten Schaufenstern am Tag nach der Währungsreform, auf den langen Kampf um das Kartellgesetz. Letztlich wirkte die geniale Kompromissformel der "Sozialen Marktwirtschaft", die Alfred Müller-Armack ersonnen hatte. Nicht alles, was blühte im Wirtschaftswunder, war auf ihrem Boden gewachsen. Es gab die Kredite des Marshallplans und nicht zuletzt den steten Zustrom von Arbeitskräften aus dem Osten.

Aber rückblickend können wir sagen: Es war nicht nur ein Wirtschaftswunder, sondern auch ein Freiheitswunder, was da passierte. Die Deutschen konnten sich – zumindest im Westen – mit Markt und Wettbewerb befreunden. Die Freiburger Schule hatte einen großen Anteil daran!

Dies könnte nun das Happy End sein: Soziale Marktwirtschaft durchgesetzt, alles gut! Und es ist ja auch so: Deutsche Unternehmen verkaufen weltweit erfolgreich ihre Produkte, wir genießen – dank dieses wirtschaftlichen Erfolges – nicht nur einen materiellen Wohlstand, sondern auch einen sozialen Standard, den es so nur in wenigen Ländern der Welt gibt.

Und doch halten viele Deutsche die marktwirtschaftliche Ordnung zwar für effizient, nicht aber für gerecht. Mit Marktwirtschaft assoziieren sie zwar – laut einer aktuellen Umfrage – "gute Güterversorgung" und "Wohlstand", aber auch "Gier" und "Rücksichtslosigkeit". Das ist nichts Neues. Ähnliche Forschungen in der Seele der Deutschen fördern seit Jahrzehnten relativ konstante Sympathien für staatliche Eingriffe in die Wirtschaft zutage. Schon Bundespräsident Heuss sprach vom "gefühlbetonten Antikapitalismus" der Deutschen, den er zu Recht für einen "unreflektierten Antiliberalismus" hielt.

Für mich folgt daraus: Es wird nicht alles schlimmer. Salopp gesagt: Man muss nicht verzweifeln, wenn man – wie ich – die Soziale Marktwirtschaft für eine Errungenschaft hält. Aber es gibt durchaus Grund zu fragen, woran so viele so konstant zweifeln – nicht, um den Zweifeln zu folgen, sondern um ihnen zu begegnen!

Für manche ist schon die Notwendigkeit, das eigene Leben frei zu gestalten, mehr Zumutung als Glück. Freiheit hat nicht nur die schöne, die Chancen eröffnende Seite. Sie löst auch aus Bindungen, sie weckt Unsicherheit und damit Ängste. Das Wort "Freiheit" klingt bedrohlich für jemanden, der sich nicht nach Offenheit, sondern nach Überschaubarkeit sehnt. Und dann noch dieser ständige Zwang, die erreichte Position gegenüber anderen zu behaupten! Viele zweifeln am Wettbewerb, der unser Dasein bestimmt. Er beginnt spätestens in der Schule und begleitet uns – nicht nur im Berufsleben oder im Unternehmen, sondern auch im Sport, in Kunst und Kultur. Die Demokratie selbst ist nicht ohne politischen Wettbewerb denkbar. Als Land stehen wir wiederum nicht nur mit unserer Wirtschaft, sondern auch mit unserem Gesellschaftsmodell im Wettbewerb mit anderen Nationen.

Im Grunde aber finden allzu viele den Wettbewerb eher unbequem. Es ist anstrengend, sich permanent mit anderen messen zu müssen. Und wenn wir uns immer wieder neu behaupten müssen, können wir auch immer wieder scheitern. Das ist das Paradoxe an einer freiheitlichen Ordnung: Ich kenne viele, die einst fürchteten, eingesperrt zu werden, und jetzt fürchten, abgehängt zu werden. Das ist menschlich verständlich, aber es lohnt, zu erklären, was Wettbewerb vor allem ist – jedenfalls dann, wenn er fair ist: nämlich eine öffnende Kraft. Er

bricht althergebrachte Privilegien und zementierte Machtstrukturen auf und bietet dadurch Raum für mehr Teilhabe und Mitwirkung. Er bietet – auch im Falle des Scheiterns – idealerweise zweite und weitere Chancen. Und wenn er richtig gestaltet ist, dann ist er auch gerecht.

Ungerechtigkeit gedeiht nämlich gerade dort, wo Wettbewerb eingeschränkt wird: durch Protektionismus, Korruption oder staatlich verfügte Rücksichtnahme auf Einzelinteressen, dort, wo die Anhänger einer bestimmten Partei bestimmen, wer welche Position erreichen darf, oder wo Reiche und Mächtige die Regeln zu ihren Gunsten verändern und damit willkürlich Lebenschancen zuteilen. Wir müssen nicht sehr weit schauen, um all das in verschiedenen Ausprägungen zu registrieren. Schnell kommen einem da Begriffe wie Oligarchie und Plutokratie in den Sinn. Und wenn wir heute von Globalisierung sprechen, sollten wir nicht ausblenden, dass es große Wirtschaftsräume gibt, die geprägt sind von staatskapitalistischer Machtausübung oder einem frühkapitalistischen Verständnis von Unternehmertum.

Eben darum steckt so viel Sprengstoff in der schlichten Grundeinsicht Walter Euckens: Erst die Begrenzung von Macht durch freien, fairen Wettbewerb ermöglicht den Vielen die Teilhabe. Darum ist es so wichtig, dafür zu sorgen, dass Wettbewerb nicht einigen wenigen Mächtigen nutzt, sondern möglichst vielen Menschen Chancen bietet. Und darum muss er im Zweifel gegen all jene wirtschaftlichen Kräfte verteidigt werden, die einseitig Spielregeln zu verändern oder unter dem Deckmantel der Freiheit Privilegien zu etablieren suchen. Und ebenso müssen wir wachsam sein, damit der Staat den Wettbewerb nicht verfälscht – in der manchmal verständlichen Absicht, einzelne Gruppen oder Bereiche in ihrer Entwicklung zu unterstützen.

Wie freiheitlich eine Wirtschaftsverfassung ist, bemisst sich am Ende nicht allein daran, was in den Geschäften zu kaufen ist, sondern daran, ob sie allen Bürgerinnen und Bürgern die Chance auf ein selbstverantwortliches Leben eröffnet, ob sie möglichst vielen möglichst viele Optionen bietet.

Auch gut gemeinte Eingriffe des Staates können dazu führen, dass Menschen auf Dauer aus- statt eingeschlossen werden. Wann etwa ist staatliche Fürsorge geboten, wann führt sie dazu, dass der Empfänger keinen Sinn mehr darin erkennen kann, sich um ein eigenes Auskommen zu bemühen? Im Zuge der Reformen der Agenda 2010 haben wir ausführlich über solche Fragen debattiert. Wir sollten es weiter tun. Ich stelle mir eine aktivierende Sozialpolitik vor wie ein Sprungtuch, das Stürze abfedert, das denjenigen, die es brauchen, dazu verhilft, wieder aufzustehen und für sich selbst einzustehen.

Aktivierende Sozialpolitik hat für mich aber noch eine weitere, unverzichtbare Dimension, die eng mit Chancengerechtigkeit verknüpft ist. Denn die Entmachtung Einzelner durch freien Wettbewerb mag eine notwendige Voraussetzung sein, den Vielen die Teilhabe zu ermöglichen, aber sie ist keine hinreichende. Denn sie ermächtigt die Vielen noch lange nicht. Auch wenn alle nach den gleichen Spielregeln spielen dürfen, kommt es darauf an, mit welcher Ausstattung man aufs Spielfeld tritt. Was würden wir sagen, wenn ein Mittelgewichtsboxer gegen einen aus der Schwergewichtsklasse antreten muss, oder ein beinamputierter Läufer gegen einen mit zwei gesunden Beinen? Chancengerechtigkeit hat also Voraussetzungen, die außerhalb des Wettbewerbs liegen.

Wir sehen das besonders klar beim Thema Bildung: Kinder aus bildungsfernen Elternhäusern machen fünfmal seltener Abitur als Kinder höher gebildeter Eltern. Dümmer sind sie bestimmt nicht, sie bekommen nur zu Anfang ihres Lebens weitaus weniger von dem mit, was sie später einmal brauchen, um aus verschiedenen Möglichkeiten zu wählen. Was nützt es zu sagen, wir statten alle Schulen gleich aus, wenn dort Kinder mit höchst unterschiedlichen Voraussetzungen sitzen? Auch solche, bei denen noch nicht einmal jemand dafür sorgt, dass sie jeden Tag dort sind, oder solche, denen das Vorbild fehlt, das sagt: "Du musst Dich anstrengen, dann schaffst Du etwas und bist auch stolz darauf"? Ins Ziel muss jeder allein kommen. Aber beim Laufenlernen müssen wir mehr helfen als bisher.

Nicht weniger, wohl aber besser gestalteter Wettbewerb macht unsere Marktwirtschaft gerechter. Wenn es darum geht, wie das geschehen soll, fällt auch heute noch häufig der Name "Walter Eucken".

Eucken selbst wäre wohl wenig begeistert davon gewesen, von einer Partei vereinnahmt zu werden. Er selbst hat sich gern über die "Ideologien und Wunschbilder jeder Art" mokiert, die in den alltäglichen Diskussionen über Wirtschaftspolitik herumschwirren. Er meinte: "Wirtschaftspolitische Diskussion sollte nicht Diskussion über Doktrinen, sondern über konkrete Ordnungsaufgaben sein". Und von denen gibt es auch heute mehr als genug: zum Beispiel die Ordnung der Finanzen und der Finanzmärkte.

Was die Finanz- und Schuldenkrise bewirkt hat, das weiß jeder junge Arbeitssuchende in Spanien oder Griechenland. An dieser Krise sehen wir sehr gut, was Freiheit erweitert und was sie einschränkt. Beim Stichwort "Krisenpolitik" denken wir an Rettungspakete für Banken und Staaten, die unter Umständen sogar hektisch übers Wochenende geschnürt wurden und aus stattlichen Summen bestanden, sowie an Reformprogramme, die unausweichlich wurden – nicht aber an einen Prozess, der in sorgfältiger Abwägung von Argumenten eine stetige Verbesserung der Verhältnisse anstrebt, wie wir es uns in einer freiheitlichen Demokratie wünschen. Dafür ist es, wenn die Krise da ist, zu spät.

Warum passiert das alles? Weil vor der Krise etwas nicht gestimmt hat. Der Ordnungsrahmen der Finanzmärkte hat nahezu weltweit nicht gewährleistet, dass Banken ihre Risiken auf ein verantwortbares Maß begrenzten und für ihre Verluste hafteten. Banken besitzen Macht, weil sie zum Scheitern zu groß sind – oder zu groß scheinen? Staaten geraten in Abhängigkeit, weil sie Reformen nicht rechtzeitig durchgeführt haben, zu viele Ansprüche bedient haben und ihre Schulden zu groß geworden sind. Auch hier: das Gegenteil von Freiheit. Nun wird an vielen Stellen reformiert. Oft geht es dabei um mustergültige ordnungspolitische Anliegen, darum, Machtstrukturen aufzubrechen, Privilegien zu schleifen und darum, dass für Verluste haftet, wer sie verursacht: also um Wettbewerb, Freiheit und Verantwortung.

An manchen Stellen werden Machtstrukturen aufgebrochen, an anderen bilden sie sich neu – übrigens oft auch aus dem erwünschten Wettbewerb heraus, bei Unternehmen, die besonders innovativ sind. Zwar wäre es einem Alfred Hugenberg heute wohl nicht mehr möglich, solche geballte Macht zu erhalten, da wäre in Deutschland das Bundeskartellamt vor und in Europa die Wettbewerbsbehörde der Europäischen Kommission. Beide sind durchaus erfolgreich. Aber wie steht es mit global agierenden Internetkonzernen? Wie schaffen wir hier einen Rahmen, der Innovation ermöglicht, aber vor Exzessen schützt und damit die Freiheiten der Bürger wahrt?

Ordnungspolitik ist heute mehr denn je eine Aufgabe, die weit über den Rahmen des Nationalstaates hinausgeht. Die Schaffung des Binnenmarktes in der Europäischen Union zeigt, wie wirtschaftlicher Erfolg im Wettbewerb entsteht – und wie echter Wettbewerb erst entstehen kann, wenn Machtstrukturen aufgebrochen werden. Nicht zuletzt deshalb ist der Binnenmarkt eines der wichtigen Projekte der europäischen Einigung. Wie weltweite Rahmensetzung stattfinden kann, damit die Freiheiten aller gefördert werden, das ist ein ebenso bedeutendes wie unzureichend gelöstes globales Problem – bei allen durchaus vorhandenen Ansätzen: Ich denke an die G20, die Vereinten Nationen und an Institutionen wie Welthandelsorganisation und Weltbank.

Das Leitbild der Sozialen Marktwirtschaft, das zum Selbstverständnis unseres Landes gehört, kann global inspirieren. Es ist ein lernfähiges System, das zwar nicht alle Ziele vorgibt, aber zukunftsfähig ist. Es lässt sich messen an dem Anspruch, dem Einzelnen Raum zu geben, selbst zu entscheiden, tätig und erfindungsreich zu sein. Es fordert uns heraus, in der Freiheit des Anderen auch unsere eigene Freiheit zu sehen. Es ist kein perfektes Modell, sondern eines, das Offenheit zulässt. Eines, mit dem wir verlieren und gewinnen können, und zugleich eines, das sozialen Ausgleich schafft. Was aus Mangel an politischem und gesellschaftlichem Willen nicht geschieht, sollten wir nicht der Marktwirtschaft ankreiden, sondern unserem eigenen Unvermögen, ordentlich zu ordnen.

Wir sollten übrigens nicht hoffen, ein für alle Mal den richtigen Rahmen setzen zu können. Es gibt keinen Idealzustand, der staatlich planbar oder herbeizureformieren wäre. Auch lassen sich nicht alle Risiken aus der Marktwirtschaft eliminieren. Wer das glaubt, wird permanent enttäuscht. Und wer es behauptet, wird permanent enttäuschen.

Aufgabe der Wirtschaftswissenschaften bleibt es, wie Walter Eucken schon sagte, aufzuklären "über die der Intuition nicht zugänglichen, komplexen Sachzusammenhänge der modernen Gesellschaft". Das Walter Eucken Institut nimmt sich dieser Aufgabe an. Ich wünsche mir von Ihnen viel von Euckens Bereitschaft zur "Radikalität des Fragens" – unbequem wollte er sein, Widerspruch wagen, dabei nüchtern und sachlich argumentieren.

Ökonomen sollten Politik und Gesellschaft eine "Sehhilfe" sein. Das können sie nicht, wenn sie die Klarheit und Ästhetik ihrer theoretischen Modelle den Realitäten und Zusammenhängen in der Gesellschaft vorziehen, und auch nicht, wenn sie sich im Rückgriff auf eingeübte Lehrsätze erschöpfen. Das können sie aber gut, wenn sie Mut und Willen zum – aus ihrer Sicht – Wünschenswerten mit politischer Anknüpfungsfähigkeit verbinden.

Am Ende aber ist es an der Politik – und damit an uns allen –, die Verantwortung für die Ordnung zu übernehmen, in der wir leben. Walter Eucken und seine Mitstreiter haben das damals getan – und sich damit in die Freiheitsgeschichte unseres Landes eingeschrieben. Schreiben wir sie fort!

Grundsatzrede zur Wirtschaft

## Gauck verteidigt Neoliberalismus gegen „unredliche Kritik“ 97,50

16.01.2014 · Bundespräsident Joachim Gauck verlangt von den Deutschen mehr Mut zum Wettbewerb: „Ungerechtigkeit gedeiht gerade dort, wo Wettbewerb eingeschränkt wird.“ Und Gauck verteidigt den Neoliberalismus.

[Artikel](#) [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (56)



© DPA  Präsident Joachim Gauck (l.) und der Leiter des Walter-Eucken-Instituts, Lars Feld.

Bundespräsident Joachim Gauck fordert mehr wirtschaftlichen Wettbewerb und Eigeninitiative in Deutschland, aber auch mehr Chancengleichheit. Vorbehalten gegen Marktwirtschaft und Liberalismus müsse entgegengetreten werden, denn freier Markt und freier Wettbewerb seien die Eckpfeiler der Demokratie, sagte Gauck während der Feier des sechzigjährigen Bestehens des Walter-Eucken-Instituts in Freiburg: „Freiheit in der Gesellschaft und Freiheit in der Wirtschaft gehören zusammen.“

Gauck rief die Deutschen auf, mehr Mut zum Wettbewerb zu haben. „Ungerechtigkeit gedeiht nämlich gerade dort, wo Wettbewerb eingeschränkt wird, durch Protektionismus, Korruption oder staatlich verfügte Rücksichtnahme auf Einzelinteressen“, sagte der Präsident. Walter Eucken (1891-1950) gilt als einer der Väter der Sozialen

Marktwirtschaft und Begründer des „Ordoliberalismus“. Das nach ihm benannte Institut wurde 1954 gegründet. [Heute wird es geleitet von Lars Feld, einem der „Wirtschaftsweisen“ der Bundesregierung.](#)

„Neoliberalismus ist kein Laissez-faire“

„Nicht weniger, wohl aber besser gestalteter Wettbewerb macht unsere Marktwirtschaft gerechter“, meinte Gauck in seiner wirtschaftspolitischen Grundsatzrede. Gelingen dies, aktiviere der Wettbewerb jeden Einzelnen, beziehe ihn ein und lasse ihn teilhaben.

Gauck beklagte, dass der Begriff Neoliberalismus in Deutschland so negativ besetzt sei, obwohl sich dieser doch gegen den „Laissez-faire“-Kapitalismus des 19. Jahrhunderts

wende. „Ich wünsche mir mehr intellektuelle Redlichkeit - und auch etwas mehr historisches Bewusstsein und Anerkennung für das breite Spektrum des Liberalismus“. Allerdings gebe es nach wie vor viele Ordnungsaufgaben des Staates, etwa bei der Regulierung von Banken und Finanzmärkten.

„Freiheit entsteht nicht nur durch Markt und Wettbewerb“

Viele Deutsche hielten die Marktwirtschaft nicht für gerecht, sondern beklagten „Gier und Rücksichtslosigkeit“, sagte Gauck weiter. Ebenso klinge das Wort „Freiheit“ für manche bedrohlich, viele fänden Wettbewerb eher unbequem. „Ich kenne viele, die einst fürchteten, eingesperrt zu werden, und jetzt fürchten, abgehängt zu werden.“

Diesen Vorbehalten müsse begegnet werden. „Darum ist es wichtig dafür zu sorgen, dass Wettbewerb nicht einigen wenigen Mächtigen nutzt, sondern vielen Menschen Chancen bietet.“ Voraussetzungen für Chancengleichheit, etwa bei der Bildung, müssten aber durch den Staat geschaffen werden. Immer noch machten Kinder aus bildungsfernen Schichten fünfmal seltener Abitur als Kinder höher gebildeter Eltern, kritisierte er. „Eine freiheitliche Gesellschaft ruht auf Voraussetzungen, die Markt und Wettbewerb alleine nicht herstellen.“

Die Politik müsse auch verhindern, dass die wirtschaftliche Macht Einzelner zu groß werde. Fairen Wettbewerb und eine menschenwürdige Wirtschaft gebe es nur, wenn Einzelne nicht bevorzugt würden. Auf Dauer tragfähig sei nur eine Wirtschaftsordnung, „die auf das Anliegen der sozialen Gerechtigkeit zielt und - zur Erfüllung dieses Anliegens - auf den höchstmöglichen wirtschaftspolitischen Wirkungsgrad“.

Diese Balance müsse immer wieder neu austariert werden, etwa in der Sozialpolitik. „Ich stelle mir eine aktivierende Sozialpolitik vor wie ein Sprungtuch, das Stürze abfedert, das denjenigen, die es brauchen, dazu verhilft, wieder aufzustehen und für sich selbst einzustehen.“

## Who Has The Time And Motivation to Comprehend The Mess We're In? Almost Nobody 97,52



Submitted by [Tyler Durden](#) on 01/16/2014 09:16 -0500

Submitted by [Charles Hugh-Smith](#) of [OFTwoMinds](#) blog,

If we don't understand the problem or the dynamics that are generating the problem, it is impossible to reach a solution or practical plan of action.

**When it comes time to assess our grasp of the dynamics of this unprecedented era, how do you reckon historians will grade our collective political "leadership," intelligentsia, central state, corporate leadership and the "common man/woman" citizen?** Did we rise to the occasion or did we falter, not in acting to counter the dissolution of the Status Quo, but in simply making a concerted effort to understand the tangled web of lies, corruption, perverse incentives, unintended consequences, simplistic (and utterly misguided) ideologies, not to mention the real-world limits of a supposedly limitless world, that have become the key dynamics of this era?

**I suspect future historians (presuming the funding of such scholarly assessments survives) will grade all categories either F or D-**. The reasons are not difficult to discern, and it behooves us to understand why we are collectively so ill-prepared to understand our era, much less fix what's broken before the whole over-ripe mess collapses in a heap.

**1. Intellectual laziness.** Very few people are willing to work hard enough to figure things out on their own. It's so much easier to join Paul Krugman dancing around the fire of the Keynesian Cargo Cult, chanting "aggregate demand! Humba-Humba!" while waving dead chickens than ditch reductionist, naive ideologies and actually work through an independent analysis.

**2. Independent thinking is an excellent way to get fired, demoted or sent to Siberia.** Though America claims to value independent thinking, this is just another pernicious lie: what America values is the ability to mask failing conventional ideas and systems with a thin gloss of "fresh thinking."

**In other words, what the American state and corporatocracy value is the appearance of independent thinking, not the real thing.** Since the real thing will get you fired, everyone who works for government or Corporate America masters the fine arts of producing simulacra, legerdemain and illusion. This only further obscures the real dynamics, making legitimate analysis that much more difficult.

**3. Relatively few have any incentive to question authority, the state or the corporatocracy.** Humans excel at figuring out which side of the bread is buttered, and who's lathering on the butter: self-interest is the ultimate human survival trait (we cooperate because it serves our self-interest to do so).

While we cannot hold the pursuit of self-interest against any individual--after all, who among us truly acts selflessly when push comes to shove?--we can monitor the monumentally negative consequences of self-interest and complicity on the systems and Commons we share.

**When roughly half of all households are drawing direct cash/benefits from the central state, how many of those people are interested in doing anything that might put their place at the feeding trough at risk?** Sure, people will grouse about this or that (usually related to the conviction that they deserve more or have been cheated out of "their fair share"), but as long as the government payments, direct deposits and

benefits keep coming, what possible motivation is there for the recipients to devote energy to investigating the potential collapse of the gravy train?

**Corporate America is no different.** The store may be devoid of customers, but the employees will strive to look busy to keep the paychecks coming until the inevitable lay-off/implosion occurs. How many Corporate America employees will critique their way out of a paycheck? In an environment this difficult for job-seekers, you'd be nuts to bother figuring out why your division is failing, knowing as you do that the truth will result in the "termination with extreme prejudice" of the naive fools who presented the truth as if it would be welcome

**Does anyone seriously imagine that any employee of a bloated bureaucracy will ever voluntarily challenge the squandering of revenues when that might cost them their own paycheck, bonus, contract for their brother-in-law, etc.?** A few protected people (professors with tenure, for example) can be "brave," but their "bravery" is cheap: their protestations cannot trigger termination with extreme prejudice, so the gesture of resistance is just that, a gesture.

**4. Those relative few who might have a real motivation to undertake independent analysis have little time to pursue this noble project.** They are working absurd hours and enduring absurd commutes. Between getting the bundles of diapers into the elevator and planning what to cook for dinner, there is precious little time or energy left for figuring out the mess we're in. Just getting to a second or third job can suck up a significant amount of time, money and energy.

And so the busy employee/sole-proprietor/contract worker listens to NPR or some talk radio program for a few minutes, reinforcing their ideology of choice, and turns on the "news" (laughably bad propaganda churned up with "if it bleeds, it leads") as background noise and spends whatever personal time they have on Roku, Netflix, Facebook, Twitter, email, etc. seeking distraction or solace from the daily workload.

**In a strange irony, there are plenty of citizens who have plenty of time** (recall that Americans manage to watch 6-8 hours of TV a day), but their marginalized status and dependence on the state drains them of motivation to do anything but seek amusement and distraction.

**If we don't understand the problem or the dynamics that are generating the problem, it is impossible to reach a solution or practical plan of action.** In other words, the four points above doom us just as surely as the dynamics of insolvency, corruption, debt servitude, Tyranny of the Majority, etc. etc. etc.

Choose your metaphor of choice, but rearranging the deck chairs on the Titanic has a nice ironic texture in an election year, when the "news" will be focusing on rearranging the political deck chairs on the first class deck--at least when there's no celebrity ruckus or "if it bleeds, it leads" to crowd out what passes for "hard news" in a regime dedicated to the distractions of bread and circuses.

## Ein Crashkurs für die Euro-Krise 97,54

17.01.2014, 08:50 Uhr · Konventionelle Beschreibungen der Euro-Krise sind nicht falsch, aber unvollständig. Sie berücksichtigen nicht die zentrale Rolle der Banken, die durch ihre wachsende Abhängigkeit von kurzfristigem Fremdkapital und ihrer Neigung, wenig rentable Investitionen in den Krisenländern zu finanzieren, entstanden ist.

**Ein Beitrag von Markus Brunnermeier <sup>\*</sup>), Ricardo Reis <sup>\*\*</sup>) und Gerald Braunberger**

Die Euro-Krise dürfte das bisher bedeutendste gesamtwirtschaftliche (makroökonomische) Ereignis im noch jungen 21. Jahrhundert darstellen. Mit der jüngsten Rezession in den Vereinigten Staaten verbindet sie die finanziellen Wurzeln, die Tiefe des wirtschaftlichen Einbruchs und die langsame Erholung des Arbeitsmarkts. Mit dem Aufstieg Chinas verbindet die Euro-Krise die wichtige Rolle von Kapitalbewegungen und Ungleichgewichten in der Leistungsbilanz. Die Europäische Union ist der größte Wirtschaftsraum der Welt, aber sie ist auch der Wirtschaftsraum mit dem vermutlich geringsten Wachstum im Jahr 2013.

Eine auf traditionellen makroökonomischen Betrachtungen lautende Schilderung der Euro-Krise hat sich allmählich etabliert. Diese konventionelle Betrachtung geht so: Mit der Einführung des Euro und dem damit verbundenen Wegfall des Wechselkursrisikos erlebten die ärmeren Länder in der Peripherie der Eurozone einen großen Rückgang der Zinsen. Die ärmeren Länder reagierten darauf mit einer erheblichen Kreditaufnahme in den reicheren Ländern der Eurozone, die eine Zunahme von Löhnen, Preisen und des realen Wechselkurses begünstigt. Als sich die Kapitalgeber nach 2008 weigerten, die immer größeren Defizite in den Staatshaushalten und Leistungsbilanzen zu finanzieren, folgte eine unausweichliche Rezession in der Peripherie. Ein Ausgleich der Leistungsbilanzen erfordert höhere Wachstumsraten des Preisniveaus und der Löhne im Kern der Währungsunion als in der Peripherie. Austerität in der Finanzpolitik muss die Staatshaushalte in Ordnung bringen. Politische Unfähigkeit bei der Kürzung der Staatsausgaben und ein nur langsamer Rückgang der Löhne in der Privatwirtschaft haben zu einem Durchwursteln geführt, währenddessen die Peripherieländer in einer Rezession gefangen sind.

Diese Schilderung ist überwiegend korrekt, anders als Fiktionen über faule Südeuropäer und austeritätsbesessene Nordeuropäer. Die zentrale These dieses Beitrags lautet aber, dass die konventionelle Schilderung der Krise nicht vollständig ist. Sie beinhaltet einige zentrale wirtschaftliche Mechanismen nicht und führt daher zu falschen Politikempfehlungen. Der konventionellen Schilderung fehlen vor allem zwei Bestandteile, die für die Erklärung der Euro-Krise wichtig sind: Erstens floss in den Jahren bis zum Krisenausbruch Kapital nicht direkt von Sparern im Kern der Währungsunion zu den Finanzierern von Projekten in der Peripherie, zum Beispiel Bauherren. Das Kapital floss durch eine Kette von Finanzhäusern, die von kurzfristigen Refinanzierungen abhängig waren. Zweitens wurde das Kapital in der Peripherie nicht für die rentabelsten Investitionsprojekte genutzt.

### **Die Jahre bis zur Krise**

Eine Analyse der Kapitalströme zwischen 1999 und 2007 zeigt, dass die Kapitalgeber im Kern der Währungsunion der Peripherie überwiegend Kredit gewährten, aber kaum Beteiligungen an Unternehmen oder Eigenkapital erwarben. Im Zentrum dieser Kreditvergabe standen die europäischen Banken, während der Markt für Unternehmensanleihen in Europa weniger entwickelt ist als in den Vereinigten Staaten. Der Bankensektor ist in Europa daher ein weitaus größerer Faktor als in den Vereinigten Staaten. Viele europäische Banken sind so groß, dass ihre Heimatländer im Falle eines Konkurses Schwierigkeiten besäßen, sie aufzufangen.

Heutzutage funktionieren Banken anders als im herkömmlichen Lehrbuchmodell (**Diamond-Dybvig-Modell**). In diesem Modell besteht die Aktivseite der Bankbilanz aus Krediten (zum Beispiel an Unternehmen oder zur Finanzierung von Immobilien) und Finanzanlagen wie Staatsanleihen. Diese Aktiva sind überwiegend

langfristig und wenig liquide. Die Refinanzierung dieser Anlagen geschieht im Lehrbuchmodell überwiegend durch kurzfristige Einlagen privater Haushalte. Das Vertrauen der Kunden in Einlagensicherungssysteme und Staatsgarantien sorgt dafür, dass diese eigentlich kurzfristigen Einlagen den Banken meist langfristig zur Verfügung stehen.

Dieses Modell des Finanzsystems hat sich in den vergangenen Jahrzehnten stark verändert. Auf der Aktivseite verbrieften Banken einen Teil ihrer Kredite, unter anderem für Immobilien, in prinzipiell handelbare Wertpapiere. Dieser Prozess ließ sich vor der Krise nicht nur in den Vereinigten Staaten beobachten, sondern unter anderem auch in Irland und Spanien. Für Banken, die solche Verbriefungen anwenden, entstehen zwei Risiken, die traditionellen Banken nicht bekannt sind: Die verbrieften und handelbaren Anlagen unterliegen einerseits dem Risiko von Verlusten bei fallenden Marktwerten. Zweitens besteht das Risiko, dass die Märkte für diese Verbriefungen gerade dann illiquide werden, wenn Banken sie verkaufen wollen. Es wird eine „Scheinsicherheit“ kreiert, da der Eindruck erweckt wird, dass man zu gegenwärtigen Marktpreisen große Mengen Wertpapiere verkaufen kann.

Auf der Passivseite ihrer Bilanz haben die modernen Banken neben dem Eigenkapital und den Einlagen privater Haushalte eine weitere Refinanzierungsquelle entdeckt: den Markt für kurzfristige Geldaufnahmen bei anderen Finanzunternehmen (wholesale funding market). Die beiden wichtigsten Finanzierungsquellen sind unbesicherte Kreditaufnahmen sowie Wertpapierverkäufe mit Rückkaufvereinbarung (Repo). Banken mit Zugängen zum Wholesale-Markt konnten in den Jahren vor Krisenausbruch schnell wachsen.

Dazu trug die Tatsache bei, dass moderne Banken zur Verstärkung von Zyklen der Vermögenspreise beitragen können: Wenn die Immobilienpreise steigen, nehmen die Marktwerte der von den Banken gehaltenen Verbriefungen von Immobilienkrediten zu. Dadurch steigt das Finanzierungsvolumen der Banken, die diese Verbriefungen für Repo-Geschäfte nutzen. Da diese Anlagen sehr kurzfristig sind und durch Verbriefungen abgesichert waren, genossen sie de facto Seniorität gegenüber ganz normalen Einlagen. Dies ermutigte Banken im Kern der Eurozone, großzügig Gelder an Banken in der Peripherie zu verleihen. Das Risiko wurde auf die Einlagensicherungsfonds abgewälzt. Das höhere Finanzierungsvolumen der Banken in der Peripherie ermöglichte ihnen die Vergabe zusätzlicher Kredite am Immobilienmarkt. Diese Effekte ließen sich vor der Krise unter anderem bei den eng mit der Politik verflochtenen spanischen Regionalbanken (Cajas) beobachten.

Eine wichtige Aufgabe der Banken besteht darin zu entscheiden, welche Projekte finanziert werden. Nach der herkömmlichen neoklassischen Wachstumstheorie hätte das Kapital aus dem Kern der Währungsunion in die rentabelsten Wirtschaftszweige der Peripherie fließen müssen, also nicht zuletzt in das im internationalen Wettbewerb stehende verarbeitende Gewerbe. Dies ist aber nicht der Fall gewesen, vielmehr ist das verarbeitende Gewerbe seit der Einführung des Euro in der Peripherie geschrumpft. Stattdessen wurde das Kapital in weniger rentable Projekte investiert, in Spanien und Irland überwiegend in das private Bau- und Immobiliengewerbe. In Griechenland, Italien und Portugal wurde das Kapital daneben auch zur Finanzierung der Staaten eingesetzt. Ein Grund, warum gerade die Baubranche profitiert hat, besteht darin, dass mit den Bauprojekten eine handfeste Besicherung für die Kredite zur Verfügung steht.

Der nicht effiziente Einsatz wirtschaftlicher Ressourcen ist kein Phänomen, das sich alleine in der europäischen Peripherie beobachten lässt. Die moderne Forschung zeigt, dass ärmere Länder nicht nur über weniger Ressourcen verfügen als reiche Länder, sondern dass sie ihre Ressourcen oft nicht effizient einsetzen. Im Falle der europäischen Peripherie dürfte diese Fehlverwendung aber durch zwei spezielle Faktoren beeinflusst worden sein: Zum einen sorgte der Überfluss an aus dem Norden strömenden Kapitals für einen laxen Umgang bei der Vergabe der Mittel. Der Überfluss reduzierte zudem den Druck auf die Politik der Peripherieländer, Strukturreformen vorzunehmen. Zum zweiten begünstigte ein niedriger Entwicklungsstand der Finanzmärkte in der Peripherie eine Fehlallokation des Kapitals. Wenig produktive Unternehmen in abgeschotteten Wirtschaftszweigen können wegen bürokratischer Hemmnisse überleben und erhalten Kredite, anstatt dass vielversprechende neue Unternehmen finanziert werden.

Vor dem Ausbruch der Krise wies die Eurozone insgesamt eine ausgeglichene Leistungsbilanz aus. Bei einer zusammenfassenden Betrachtung wuchs das Kreditvolumen in der Eurozone nicht schneller als in anderen Industrienationen. Aber der Zugriff auf kurzfristige Finanzierungen am Wholesale-Markt erlaubte den Banken in der Peripherie ein schnelles Wachstum, das zu einem guten Teil auf Kreditsicherheiten beruhte, die aus der Verbriefung von Forderungen gegenüber dem wenig produktiven Teil der Wirtschaft beruhte. Das machte die Eurozone sehr anfällig für wirtschaftliche Schocks.

### **Die Krisenjahre 2008 bis 2012**

Im Sommer 2007 brach in den Vereinigten Staaten die Subprime-Krise aus. Unter ihr litten auch europäische Banken aus den Kernländern der Währungsunion, die auf ihre Verbriefungen amerikanischer Kredite Verluste verzeichneten. Eine gut kapitalisierte Bank könnte einen solchen Schock wegstecken und sogar die Gelegenheit nutzen, zu niedrigen Preisen angebotene Aktiva anderer Banken zu kaufen und so den Markt zu stabilisieren. Die europäischen Banken waren aber nicht gut kapitalisiert, sondern im Gegenteil hoch verschuldet, und die Verluste aus den amerikanischen Immobiliengeschäften reduzierten das ohnehin nicht reichhaltige Eigenkapital.

Da die Beschaffung neuen Eigenkapitals in einer solchen Situation sehr schwierig ist, versuchten die Banken, ihre Bilanzsummen durch den Verkauf von Aktiva zu reduzieren, um das Verhältnis von Eigenkapital zu Schulden nicht noch ungünstiger werden zu lassen. Wenn viele Banken zur gleichen Zeit versuchen, Aktiva zu verkaufen (Fire Sales), brechen die Preise dieser Aktiva ein, die Märkte für diese Aktiva werden illiquide, und es reduziert sich auch der Wert der noch in der Bilanz verbliebenen Aktiva. Gleichzeitig eignen sich die Aktiva wegen ihrer niedrigeren Marktwerte nur noch eingeschränkt als Sicherheit auf dem Wholesale-Markt; auch auf diesem Markt trocknet die Liquidität aus. Der Wholesale-Markt erweist sich dabei als eine extrem instabile Finanzierungsquelle. Professionelle Anleger sind sehr schnell dabei Gelder abzuziehen.

Diese Effekte breiten sich durch das Finanzsystem aus. Banken aus dem Kern der Währungsunion, die Verluste in den Vereinigten Staaten erlitten haben, reduzieren ihre Kredite gegenüber Banken aus den Peripherieländern. Die Banken aus der Peripherie erhalten nur noch zu höheren Zinsen Geld von anderen Banken (sofern sie noch Geld am Wholesale-Markt erhalten). **Die Banken in der Peripherie sehen sich veranlasst, in ihrem Besitz befindliche Verbriefungen zu verkaufen, die Vergabe neuer Kredite einzustellen und die Zinsen für bestehende Kredite unter anderem an Bauunternehmer und Bauherren zu erhöhen. Das zwingt viele von ihnen ihre Immobilien zu verkaufen, was die Preise für Immobilien unter Druck setzt. Dies erhöht die Kreditausfallwahrscheinlichkeiten und wertet Aktivapositionen der Banken ab. Wegen dieser Verluste geben die Banken weniger Kredit: Ein Teufelskreis in Form einer Liquiditätsspirale zieht die Wirtschaft hinunter.**

Es sind aber nicht nur Liquiditätseffekte, die sich im Finanzsystem ausbreiten und schließlich die Realwirtschaft erreichen. Hinzu treten Preisniveaueffekte. Steigende Zinsen und ein rückläufiges Kreditangebot erhöhen die Grenzkosten der Produktion für die Unternehmen bei einer gleichzeitig nachlassenden gesamtwirtschaftlichen Nachfrage. **In der Eurozone betrug die jährliche Inflationsrate im Juli 2008 noch 4,05 Prozent; zwölf Monate später lag sie kurzzeitig bei minus 0,65 Prozent.** Deflation trifft besonders die Schuldner, und die Banken gehören zu den wichtigsten Schuldnern im Wirtschaftsleben.

Ein zweiter Preisniveaueffekt entstand durch die wachsende Sorge, von der Rezession geplagte Peripherieländer könnten die Währungsunion verlassen. Für Banken aus dem Norden der Währungsunion verband sich mit einer Kreditvergabe an Banken aus der Peripherie nunmehr auch ein Wechselkursrisiko durch Euro-Austritte. Die Banken in der Peripherie besaßen Verbindlichkeiten in Euro, hätten nach einem Austritt ihrer Länder aus der Währungsunion aber Forderungen in neuer, gegenüber dem Euro sehr wahrscheinlich abgewerteter Währung besessen. Die Verlustgefahr im Falle eines zunehmend als wahrscheinlich angesehenen Austritts der Peripherie aus dem Euro erschwerte es den Banken zusätzlich, Geld am Wholesale-Markt aufzunehmen.

Diese Liquiditäts- und Preisniveauspiralen gingen einher mit steigenden Zinsen in der Peripherie, da die Kapitalgeber eine höhere Prämie für die wachsenden Risiken verlangten. Die versiegenden Kapitalflüsse in die Peripherie verursachten dort eine Rezession vor allem in den wenig wettbewerbsfähigen Branchen. **So ging die Beschäftigung im spanischen und irischen Baugewerbe um jeweils mehr als 50 Prozent zurück.** Die Rezession reduziert den Wert der Anlagen der Banken, was das Kreditangebot weiter reduziert und zu zusätzlicher Kapitalflucht ermutigt. Im Gegenzug setzte der Einbruch in den wettbewerbsschwachen Branchen unter anderem in Portugal Ressourcen für die wettbewerbsstärkere Exportwirtschaft frei, obgleich der reale Wechselkurs kaum sank.

### **Die EZB, Target 2 und die Finanzpolitik**

Die Europäische Zentralbank (EZB) versuchte den Wegfall der Finanzierung im Wholesale-Market durch öffentliche Gelder zu ersetzen. Banken in der Peripherie brachten nun ihre Verbriefungen zur EZB, um von ihr Geld zu leihen. Auf der anderen Seite parkten Banken aus dem Kern der Eurozone Gelder bei der EZB. Diese ersetzte den Interbankenmarkt, über den zuvor Wholesale-Finanzierungen stattgefunden hatten. **Dadurch wuchsen die Target-2-Salden. Das Problem dabei ist, dass nun die EZB ein mögliches Ausfallrisiko trägt. Sie leiht sich Geld von den Kernbanken und verleiht es an risikoreichere Banken in der Peripherie.**

Bisher haben wir herausgearbeitet, wie der Aufbau einer hohen kurzfristigen Verschuldung und die Finanzierung wenig produktiver Investitionen durch die Banken in der Peripherie über Liquiditäts- und Preisniveauspiralen eine schwere Rezession der Realwirtschaft verursachten. Daneben hat aber auch die Finanzpolitik eine wesentliche Rolle gespielt. **Es ist denkbar, dass sich die Peripherieländer mit dem Ausbruch der Krise an der Grenze ihrer Schuldentragfähigkeit befinden.** Die Schuldentragfähigkeit ist bestimmt durch den Gegenwartswert künftiger Primärüberschüsse im Staatshaushalt und hängt unter anderem von der Verzinsung der Staatsanleihen ab. Die Einführung des Euro hat für seine Mitglieder ein weiteres Risiko geschaffen: Ein prinzipiell solventes Land kann illiquide werden, wenn es ihm nicht gelingt, seine kurzfristige Verschuldung durch die Ausgabe neuer Staatspapiere zu verlängern, da keine nationale Zentralbank bereit steht, in einem solchen Fall die Liquidität des Staates durch Ankäufe von Staatspapieren zu gewährleisten. **Aber wenn die Staatsverschuldung nicht tragfähig ist, stehen wir vor einem Insolvenzproblem und nicht vor einem Illiquiditätsproblem. Eine Intervention kann dann zu Verlusten bei der Zentralbank führen.**

### **Das Feiglingsspiel (“Chicken Game”)**

In den ersten Jahren der Währungsunion sind aus Ungleichgewichten und Fehlinvestitionen Verluste entstanden. Wer diese trägt, ist Bestandteil eines sogenannten Feiglingsspiels (**Chicken Game**), bei dem die Teilnehmer versuchen, die Last auf andere abzuwälzen. **Es gibt unterschiedliche Möglichkeiten, diese Verluste zu verteilen. Im Falle eines Schuldenschnitts zahlen die Anleihegläubiger, im Falle von Bail-outs die Steuerzahler (wobei im Falle der Europäischen Währungsunion auch festzulegen bliebe, in welchen Ländern die Steuerzahler herangezogen würden) und im Falle von höherer Inflation und Niedrigzinsen zahlen die Sparer die Rechnung. In dieser Situation gibt es viele Beteiligte, die versuchen werden, die Last wenn möglich auf andere abzuschieben.**

Zudem müssen in etlichen Ländern wichtige, aber **unpopuläre Reformen** durchgeführt werden. Etliche Regierungen hoffen, diese unbeliebten Maßnahmen durch frische Gelder vermeiden zu können. **Das gibt dem Spiel zwischen der EZB und den Regierungen eine weitere Dimension. Die EZB kann durch ihre Interventionen die negativen Nebenwirkungen der Illiquidität verringern, aber sie macht es dabei auch einfacher für die Regierungen, wachstumsfördernde Reformen zu unterlassen. Falls die Regierungen jedoch Reformmaßnahmen unterlassen, wächst das Risiko für der EZB.**

Die Kosten des Feiglingsspiels sind hoch, denn je länger die Eurozone die ungelösten Probleme mit sich schleppt, umso höher werden die Kosten. Daher braucht die Eurozone ein festes Regelwerk für die künftige Behandlung solcher Probleme.

---

\*) **Markus Brunnermeier**, aus Landshut stammend, ist Edwards S. Sanford Professor für Wirtschaftswissenschaften an der Princeton University. Brunnermeier gilt als einer der wichtigsten Vertreter der modernen Zusammenführung von Makroökonomie und Finanztheorie und den Wechselwirkungen zwischen Banken, Geldpolitik und Finanzpolitik. In seinen Arbeiten befasst er sich unter anderem mit der Rolle von Friktionen an Finanzmärkten und den sich daraus ableitenden Folgen für die wirtschaftliche Entwicklung. Regelmäßige Leser von FAZIT sind mit Arbeiten Brunnermeiers vertraut, zum Beispiel [hier](#) und [hier](#) und [hier](#).(gb.)

\*\*) **Ricardo Reis** stammt aus Portugal und ist Professor für Wirtschaftswissenschaften an der Columbia University in New York. Reis hat seine Doktorarbeit an der Harvard University geschrieben. Das Spezialgebiet des Portugiesen ist die theoretische und die angewandte Makroökonomie; ebenso wie Brunnermeier ist er auch als Berater von Zentralbanken und anderen öffentlichen Institutionen tätig. In seiner Arbeit befasst er sich unter anderem mit der Analyse der Finanzpolitik und der Geldpolitik. In FAZIT haben wir im vergangenen Jahr eine Arbeit Reis' [über die Ursachen der Krise in Portugal](#) behandelt. (gb.)

*Dieser Beitrag ist am 17. Januar 2014 im Wirtschaftsteil der Frankfurter Allgemeinen Zeitung erschienen. Er beruht auf einer noch nicht veröffentlichten Arbeit von Brunnermeier/Reis, deren wichtigste Elemente Anfang Januar 2014 auf der [Jahrestagung der American Economic Association in Philadelphia](#) im Rahmen der Session "Teaching the Euro Crisis" vorgestellt worden sind.*

## Das Ende der Troika? 97,59

17.01.2014 · Die Europa-Abgeordneten sehen das „Ende der Troika“ voraus. Doch sie blasen nur die Backen auf: Solange die Hilfsprogramme nicht abgeschlossen sind, ist eine Alternative zur Troika nicht denkbar.

Von WERNER MUSSLER [Artikel](#) [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (10)



© DPA  Das Europäische Parlament in Straßburg

Das Europaparlament hat am Donnerstag das getan, was es am besten kann: Es hat die Backen aufgeblasen. Die Abgeordneten sahen „das Ende der Troika“ voraus, teilte das Parlament mit, nachdem im Wirtschafts- und Währungsausschuss ein Untersuchungsbericht über das bisherige Gebaren der Troika aus Internationalem Währungsfonds (IWF), EU-Kommission und Europäischer Zentralbank (EZB) diskutiert worden war. Die Troika müsse sich künftig einer „wahren demokratischen Kontrolle“ unterwerfen und sich so legitimieren, ließen die Abgeordneten ausrichten. In Straßburger Diktion kann die entsprechende Legitimation selbstredend nur das Europaparlament selbst gewähren. Weil sie aber offenbar selbst nicht glauben, dass sie die nötige Kontrolle tatsächlich irgendwann erlangen, forderten die Abgeordneten außerdem die mittelfristige Abschaffung der Troika.

Am liebsten würde die Mehrheit der Parlamentarier der Troika vorschreiben, wie diese sich in den Krisenländern künftig zu verhalten hat. Konkretisiert hat diesen Wunsch der SPD-Abgeordnete Udo Bullmann: Die „organisierte Unverantwortlichkeit“ der Troika lasse sich nur beenden, wenn das Parlament „Mitsprache- und Kontrollrechte bei Abfassung und Umsetzung der Reformprogramme“ erhalte. Dahinter steckt eine bemerkenswerte Verdrehung der Tatsachen. Hält sich die Troika zur eigenen Belustigung in den Krisenländern auf? Nein, sie vertritt die Kreditgeber, die diesen Ländern mit durchaus begrenzter Begeisterung aus der Patsche helfen wollen.

### Realitätsverdrehung der Europaparlamentarier

Die Krise ist nicht vom Himmel gefallen, sondern geht vor allem auf falsche, durch die fixierten Wechselkurse begünstigte nationale Politik zurück. Die Troika ist Teil der 2010 aus dem Boden gestampften Krisenmechanismen, deren Kern im gemeinschaftlichen Herauspacken einzelner Länder besteht. Sie soll die mit den Hilfskrediten verknüpften Programme durchsetzen. Im Idealfall beseitigen diese die Ursachen der Krise, die Überschuldung und die mangelnde Wettbewerbsfähigkeit.

Die zweite Realitätsverdrehung der Europaparlamentarier besteht in ihrer Behauptung, die Troika müsse sich ihnen gegenüber die Legitimation verdienen. Ja, die Hilfsprogramme müssen demokratisch legitimiert sein. Dafür zuständig sind aber die nationalen Parlamente. So steht es im Vertrag über den ESM, der keine europäische, sondern eine zwischenstaatliche Institution darstellt. Nicht nur der Bundestag muss die Programme billigen, auch die Parlamente der Programmländer sind dazu verpflichtet. Das stellt idealerweise

sicher, dass sich die nationalen Abgeordneten mit den nötigen Reformen identifizieren, und es stellt jene demokratische Legitimation her, die das Europaparlament bestreitet.

Nicht dafür geschaffen

Da die Straßburger Abgeordneten nicht zuständig sind, verdiente ihr Troika-Bericht unter normalen Umständen keine Erwähnung. Freilich haben sie bei all jenen offene Türen eingerannt, denen die Troika grundsätzlich ein Dorn im Auge ist. So hat auch der griechische Außenminister Evangelos Venizelos einen Rückzug des IWF und eine „demokratische“ Kontrolle der Hilfsprogramme durch das Europaparlament gefordert. Ob er dies langfristig meint oder auch auf das aktuelle Griechenland-Programm bezieht, hat er wohlweislich offengelassen. Motiviert sind solche Forderungen von der Erwartung, man müsse es, wenn der Fonds erst einmal weg sei, mit den Auflagen für Reformen in den Krisenländern nicht mehr so genau nehmen.

Weitere Artikel

Großbritannien mahnt EU zu Reformen

Wie geht es weiter mit der Euro-Krise?

Solange die laufenden Programme nicht abgeschlossen sind, ist eine Alternative zur Troika gar nicht denkbar. Die Diskussion über ihre längerfristige Zukunft hat indes einen wahren Kern. Keiner der drei Partner ist für die Funktion geschaffen, welche die Troika ausfüllen soll. Der IWF ist nicht für die Unterstützung entwickelter Eurostaaten da. Die EZB ist für die Geldpolitik zuständig, nicht für allgemeines Krisenmanagement. Im Verlauf der Krise hat sie ihre Kompetenzen ohnehin schon viel zu weit ausgedehnt. Und die EU-Kommission ist eine hoch politisierte Behörde, deren Repräsentanten oft unter dem Druck jener Staaten stehen, die sie kontrollieren sollen. Das Scheitern des EU-Stabilitätspakts hat das zur Genüge bewiesen.

Es wäre hochgradig naiv, daraus den Schluss zu ziehen, langfristig werde ein der Troika entsprechendes Gremium überflüssig. Kein zuständiger Politiker hat die Absicht, den ESM abzuschaffen, und solange es diesen gibt, muss eine Einrichtung bereitstehen, welche die Konditionalität der Programme glaubwürdig und politisch unbeeinflusst durchsetzt. Theoretisch ließe sich diese Aufgabe beim ESM selbst ansiedeln. Er wäre dann jener europäische Währungsfonds, der bei Ausbruch der Krise aus gutem Grund wenig erwünscht war – und würde sich schnell zu einer viel größeren EU-Behörde als jetzt entwickeln, die fast zwangsläufig ein Eigenleben entwickeln würde. Auch ein zwischenstaatliches Ad-hoc-Gremium mit Briefkasten im Bundesfinanzministerium ist wohl nicht der Weisheit letzter Schluss. Der Straßburger Troika-Bericht hat auf diese Fragen keine originellen Antworten. Die hat derzeit aber auch sonst noch niemand. Insofern ist es das einzige Verdienst des Berichts, die Fragen aufzuwerfen.

[Zur Homepage FAZ.NET](#)

Quelle: F.A.Z.

## What euro crisis watchers should look for in 2014 97,61

This year the emphasis shifts from the policy choices to their consequences

The euro crisis is not over, but one important shift has taken place. The policy debate has concluded. The decision not to set up a common [backstop for the eurozone's banks](#) has closed the last window for any form of debt mutualisation as a tool of crisis resolution. All of the adjustment will take place through austerity and price deflation in the periphery. Most of the adjustment still lies ahead. Furthermore, it has been decided that debt burdens will be reduced by paying them off – not by inflation, default or debt forgiveness.

[More video](#)

If you look at this with a knowledge of economic history, this is an awe-inspiring set of choices, to put it mildly. The only policy innovations to soften the harshness are two existing backstops: the European Central Bank's as yet untested [Outright Monetary Transactions](#) (OMT) programme, through which it can buy the debt of troubled states; and the [European Stability Mechanism](#) (ESM).

The end of the euro policy debate naturally shifts the focus of interest. What matters now is the adjustment itself, and the sturdiness of the OMT. In the first half of 2014, keep an eye on three events with a bearing on these questions: a forthcoming ruling on the OMT by the German constitutional court; decisions by the Italian government; and the elections to the European Parliament.

The German constitutional court may, or may not, demolish the credibility of the OMT programme. It is an odd case because the court has technically no jurisdiction over the ECB. But it could, for example, demand that the German government, parliament or central bank – over which bodies it does have jurisdiction – act in such a way as to stop the implementation of this programme in practice.

Or it might impose other restrictions that would have a similar effect. For example, the court could insist that the German authorities insist on predefined financial caps for any intervention by the ECB – or that interventions require a full and open vote by the Bundestag, a sentence of death by procedure. The court has some leverage because OMT interventions are limited to countries with ESM programmes. And these programmes are subject to a national veto.

Looking to the second event, Italy's importance to the future of the eurozone can hardly be overstated. With no prospect of any form of debt mutualisation, Italy has only one single course of action left if it wants to prosper in the eurozone. Its economy must become like Germany's. I doubt that is feasible, but this is the choice successive Italian governments have made and is the choice that determines the reform agenda.

Italy will need to fix its banking sector to end its credit crunch. If the goal is to become like Germany, it will also need to reduce net labour costs to German levels – and the most effective tool for that is cuts in the taxes businesses pay on labour. With no fiscal room for manoeuvre left, tax cuts of 1-2 per cent of gross domestic product would have to be completely offset by cuts in public expenditures or rises in other taxes.

The strategy on debt reduction will be even harder. I expect Italian output to stabilise this year, but not to bounce back strongly. Debt ratios will therefore not come down through high nominal GDP growth. That leaves only one strategy: the one outlined in the eurozone's fiscal compact, in which Italy has agreed to repay debt equivalent to 70 per cent of GDP over the next 20 years. This in turn requires a primary fiscal surplus – that is, the surplus before the payment of debt interest – of historically unmatched scale and length. Even advocates of

economic reform, such as prominent Italian economist Francesco Giavazzi, argue that structural reforms may require a period in which budget deficits overshoot the official ceiling.

The third event is the European Parliament election in May. This will give us some indication of whether the political support for this type of adjustment enjoys continued political support in Italy and other periphery countries. Hordes of anti-European parties are preparing to march on the gates of Brussels. Together, they could gain up to one-third of all votes. The problem is not only their combined voting power but also their impact on the leading centre-right parties, which are becoming more eurosceptic as well.

Notably absent from my list is the ECB's asset quality review of the banking sector. The reason I no longer take a big interest in this exercise is the way the policy debate has concluded: the pitiful remnants of banking union matter to the institutions affected and to the bureaucrats with shiny new jobs in supervision – but, in the absence of a common backstop for failing banks, not to the economy.

This is the year when the emphasis shifts from the policy choices to their consequences. The eurozone's leaders have settled on an adjustment strategy of a historically unprecedented scale, flanked by a backstop whose main construction element consists of fairy dust. By the end of the year, we will have a clearer idea of whether that set of choices is feasible.

## Der Seitensprung als Teil einer Reformoffensive 97,63

Als Reformiererei reüssiert nur der, von dem die Leute glauben, dass er etwas in der Hose hat. Insofern hat François Hollandes Affäre durchaus Sinn. Bisher galt er nicht gerade als viriles Kraftwerk. *Von Eckhardt Fuhr*



Foto: Getty Images Das französische Satiremagazin "Charly Hebdo" nahm sich auf ganz eigene Art der französischen Staats-Affäre an

Diese Woche habe ich mich gefragt, womit wir es verdient haben, dass nun auch der französische Präsident redet wie weiland Hans-Olaf Henkel, als der noch im deutschen Talk-Universum seine fundamentalistischen Standortpredigten hielt.

Lohnnebenkosten senken, Staatsausgaben zurückfahren, Wettbewerbsfähigkeit wieder gewinnen – brav sagte François Hollande die ganze Reform-Litanei auf. Im Unterschied zu seinem Vorgänger Nicolas Sarkozy muss man bei ihm auch noch befürchten, dass er versuchen wird, seinen Worten Taten folgen zu lassen. Warum verkauft der Präsident die Französische Republik an die angelsächsischen Reformideologie?

Warum schändet er die Trikolore, die doch als Schärpe auf den dicken Bäuchen von Honoratioren ihren Ehrenplatz haben muss, einen Platz, den es in einem abgespeckten Staat, wie Hollande ihn jetzt angekündigt hat, nicht mehr geben wird? Für Europäer, die sich noch etwas anderes vorstellen können als die fade Diät aus Markt und Zivilgesellschaft, gibt es jetzt nur noch eine Adresse, wo sie ihren Hunger nach Spiritualität stillen können: den Vatikan.

Deutschland wird französischer, Frankreich deutscher

Warum also musste es so weit kommen? Eine Erklärung drängt sich auf, nein, nicht die, sondern eine, die mit Hollandes Liebesleben nichts zu tun hat. Sie liegt im deutsch-französischen Verhältnis, das man als eines von kommunizierenden Röhren beschreiben kann.

Während die große Koalition gerade dabei ist, Deutschland ein bisschen französischer zu machen, schickt sich Hollande an, Frankreich ein wenig einzudeutschen. Die Linke schreit zwar, er unterwerfe sich Merkels Diktat. Aber die Bundeskanzlerin ist schon längst weiter und wird bei ihrem nächsten Besuch in Paris wahrscheinlich etwas vom Wert sozialer Gerechtigkeit erzählen.

Das ist das Beste, was man über ein in die Jahre gekommenes Paar sagen kann: dass sich die Partner gegenseitig davor bewahren, Dinge zu übertreiben.

Die Reform ist keine Therapie für Liebeskummer

Ob Hollande es amourös übertreibt, sei dahin gestellt. Allerdings, dem lässt sich bei aller gebotenen Zurückhaltung kaum widersprechen, erweckte er in seiner bisherigen Amtszeit nicht gerade den Eindruck eines virilen Kraftwerks.

Als Reformierender reüssiert aber nur der, von dem die Leute glauben, dass er etwas in der Hose hat, wie das Beispiel Gerhard Schröder zeigt. Als Teil seiner Reformoffensive bekommt die Affäre mit [Julie Gayet](#) einen Sinn. Umgekehrt gilt das aber für die Reform als Therapie einer Liebeskrankheit nicht.

## Mutiges Experiment

# Der Euro muss weg, damit die EU gerettet wird 97,65

Die gemeinsame Währung ist ein mutiges Experiment - das gescheitert ist. Eine geordnete Euro-Auflösung wäre schmerzhaft, doch weniger traumatisch als die Massenarbeitslosigkeit in vielen EU-Ländern.

Von François Heisbourg



Foto: picture alliance / dpa

Der Politologe François Heisbourg war hochrangiger Mitarbeiter im Pariser Außenministerium und steht heute an der Spitze der renommierten Denkfabrik International Institute for Strategic Studies (IISS) und des Geneva Centre for Security Policy

Ich gehöre zu einer seltenen und gefährdeten Spezies: Ich bin ein europäischer Föderalist, der daran glaubt, dass die EU auf lange Sicht so tief integriert sein sollte wie Brasilien, Indien oder die USA. Trotzdem möchte ich Sie dazu einladen, über eine Auflösung des Euro nachzudenken. Denn ich bin zu dem Schluss gekommen, dass die beschlossenen Maßnahmen zur Rettung des Euro am Ende zur Zerstörung der EU führen werden.

Der Euro ist ein mutiges Experiment, das gescheitert ist. Die gemeinsame Währung sollte für Einheit, Stabilität und Wachstum in einer immer engeren Union sorgen. Stattdessen ist die EU tief gespalten – wirtschaftlich, sozial und politisch.

Das europäische Projekt hat aufgehört, eine breit angelegte, kollektive Unternehmung zu sein, es ist nur noch auf eine einzige Dimension reduziert: den Euro zu retten. Die Wähler sind sauer – entweder als Folge der endlosen Austeritätsprogramme und beängstigend hohen Arbeitslosigkeit oder weil die Bürger in den Geberländern fürchten, dass ihnen auf undurchsichtige Weise die Verbindlichkeiten der Schuldenstaaten übertragen werden.

### Revolte der Wähler

Die **Wahl zum Europaparlament** könnte sich in eine Revolte der Wähler verwandeln. Was das Wachstum betrifft, muss die Euro-Zone zusammengenommen erst wieder den Vorkrisenstand von Anfang 2008 erreichen. Arbeitsplatzverluste und Arbeitslosigkeit, besonders die bei Jugendlichen, bedeuten, dass wir heute von einer verlorenen Generation sprechen müssen.

### CHANCEN UND RISIKEN FÜR DIE WIRTSCHAFT

In Spanien, einem Land, das – anders als Frankreich oder Deutschland – vor der Krise die **Maastricht-Kriterien** eingehalten hatte, machen Arbeitslose ein Viertel der potenziell erwerbstätigen Bevölkerung aus – ohne dass es einen Schwarzmarkt gäbe, der den Schock abfedern könnte.

Mancher wird einwenden, dass nichts davon durch den Euro per se verursacht wurde. Mein Argument ist, dass an dieser Situation die Maßnahmen schuld sind, die zur Rettung des Euro beschlossen wurden. Sie produzieren wirtschaftliche Stagnation, eine wachsende Ablehnung des europäischen Integrationsprozesses und das drohende Risiko eines Austritts Großbritanniens aus der EU, was schwere strategische und politische Konsequenzen hätte.

Als es den Euro noch nicht gab, machten es die nationalen Abwertungen oder Anpassungen mit den entsprechenden Folgen für die Zinsen viel weniger schmerzhaft, mit der Tatsache umzugehen, dass die einzelnen EU-Länder verschiedene wirtschaftliche Charakteristika haben, ohne damit eine existenzielle Gefahr für den europäischen Integrationsprozess heraufzubeschwören.

Die Briten zeigen, dass es geht

Das war keine ideale Situation, aber es war wirtschaftlich und politisch viel weniger schädlich als die jetzige Situation – sowohl für die EU als Ganzes als auch für jedes Land alleine genommen. Das Beispiel großer Wirtschaftsnationen, die nicht in der Euro-Zone sind, wie Großbritannien, Polen oder Schweden, zeigt, dass eine solche Situation durchaus vereinbar ist mit einem gut strukturierten, gemeinsamen Markt. Ein geordnetes Aufbrechen des Euro würde darauf zielen, eine Situation wiederherzustellen ähnlich der, die diese drei Länder außerhalb der Euro-Zone genießen.

Ich behaupte nicht, dass die Auflösung des Euro eine großartige Idee ist. Sie ist, um Churchills Definition der Demokratie zu paraphrasieren, die schlechteste Lösung – ausgenommen alle anderen. Alternativen sind entweder nicht zu haben oder absolut katastrophal.

Ich selbst würde immer den Föderalismus bevorzugen. Aber ein Föderalismus mit einer nachhaltigen und effektiven einheitlichen Währung für einen ganzen Kontinent mit sehr verschiedenen wirtschaftlichen Situationen erfordert eine starke föderale Steuerbasis (mehr als zehn Prozent des BIP), substanzielle Sozialtransfers und politisch legitimierte, handlungsfähige Institutionen.

Das ist es, was den USA den Dollar ermöglicht (man vergleiche nur Alaska und Alabama), was Indien die Rupie erlaubt (man denke an das globalisierte Maharashtra und das verarmte Bihar) oder was Brasilien der Real ist (das reiche São Paulo ist ganz anders als der bitterarme Nordosten). Als Konsequenz daraus werden nicht föderale Verbindlichkeiten – man denke an die Verschuldung von Detroit – auch nicht auf die Bundesebene verlagert.

Noch nicht reif für wahren Föderalismus

In der Euro-Zone machen wir das genaue Gegenteil: Es gibt keine nennenswerte föderale Steuerbasis, keine starke europäische Exekutive oder Legislative, dafür einen versteckten Transfer der Verbindlichkeiten eines Landes auf die europäische Ebene. Aber wehe dem Politiker, der in Krisenzeiten eine neue EU-Steuer von zehn Prozent fordern würde, die den unterdurchschnittlich arbeitenden Institutionen in Brüssel zur Verfügung gestellt werden sollte!

Da überrascht es nicht, dass es zurzeit in keinem der EU-Länder eine Initiative für einen europäischen Bundesstaat gibt. Es wird vieler Jahre des Wachstums und einer gründlichen Umgestaltung der EU-Institutionen bedürfen, bis ein Föderalismus im vollen Sinne Thema einer allgemeinen politischen Debatte werden kann.

Die Alternative wäre eine katastrophal Implosion des Euro. Während der Jahre 2010 bis 2012 wäre es fast schon dazu gekommen. Im Sommer 2012 hat Mario Draghi mit seiner Drohung von "Outright Monetary Transactions" (einem Aufkaufprogramm von Staatsanleihen) das finanzielle Pendant zur nuklearen Abschreckung erfunden. Das hat den Euro für eine Weile gerettet.

Diejenigen Akteure auf den Finanzmärkten, die schon auf das Ende des Euro gewettet hatten, haben sich schwer die Finger verbrannt und werden zögern, dies ein weiteres Mal zu tun. Dennoch: Da die zuvor beschriebenen föderalen Strukturen fehlen, wird der Euro früher oder später erneut an den Rand des Abgrundes torkeln.

Drei Stufen zur Auflösung

Gerade weil uns die EZB Zeit erkaufte hat, sollten wir ernsthaft eine geordnete Auflösung des Euro erwägen, in einer ehrlichen und offenen akademischen wie demokratischen Debatte. Mein Vorschlag ist dreistufig, aber es mag andere und bessere geben.

Am Anfang stünde die Ersetzung des Euro durch die nationalen Währungen auf Initiative von mindestens Frankreich und Deutschland, denn kein Land – und schon gar nicht Deutschland – wird alleine die politische Verantwortung schultern wollen für einen so unerfreulichen Schritt wie die Anerkennung des Scheiterns unseres Euro-Projektes.

Die kurzfristige Schöpfung des Real in Brasilien (ein Land so groß wie die EU der 28 Mitgliedsstaaten) ist ein Beispiel für eine kontinentale De- und Remonetarisierung. Die friedliche Spaltung der tschechischen Krone war ein erfolgreicher Fall eines Abschieds von einer gemeinsamen Währung in Europa.

Scheitern ist nie eine schöne Erfahrung

Als Zweites, nach einer Periode der Kapitalkontrolle, während derer mithilfe der Zentralbank neue Umrechnungskurse ermittelt würden, könnte das einstige System des europäischen Wechselkursmechanismus wiedereingeführt werden.

Schließlich – als Versuch, in gewisser Weise politisch das Gesicht zu wahren – würde man den Euro als gemeinsame Verrechnungseinheit beibehalten, was der Rolle des alten Ecu entspräche.

Nichts von dem wäre glorreich. Ein Scheitern zuzugeben ist nie eine schöne Erfahrung. Wie geordnet auch immer eine Auflösung des Euro abgewickelt würde, sie wäre schmerzhaft und gefährlich, und sie sollte nicht ins Auge gefasst werden ohne ein starkes Paket struktureller Anpassungen, besonders für mein eigenes Land.

Dennoch ist mein Vorschlag weniger riskant als eine Rückkehr zu der waghalsigen Politik der Jahre 2010 bis 2012 und weniger traumatisch als die tief verwurzelte Massenarbeitslosigkeit, die in weiten Teilen der Euro-Zone herrscht. Und er bietet die Hoffnung, die Union zu retten und ihr ein Comeback zu ermöglichen.

*Aus dem Englischen von Rainer Haubrich*

Le Point.fr - Publié le 18/01/2014 à 10:20

## **La France bat des records en matière de lourdeur administrative : 36 680 communes, plus de 600 000 élus, 5,5 millions de fonctionnaires. 97,68**



Photo d'illustration. © Joël Saget / AFP

Par PIERRE BEYLAU

Par Nicolas Guégan

Mieux vaut tard que jamais : François Hollande vient de découvrir le "mille-feuille" administratif et politique français. Celui-ci coûte une fortune au contribuable et enserme le pays dans un carcan bureaucratique paralysant. La France régresse sur le plan économique, mais peut, en revanche, s'enorgueillir d'un certain nombre de records. Plus de 36 000 communes, soit trois fois plus qu'en Allemagne, qui compte davantage d'habitants que l'Hexagone, et quatre fois plus qu'en Italie. À peu près partout en Europe, le nombre de municipalités a été drastiquement réduit. Sauf chez nous.

Sur le plan des élus, même singularité : la France compte 577 députés et 348 sénateurs. Les malheureux États-Unis n'ont, au niveau fédéral, que 435 représentants (l'équivalent de nos députés) et 100 sénateurs (2 par État) pour plus de 300 millions d'habitants. Soit un parlementaire fédéral pour 600 000 habitants. En France, nous avons l'indicible chance d'élire un parlementaire pour 70 000 habitants. Au Bundesrat allemand, la chambre haute du Parlement (l'équivalent de notre Sénat), il n'existe que 69 votes qui peuvent être exercés par les titulaires ou les suppléants. Ceux-ci sont désignés au sein des gouvernements des Länder. Ce n'est donc pas une charge exclusive, contrairement à nos 348 sénateurs...

### L'explosion des fonctionnaires territoriaux

Continuons notre petit inventaire à la Prévert. Les contribuables de notre beau pays ont le privilège de payer 5,5 millions de fonctionnaires au sens large. Soit un agent public pour 90 habitants. En Allemagne, le ratio est de 50 pour 1 000. Les Allemands sont-ils pour autant sous-administrés, leur éducation ou leur justice moins efficaces ? Les villes d'outre-Rhin sont-elles moins sûres que les nôtres ? Les Suédois ont réduit de 38 % en une dizaine d'années le nombre de leurs agents publics. La Suède est-elle devenue une jungle anarchique ?

En France, selon un slogan qui a fait florès jadis, nous n'avons pas de pétrole, mais nous avons des idées. Celle par exemple d'accroître le nombre de fonctionnaires territoriaux de 800 000 personnes en quinze ans. Et de laisser les collectivités locales dépenser sans compter. Résultat de cette magnifique gestion : la dette de ces collectivités locales s'élève aujourd'hui à 173 milliards, soit 10 % de la dette nationale. Alors, François Hollande a évidemment raison de vouloir s'attaquer au fameux "mille-feuille". Reste à savoir s'il aura le courage et les moyens de réellement trancher dans le vif. L'avenir le dira.

Meinung 18.01.14

Rente

## Bundesregierung kündigt Generationenvertrag auf 97,69

Die Zeit einer Rentenreform, die diesen Namen verdient, ist vorbei. Heute sind die über 50-Jährigen in der Mehrheit. Für diese Wähler machen Merkel und Nahles alles. Die Jungen sind ihnen egal.

Von [Olaf Gersemann](#)



Foto: Getty Images Die 50+ zeigen den Jungen die Muskeln und amüsieren sich prächtig über ihre neue Macht

Es war schon lange klar, dass die Ära der Rentenreformen zu Ende geht. Jedenfalls jener Reformen, die diesen Namen auch verdienen. Reformen nämlich, die Lasten, die wir nachfolgenden Generationen bereits aufgebürdet hatten, zurückverlagern ins Hier und Jetzt.

Ungefähr Mitte dieses Jahrzehnts, so viel war absehbar, würde sich das Zeitfenster schließen, in dem solche Maßnahmen noch mehrheitsfähig wären. Der Grund ist recht simpel. Für einen jungen Menschen lohnt es sich, wenn die Rentenansprüche gesenkt werden und im Gegenzug auch die Beiträge.

Doch im Laufe des Erwerbslebens kippt das Kalkül. Dann fallen die noch zu zahlenden Rentenbeiträge nicht mehr so ins Gewicht im Vergleich zu den versprochenen Leistungen für den erhofften langen Ruhesitz. Die Schwelle, bei der ein kühl rechnender Wähler im deutschen Rentensystem vom Reformfan zum Besitzstandwahrer wird, liegt bei etwa 50 Jahren.

Genau dieses Alter haben die meisten geburtenstarken Jahrgänge inzwischen erreicht, aktuell ist der [Rekordjahrgang 1964](#) dran. Weithin unbemerkt hat sich die Altersstruktur der Wählerschaft dadurch binnen relativ weniger Jahre entscheidend verschoben.

### **Die Mütterrente kommt gut an**

**Mittlerweile ist nahezu die Hälfte der Wahlberechtigten über 50.** Und das bedeutet: solange die Wähler nicht irrational handeln oder plötzlich eine Empathie für die Kinder und Enkel anderer Leute bei sich entdecken; solange Politiker wiedergewählt werden wollen: So lange werden wir fortan genau die Art von Rentenpolitik bekommen, die die neue Bundesregierung gerade vorantreibt.

Gefragt, warum die [Mütterrente](#) unbedingt sein muss, hat Angela Merkel im Dezember vor laufender Kamera als erstes und einziges Argument angeführt, die sei bei Wahlkampfveranstaltungen so gut angekommen. So entwaffnend offen redet die Kanzlerin selten.

Der Einstieg in die **Gerontokratie** wird mit den Plänen der großen Koalition endgültig vollzogen, und besser wird's nicht werden. Denn das Durchschnittsalter der Wahlberechtigten steigt noch auf Jahre hinaus stetig weiter.

### **Was, wenn die Jungen aus Protest auswandern?**

Nun werden die Älteren die Jüngeren nicht nach Belieben ausplündern können: Die Jungen werden sich zu entziehen versuchen. Indem sie die Arbeit verweigern. Oder indem sie mit den Füßen abstimmen: durch Auswanderung, in die USA, nach Großbritannien oder auch Frankreich.

Überall dort ist die Altenherrschaft dank höherer Geburtenraten und massiver Zuwanderung zumindest noch ein gutes Stück entfernt. Dass in London ernsthaft die Rente mit 70 erwogen wird, während Berlin die Rente mit 63 aus der Abstellkammer holt, sagt alles.

In Deutschland ist die einzige offene Frage, ob die Altenmehrheit sich von der drohenden Massenabwanderung der jungen Minderheit tatsächlich halbwegs disziplinieren lassen wird. Oder ob sie versucht, dieses Überdruckventil zu schließen.

Maßnahmen, die die Ausreise behindern, müssen ja nicht Mauern aus Stein und Beton sein. Besteuerung und Regulierungen tun's auch, nach dem Motto: "Dann geht doch, aber euer Erspartes bleibt hier."

So oder so: Mit der Idee eines [Generationenvertrags](#) hat das, was gerade passiert, rein gar nichts mehr zu tun.

## Une douzaine de Français mineurs sont en transit ou se sont rendus en Syrie 97,71

Publiée le 19/01/2014 à 10:43

### VIDEO

Une douzaine de jihadistes mineurs français sont en transit ou se sont rendus en Syrie, a indiqué aujourd'hui [Manuel Valls](#), alors qu'on a appris cette semaine que deux jeunes de 15 ans de la région toulousaine étaient partis y faire le jihad.

Le ministre de l'Intérieur a rappelé sur Europe1 et I-télé que près de 700 Français étaient recensés actuellement par les services français, expliquant que ces départs étaient notamment facilités par la proximité de la Syrie. Vingt-un Français sont morts en Syrie, a précisé le ministre.

Manuel Valls revenait sur les informations du parquet de Toulouse qui a récemment alerté la section antiterroriste du parquet de Paris sur le cas de deux jeunes de 15 ans partis pour la Turquie avec l'intention de combattre en Syrie.

"Les deux adolescents (de la région toulousaine, ndlr) ne sont peut-être pas en Syrie. Ils sont peut-être en Turquie. Nous agissons en lien avec la famille pour les récupérer", a ajouté Valls, expliquant que ce "phénomène s'est accéléré au cours de ces dernières semaines depuis la fin de l'année 2013".

### La Syrie, pays facile d'accès

Ces départs peuvent s'expliquer selon le ministre par plusieurs facteurs: "On peut se rendre en Syrie relativement facilement, ensuite ce combat apparaissait juste puisque toutes les grandes puissances condamnaient les agissements de Bachar el-Assad et puis parce qu'il y a sans doute un malaise dans une partie de la jeunesse".

A ce jour, les services français recensent 250 français ou résidents en France qui combattent en Syrie. Une centaine sont en transit pour s'y rendre, 150 ont manifesté leur volonté de s'y rendre et 76 en sont revenus, selon Valls, qui ajoute toutefois qu'il y "évidemment une marge d'erreur".

Les deux copains d'un lycée de Toulouse sont partis le 6 janvier pour se battre avec les jihadistes, dit le père de l'un d'eux dans le quotidien la Dépêche du Midi qui a révélé l'histoire.

## Modèle scandinave : où est passé l'État-providence ? 97,72

Le Point.fr - Publié le 19/01/2014 à 12:16

François Hollande veut s'inspirer des réformes en Europe du Nord. Mais dans ces pays, le tournant libéral a été tel qu'il est loué par la droite.



François

Hollande et le Premier ministre suédois Fredrik Reinfeldt. Ses mesures pour sauver le modèle social sont décriées par la gauche et encensées par "The Economist". © Éric Feferberg/AFP

"J'estime qu'il est possible de faire des économies, nombreuses, tout en préservant notre modèle social. D'autres pays l'ont fait, et des pays qui avaient cette tradition sociale. Je pense aux pays d'Europe du Nord, notamment", a déclaré François Hollande en conférence de presse mardi, soulignant que ces pays "en sont sortis plus dynamiques et plus solidaires". Une analyse un peu rapide qui fait fi de la manière dont les pays nordiques, touchés par la crise, ont réformé leur État-providence, au point d'être désormais cités en exemple par les penseurs libéraux.

La Suède, "le prochain supermodèle"

Ainsi, en Suède, de nombreux citoyens rétorqueraient à François Hollande une dégradation de la solidarité et dénonceraient l'allongement des temps d'attente dans les hôpitaux, les inégalités face à l'emploi qui exacerbent les tensions dans certaines banlieues et le délabrement du réseau ferroviaire. "La générosité du système a diminué", souligne Jonas Hinnfors, professeur de science politique de l'université de Göteborg. "Beaucoup de choses ont déjà commencé à changer dans les années 1980, et surtout les années 1990" où la Suède a traversé une grave crise financière, ajoute-t-il. Pour sauver ce qui pouvait l'être, la Suède a alors abandonné ses subventions à l'emploi ou au logement, réformé de fond en comble son système de retraite et réduit ses dépenses de santé. Son système de financement de la scolarité, favorable à l'éclosion d'établissements privés, est cité en exemple par des libéraux du monde entier, y compris la droite britannique.

Depuis 2006, le gouvernement conservateur de Fredrik Reinfeldt a mené des réformes libérales au pas de charge, avec notamment la baisse de la pression fiscale (dont l'abandon des droits de succession) et des conditions plus strictes pour les allocations chômage ou les indemnités journalières en cas d'arrêt-maladie. Le ratio des dépenses publiques sur le produit intérieur brut, monté au niveau record de 71 % en 1993, est aujourd'hui à 53 %. Début 2013, le magazine britannique libéral *The Economist* couronnait les pays nordiques comme "le prochain supermodèle". "Ils offrent une feuille de route de réforme du secteur public rendant l'État bien plus efficient", écrivait le magazine.

Danemark : des tomates sur la Première ministre

De même, le *Wall Street Journal* faisait mardi l'éloge des bouleversements de la fiscalité et de la protection sociale de la Suède et du Danemark, pays qui "déconcertent aujourd'hui leurs admirateurs étatistes à l'étranger". Car Copenhague s'y est mis plus tard mais est allé plus vite. La défaite électorale de la droite en 2011 laissait difficilement imaginer que la sociale-démocrate Helle Thorning-Schmidt allait bousculer aussi radicalement un État-providence nourri par la fiscalité la plus lourde au monde. Elle abaissa l'impôt sur les sociétés (de 25 à 22 %), obligea les jeunes chômeurs à suivre des formations pour toucher leurs allocations et supprima les aides pour les étudiants attardés. "Gucci Helle", comme elle est parfois surnommée, s'est attiré de fortes inimitiés à gauche, jusqu'à être huée et la cible de jets de tomates le 1er mai 2013. Pour faire passer son budget 2014, elle a dû s'appuyer sur des partis d'opposition.

La rigueur budgétaire est loin d'avoir dopé la croissance danoise, véritable Arlésienne depuis 2008. Mais les électeurs qui estimaient que l'assistance allait trop loin applaudissent. En 2011, un reportage télévisé sur la vie des Danois défavorisés avait montré le cas d'une mère célibataire vivant avec 15 728 couronnes (2 100 euros) de prestations sociales par mois. Une aubaine pour les libéraux.

Même en Norvège...

Autre exemple, la Finlande. Dans la zone euro, le petit pays s'est rangé du côté des zéloteurs de la vertu budgétaire et des "réformes structurelles". Il cherche à s'appliquer à lui-même ce qu'il prêche. En août, son gouvernement de coalition entre libéraux et sociaux-démocrates a lancé un ensemble de mesures pour remettre ses habitants au travail : hausse de l'âge de la retraite, baisse du temps d'étude, incitations au retour à l'emploi pour les inactifs et les jeunes mères, etc.

Au final, seule la Norvège peut se permettre de prendre son temps, grâce à la manne pétrolière. Chacun de ses habitants est millionnaire en couronnes sur le papier, sachant la valeur de son fonds souverain (610 milliards d'euros). Ses électeurs ont porté au pouvoir en septembre une coalition de droite hétéroclite, entre libéraux, populistes et démocrates-chrétiens. Mais ses réformes devraient être prudentes : la chef de gouvernement Erna Solberg a promis un État plus efficace à coût comparable, voulant ouvrir l'éducation ou la santé à plus de concurrence.

19.01.14

Beschäftigung

## So funktioniert das deutsche Jobwunder 97,74

Flexible Beschäftigungsmodelle wie Leiharbeit und Minijobs haben einen bedeutenden Anteil am Aufschwung auf dem Arbeitsmarkt. Nach einer Studie werden reguläre Jobs dadurch aber nicht verdrängt.

Von Martin Greive

### ERWERBSTÄTIGE BEVÖLKERUNG IN DEUTSCHLAND

Nach Erwerbsstatus, 2003 bis 2012

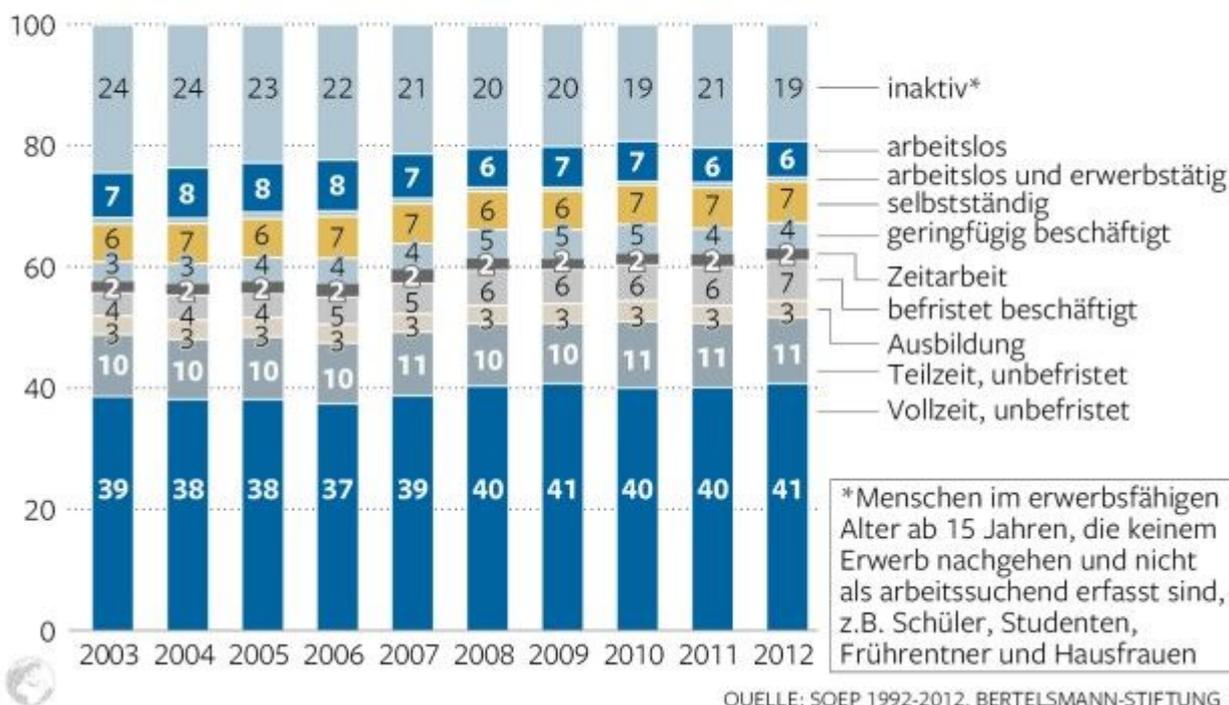


Foto: Infografik Die Welt

Der deutsche **Arbeitsmarkt** steht glänzend da. Trotz Finanzkrise ist die Zahl der Jobsuchenden in den vergangenen Jahren von fünf auf zwischenzeitlich unter drei Millionen gefallen. Viele Länder beneiden Deutschland um diesen Erfolg – und sprechen vom "deutschen Arbeitsmarktwunder".

Hierzulande wird die eigene Bilanz jedoch kritischer gesehen: Das angebliche Beschäftigungswunder, so lautet eine oftmals vorgebrachte Kritik, sei vor allem auf den Zuwachs im Niedriglohnssektor und bei befristeten Jobs zurückzuführen.

Eine bislang unveröffentlichte Studie des Instituts zur Zukunft der Arbeit (IZA) im Auftrag der Bertelsmann-Stiftung stimmt dieser These zu: "Der Zuwachs an Beschäftigung während der vergangenen zehn Jahre ist wesentlich der Zunahme an flexiblen Arbeitsverhältnissen zu verdanken", heißt es in der Expertise "Flexible Arbeitswelten", die der "Welt" vorliegt.

Dann allerdings folgt das große Aber: Der Zuwachs an flexiblen Beschäftigungsformen wie Teilzeitjobs, Leiharbeit oder **Minijobs** sei nicht zulasten regulärer Arbeitsverhältnisse gegangen, schreiben die Studienautoren. Im Gegenteil: Zwischen 2003 und 2012 stieg der Anteil der Erwerbsfähigen mit einer unbefristeten Vollzeitstelle unter allen Beschäftigten von 39 auf 41 Prozent.

24 Prozent arbeiten "atypisch"

Im Großen und Ganzen habe in den 2000er-Jahren eine "Ergänzung der stabilen Beschäftigungsverhältnisse stattgefunden, weniger eine Verdrängung", schreiben die Studienautoren. Flexible Beschäftigungsformen hätten einen "wesentlichen Beitrag" dazu geleistet, dass seit Mitte des vergangenen Jahrzehnts "ein immer größerer Teil der Bevölkerung eine Beschäftigung gefunden hat". Durch die stärkere Verbreitung flexibler Arbeitsformen und Niedriglohnjobs sei der deutsche Arbeitsmarkt "flexibler und damit aufnahmefähiger" geworden, konstatieren die Autoren.

Arbeitete 2002 nicht einmal jeder fünfte Erwerbstätige (19 Prozent) in einem sogenannten atypischen Beschäftigungsverhältnis, haben inzwischen 24 Prozent aller Arbeitnehmer einen solchen Job. Gleichzeitig ging der Anteil der Erwerbsfähigen, die keiner Arbeit nachgehen, unter allen Erwerbsfähigen von 24 auf 19 Prozent zurück. Zu der Gruppe der Nichterwerbspersonen zählen unter anderem Auszubildende, Studenten, Frührentner, Hausfrauen und Arbeitsunfähige.

Die Autoren sprechen von einer "erstaunlichen Stabilität der sogenannten Normalarbeitsverhältnisse, für die vor allem "der starke industrielle Kernbereich" Sorge. In einigen Branchen und Berufsgruppen wie Ingenieurwesen oder Naturwissenschaft sei der Anteil atypischer Beschäftigungsverhältnisse sogar zurückgegangen.

### Immer mehr Leute arbeiten am Wochenende

Grund dafür sei die steigende Nachfrage nach gut ausgebildeten Fachkräften, während auf der anderen Seite das Angebot an Fachkräften wegen der demografischen Entwicklung sinke, heißt es in der Studie. Dies ist auch ein Grund, warum die Wissenschaftler nicht damit rechnen, dass atypische Beschäftigungsverhältnisse in absehbarer Zeit reguläre Arbeitsverhältnisse zurückdrängen können.

In Teilen des Dienstleistungssektors sind flexible Beschäftigungsformen dagegen auf dem Vormarsch. Und die Zahl atypisch Beschäftigter dürfte auf schrumpfenden Arbeitsmärkten und bei einfachen Tätigkeiten weiter zunehmen, prognostizieren die Forscher. Aber auch Vollbeschäftigte würden die Umwälzungen in der Arbeitswelt zu spüren bekommen.

Sie müssen im Betrieb eine immer größere Flexibilität an den Tag legen, sei es bei der Arbeitszeit oder der Arbeitsorganisation. So arbeiten laut Bertelsmann-Studie immer mehr Beschäftigte am Wochenende. Die Erreichbarkeit außerhalb der üblichen Arbeitszeiten nehme ebenfalls zu. Und auch bei der Entlohnung müssten sich Arbeitnehmer in Zukunft wohl flexibler zeigen. Doch auch wenn der Stress zunimmt: 90 Prozent aller Deutschen äußern sich grundsätzlich positiv zu ihrer Arbeit.

### Festanstellung gleich gutes Gehalt?

Dass eine Festanstellung nicht gleichbedeutend mit einem guten Einkommen sein muss, bekommen viele Beschäftigte schon heute zu spüren. 2012 gab es in Deutschland rund 4,1 Millionen Arbeitnehmer (Auszubildende nicht eingerechnet), die weniger als 1926 Euro brutto im Monat verdienen – und die damit im unteren Entgeltbereich lagen. Dies geht aus einer Antwort der Bundesagentur für Arbeit (BA) auf eine Anfrage des Linkspartei-Bundestagsabgeordneten Klaus Ernst hervor, die der "Welt" vorliegt.

Insgesamt verdienen 20,6 Prozent aller versicherungspflichtigen Vollzeitbeschäftigten im Jahr 2012 weniger als 1926 Euro im Monat. Besonders hoch ist der Anteil von Geringverdienern in Ostdeutschland: In Mecklenburg-Vorpommern arbeitete fast jeder zweite Beschäftigte im unteren Entgeltbereich. 43,7 Prozent aller Arbeitnehmer im nordöstlichen Bundesland hatten im Monat weniger als 1926 Euro in der Tasche.

In allen anderen ostdeutschen Flächenländern lag der Anteil der Niedrigverdiener ebenfalls über 40 Prozent. Lediglich im Stadtstaat Berlin waren es mit 25,8 Prozent aller Beschäftigten deutlich weniger. Dies liegt aber am speziellen Umstand Berlins als Bundeshauptstadt.

"Im Osten ist Niedriglohn Normalfall. Das ist ein untragbarer Zustand", sagt Ernst, der Fraktionsvize der Linken im Bundestag ist. "Der Mindestlohn muss schnell kommen und schnell steigen. Die Ausnahmen schließen den Osten bis 2017 praktisch flächendeckend aus. Sie müssen alle weg", sagt Ernst.

### Arbeitsexperte: Flexibilisierung erhalten

Die schwarz-rote Bundesregierung will Anfang kommenden Jahres einen flächendeckenden einheitlichen **Mindestlohn** von 8,50 Euro je Stunde einführen. Allerdings diskutiert die Bundesregierung noch über Ausnahmen bei der geplanten gesetzlichen Lohnuntergrenze, speziell für Ostdeutschland.

In den fünf Bundesländern verdienen viele Arbeitnehmer weniger als 8,50 Euro die Stunde. Experten befürchten deshalb, der Mindestlohn könne dort Arbeitsplätze vernichten. Linkspartei-Politiker Ernst fordert neben der Einführung eines Mindestlohns ohne Ausnahmen auch ein Verbot der sachgrundlosen Befristung, die vor allem bei Berufseinsteigern den Lohn drückt.

Werner Eichhorst, Direktor Europapolitik am Institut zur Zukunft der Arbeit und Autor der Bertelsmann-Studie warnt hingegen, "die Festlegung von Mindestlöhnen oder die Einschränkung atypischer Beschäftigung könnten die Erfolge auf dem Arbeitsmarkt gefährden".

### Viele Akademiker arbeiten für wenig Lohn

Auch im Westen arbeiten viele Angestellte im unteren Einkommensbereich. Allerdings ist ihr Anteil dort nur halb so hoch wie im Osten. Am stärksten sind geringe Löhne unter den norddeutschen Bundesländern verbreitet. In Schleswig-Holstein liegt die Quote bei 22,1 Prozent, gefolgt von Niedersachsen mit 20,4 und Bremen mit 17 Prozent. Die wenigsten vollzeitbeschäftigten Niedriglöhner gibt es in Baden-Württemberg. Im Ländle arbeiten lediglich 14 Prozent aller Arbeitnehmer für weniger als 1926 Euro im Monat.

Auch Hochqualifizierte sind von niedrigen Löhnen betroffen. Nahezu jeder zehnte Akademiker bekam 2012 nicht mehr als 9,30 Euro die Stunde. Das ergaben Berechnungen des Instituts für Arbeit und Qualifikation (IAQ) der Universität Duisburg-Essen, die der "Welt am Sonntag" vorlagen. Im gesamten Niedriglohnsektor arbeiteten 2012 rund 688.000 Beschäftigte, die einen Hochschulabschluss in der Tasche haben.

Im Niedriglohnsektor waren damit rund 8,6 Prozent der abhängig Beschäftigten mit einem Hochschulabschluss tätig. IAQ-Forscherin Claudia Weinkopf: "Es gibt seit Jahren eine konstante Gruppe von akademisch ausgebildeten Arbeitnehmern, die zu geringen Löhnen arbeiten."

## Feu vert à l'opération militaire de l'UE en Centrafrique 97,77

Publié le 20/01/2014 à 13:36



Les 28 ministres des Affaires étrangères de l'UE ont approuvé l'envoi d'une force européenne de plusieurs centaines d'hommes en Centrafrique.

*Correspondant à Bruxelles*

Les 28 ministres des affaires étrangères de l'UE ont donné lundi leur accord à l'envoi en [Centrafrique](#) d'une force militaire européenne de quelques centaines d'hommes, afin de sécuriser l'aéroport de [Bangui](#).

Laurent Fabius et ses vingt-sept collègues européens ont donné le feu vert politique à l'opération en début d'après-midi, validant à l'unanimité le «concepts de gestion de crise» établi par Bruxelles. L'objectif reste modeste: il serait de déployer de 300 à 500 hommes sous les couleurs de l'UE en RCA, au mieux d'ici la fin février.

Reste aussi à préciser les contributions nationales. L'Estonie s'est fermement engagée à hauteur de 55 hommes. La Pologne et la Belgique ont annoncé qu'elles participeraient, dès lors qu'un cadre européen soit fixé. D'autres pays pourraient encore se dévoiler. Mais l'Allemagne et le Royaume Uni ont fait savoir qu'ils n'enverraient pas de combattants.

## L'UE approuve l'envoi de 500 soldats européens en République centrafricaine 97,78

Le Monde.fr avec AFP | 20.01.2014 à 09h54 • Mis à jour le 20.01.2014 à 13h49



Les ministres des affaires étrangères de l'UE ont approuvé lundi 20 janvier l'envoi d'environ 500 soldats européens à Bangui, en soutien aux 1 600 Français de l'opération Sangaris – engagés depuis le 5 décembre avec l'approbation de l'ONU – et aux 4 400 militaires de la force africaine de maintien de la paix, la Misca.

Se tient au même moment à Bangui l'élection d'un président par le Conseil national de transition (CNT, parlement provisoire). Le nouvel élu aura la lourde tâche de combler le vide laissé par la démission contrainte de Michel Djotodia le 11 janvier, accusé par la communauté internationale de n'avoir rien fait pour arrêter les tueries interreligieuses.

### HUIT CANDIDATS

Sur les 24 candidatures déposées, seules huit ont été validées par le CNT. Les parlementaires ont fixé des critères draconiens d'éligibilité excluant beaucoup de monde : les responsables politiques sous Djotodia, les chefs de partis, les militaires d'active et tous ceux ayant appartenu à une milice ou à une rébellion ces vingt dernières années.

Parmi les candidats figurent la maire de Bangui, Catherine Samba Panza, ainsi que Sylvain Patassé et Désiré Kolingba, respectivement fils des présidents Ange-Félix Patassé, au pouvoir de 1993 à 2003, et André Kolingba (1981-1993). Autre personnalité en vue, Emile Gros Raymond Nakombo, banquier proche de l'ex-président Kolingba, déjà candidat à la présidentielle de 2011.

Chaque candidat a dix minutes pour présenter sa profession de foi aux parlementaires avant le vote à bulletin secret. La Constitution provisoire prévoit un seul tour de scrutin, le candidat arrivé en tête étant élu. L'élu prêtera ensuite serment devant la Cour constitutionnelle provisoire.

### « RAMENER LA SÉCURITÉ »

A Bangui, sillonnée par les soldats français et africains, l'élection était lundi matin au centre de toutes les conversations de la population, dont la moitié vit entassée dans des camps de déplacés. « *Ramener la sécurité* », « *que tout se déroule normalement* », les mêmes mots revenaient chez des habitants angoissés de voir quelles réactions provoquera l'élection du nouveau président chez les hommes en armes toujours présents dans la ville. Des tirs ont été entendus dans un quartier du centre-ville pendant une partie de la nuit. Selon des habitants, il s'agissait de tirs de sommation de la Misca pour dissuader des habitants de manifester leur colère après la mort de deux jeunes les jours précédents.

Au moins 50 corps de victimes de violences ont été découverts depuis vendredi dans le Nord-Ouest, selon la Croix-rouge. Vendredi dans la même région, près de Bouar, au moins 23 civils musulmans, dont trois enfants, ont été également tués alors qu'il tentaient de fuir vers le Cameroun, selon l'ONG Save de Children.

## Europa verdrängt die Krise 97,79

Auch wenn einige südeuropäische Länder wieder wachsen: Die Euro-Krise ist noch längst nicht beendet. Bislang wurden lediglich die Risiken umverteilt.

EIN GASTBEITRAG VON HANS-WERNER SINN

20. Januar 2014 12:09 Uhr [35 Kommentare](#)

**HANS-WERNER SINN**

© dpa



Er ist ein deutscher Ökonom, Hochschullehrer und Präsident des [ifo Instituts für Wirtschaftsforschung](#).

Die Euro-Krise beschäftigt uns nun schon seit fast sieben Jahren. Sie begann im August 2007 mit dem temporären Zusammenbruch des Interbankenmarktes und erreichte ihren Höhepunkt im September 2008, als die Investmentbank Lehman Brothers pleite ging. Derzeit wird oft argumentiert, das Schlimmste sei nun vorbei. Irland verlässt den Rettungsschirm, die Leistungsbilanzdefizite sind verschwunden, Banken und Versicherungen kaufen wieder Staatsanleihen der südlichen Länder, und selbst Griechenland will wieder wachsen. Können wir die Euro-Krise damit abhaken und wieder normalen Zeiten entgegensehen?

Schön wäre es. Jubelmeldungen zur angeblichen Überwindung der Krise hat es auch in den vergangenen drei Jahren jeweils zur Jahreswende gegeben. Aber die Realität war dann doch immer ernüchternd. Der Internationale Währungsfonds (IWF) hatte dazu reuevoll erklärt, er habe die Prognosen geschönt, um so, gemäß seiner Finanzierungsregeln, die Fortsetzung der Rettungsaktionen zu ermöglichen.

Halten wir uns deshalb lieber an die Fakten statt an Prognosen. Danach sind die Leistungsbilanzdefizite der Krisenländer zwar verschwunden, aber nicht weil die Exporte irgendeine besondere Dynamik zeigen, sondern weil die Importe eingebrochen sind. Die Exporte sind nach der Weltrezession von 2009 wie überall auf der Welt wieder gestiegen, doch mit Ausnahme von Irland haben sie ihr Vorkrisen-Trendniveau noch nicht wieder erreicht. Demgegenüber sind die Importe überall abgestürzt, weil die Wirtschaft in den Krisenländern kollabierte. Das ist der Grund für die verbesserten Daten. Arbeitslose kaufen nun mal keine ausländischen Autos und Flachbildfernseher. Sollten die Krisenländer wieder in Fahrt kommen, so würden auch die Leistungsbilanzdefizite wieder steigen.

### **Leichtes Wachstum im Süden**

Auch ein Blick auf die Industrieproduktion verheißt nichts Gutes. Wieder ist Irland die löbliche Ausnahme, aber in den anderen Krisenstaaten ist man vom Vorkrisenniveau meilenweit entfernt. Italien hatte nach dem Absturz 2009 einen kurzen Aufschwung bis 2010, doch seit 2011 geht es wieder bergab. Die Industrie liegt am

Boden. In Griechenland und Spanien liegt die Industrieproduktion heute sogar noch deutlich niedriger als auf dem tiefsten Punkt der Weltrezession. Allerdings gab es zuletzt in Spanien Zeichen für eine Bodenbildung.

Positives kann man aus den letzten Wachstumsraten ableiten. Im dritten Quartal 2013 stieg in Spanien das reale Bruttoinlandsprodukt (BIP) im Vergleich zum Vorquartal erstmals leicht, nachdem es zuvor neun Quartale in Folge geschrumpft war. In Italien gab es nach acht Quartalen Rückgang zwar keinen Anstieg, aber zumindest eine Stagnation, in Irland und in Portugal wuchs die Wirtschaftsleistung sogar zum zweiten Mal in Folge, während Griechenland weiter schrumpft.

**Aber das sind Momentaufnahmen, die im Wesentlichen durch die lockere Kreditpolitik zu erklären sind. Die Abkehr vom Sparkurs führt momentan zu einer besseren Auslastung der Kapazitäten, doch verlangsamt sie zugleich den schmerzlichen Prozess der Lohn- und Preissenkung, ohne den sich die Wettbewerbsfähigkeit der Südländer nicht wieder herstellen lässt.** Das Problem dieser Staaten ist ja, dass sie durch die inflationäre Kreditblase, die der Euro bei ihnen erzeugte, viel zu teuer geworden sind und nun eine "reale Abwertung" durch Preis- und Lohnsenkungen brauchen, um wieder auf die Beine zu kommen. Die lässt sich jedoch nur durch einen Verzicht auf künstliche Nachfragestimuli erreichen.

Bezüglich der preislichen Wettbewerbsfähigkeit ist leider noch nicht viel passiert. Italien hat seine Preise gegenüber seinen Wettbewerbern noch nicht gesenkt, und die Preise Griechenlands und Spaniens fielen in der Krise um weniger als fünf Prozent. Sie müssten aber um etwa 30 Prozent sinken, damit es diesen Ländern gelingt, wieder wettbewerbsfähig zu werden und ihre Auslandsschulden zu tragen.

#### **Musterschüler Irland**

Allein Irland hat seine Hausaufgaben gemacht und seine Preise seit 2006, dem Zeitpunkt des Platzens der irischen Blase, gegenüber den Wettbewerbern in der Euro-Zone um 15 Prozent reduziert. Irland kam zwei Jahre vor den anderen Ländern in die Krise und musste sich durch Lohn- und Preissenkungen selbst helfen. Die anderen halfen sich, indem sie gemeinsam im Rat der Europäischen Zentralbank (EZB) die Bedingungen zur Bedienung der lokalen Druckerpressen so änderten, dass sie sich das Geld, das sie auf den Märkten nicht bekamen, drucken konnten. Das ersparte ihnen die irische Qual, verlängerte aber ihr Siechtum.

Große Sorgen bereitet auch der Arbeitsmarkt. In Italien liegt die Arbeitslosenquote mit 13 Prozent, in Zypern mit 17 Prozent, in Griechenland mit 28 Prozent und in Spanien mit 27 Prozent auf dem jeweils höchsten Wert seit Ausbruch der Krise. Das Hauptproblem ist die Jugendarbeitslosigkeit. In Italien, Zypern und Spanien stieg sie zuletzt auf Rekordwerte (42 Prozent, 40 Prozent beziehungsweise 58 Prozent). Von einer Beruhigung der Situation am aktuellen Rand kann also nicht die Rede sein. Eine Verbesserung verzeichnen allein Portugal und Irland, wenngleich auch dort die Quoten noch sehr hoch sind.

**Frankreich gilt nicht als Krisenland und bleibt deshalb bei den meisten Betrachtungen außen vor. In Wahrheit wird uns die französische Krise als nächstes beschäftigen. Frankreichs Arbeitslosigkeit ist in den vergangenen Jahren rasch gestiegen und stagniert nun bei knapp elf Prozent. Unter den jugendlichen Erwerbspersonen ist jeder Vierte arbeitslos. In Deutschland ist es nur jeder Dreizehnte.**

**Besonders bedenklich ist, dass Frankreichs Industrie schrumpft.** Waren im Jahr 2000 noch 14 Prozent der Erwerbstätigen im verarbeitenden Gewerbe beschäftigt und erwirtschafteten 15 Prozent der gesamten Wertschöpfung, so sind beide Quoten mittlerweile auf **rund zehn Prozent gefallen**. Die Wertschöpfung ist in Relation zur gesamten Wirtschaftsleistung des Landes nicht einmal halb so groß wie in Deutschland. Dieser Trend ist verheerend.

**Frankreich hat sich damit beholfen, die freigesetzten Arbeitskräfte im Staatssektor aufzusaugen, der anteilig mehr als doppelt so viele Leute beschäftigt wie in Deutschland und mit 57 Prozent des Bruttoinlandsprodukts zusammen mit Finnland nach Dänemark der zweitgrößte der OECD-Länder ist.** Deutschlands Quote, die in der Spitze im Jahr 1996 schon einmal 49 Prozent betragen hatte, liegt demgegenüber nur bei knapp 45 Prozent.

Aber beim Staat werden nur Güter und Leistungen von sekundärem Wert produziert, jedenfalls keine, die das Land gegen Devisen im Ausland verkaufen könnte.

### **Die Risiken werden umverteilt**

Diese ganze Misere steht in einem deutlichen Widerspruch zur Ruhe an den Kapitalmärkten, die die EZB erzeugte, indem sie Garantieverprechen zum Schutz der Käufer südlicher Staatspapiere abgab und in riesigem Umfang Kredite zum Ersatz der wegbrechenden privaten Kredite an die Krisenländer gab.

Seit die EZB die Steuerzahler im Rahmen ihres OMT-Programms gezwungen hat, für die Staatspapiere der Südländer zu haften, sind die Kapitalanleger beruhigt und bereit, den Staaten Südeuropas wieder mehr Geld zu leihen. Das ist halt das politische Geschäft im Finanzkapitalismus: Die Umverteilung der Risiken von den Cleveren zu den Gutgläubigen beruhigt die Situation und verschiebt die Krise von den Titelseiten der Zeitungen irgendwo ins Innere, wo sie vorläufig keiner mehr zur Kenntnis nimmt.

Aber wer weiß. Nicht nur in der Ehe wird das Leben schwieriger, wenn die Flitterwochen vorbei sind, und im verflixten siebten Jahr haben sich schon so manche Illusionen der Wirklichkeit beugen müssen.

François Hollandes Entfesselung

## Die Falltür des Präsidenten 97,82

20.01.2014 · Geht es irgendjemanden an, wenn François Hollande eine neue Geliebte hat? Na klar: Im absolutistischen Frankreich ist alles Private politisch.

Von NILS MINKMAR

Artikel [Bilder](#) (3) [Lesermeinungen](#) (12)



© REUTERS Der Souverän am Schreibtisch: François Hollande im Elysée-Palast.

Wenn mein Vater einen Raum betritt, weiß man nie, durch welche Tür er ihn wieder verlässt.“ Dieses Urteil von Thomas Hollande, der der Wahlkampfmanager sowohl seines Vaters wie seiner Mutter Ségolène Royal war, erweist sich dieser Tage als die beste Charakterisierung des französischen Präsidenten. Niemand ahnte, dass der Hollande, den alle zu kennen glaubten, der biedere Linke mittleren Alters, gleich zwei Ausgänge im Blick hatte, einen romantischen und einen politischen. Er überraschte durch ein doppeltes Outing: als Sozialdemokrat und als Mann zwischen zwei Frauen, der in seinem Liebesleben ein einziges Chaos angerichtet hat.

Die beiden Ausgänge passen auf den ersten Blick auch gar nicht richtig zueinander: Der eine ist ein politisch kalkulierter und schon lange vorbereiteter Ausgang aus dem eigenen Wählermilieu, eine Öffnung zur Mitte, der andere mehr so ein Sturz durch eine Bodenklappe – freier Fall in eine Krise mit völlig unvorhersehbarem Verlauf. Doch schaden wird beides ihm nicht, denn seine Lage war nun so lange schon so ungünstig, dass jede Art von Bewegung ein Fortschritt ist.

Volkes Stimme

Und bei aller Überrumpelung durch die Aktion der Paparazzi: Sie sollte nicht vergessen machen, dass die anhaltende Unbeliebtheit von Valérie Trierweiler eines der großen Probleme von Hollandes Amtszeit ist. Die Geschichten hatten die Runde gemacht in Paris. Wie sie darauf bestand, ihre Kinder aus erster Ehe bei seiner Amtseinführung in der ersten Reihe zu plazieren, auch wenn das Protokoll dies nicht vorsah. Und wie sie dann, weil es eben nicht machbar war, darauf bestand, dass auch seine Kinder dann nicht im Saal sein dürften, sondern all ihre Kinder von einem Nebenzimmer gemeinsam zuzusehen hätten.



© AP Der Präsident

mit der Première Dame: François Hollandes und Valérie Trierweiler im Mai dieses Jahres.

Und er stimmte dem zu, obwohl doch seine Kinder bei seinem Wahlkampf entscheidend mitgearbeitet hatten. Es gab die Sache mit dem Tweet gegen die Ex Ségolène Royal und auch jene berühmte Szene bei einem der ersten Provinzbesuche Hollandes als Präsident: Eine Rentnerin eilt auf ihn zu und erklärt laut und deutlich: „Bitte heiraten Sie Valérie nicht, wir mögen die nicht!“

In einem Präsidialsystem gibt es keine Trennung von privat und öffentlich. Es stammt mehr oder weniger direkt vom Absolutismus ab und teilt mit diesem das Merkmal, dass der Zustand des Haushalts der Regierenden von den Regierten immer als ein besonderes Zeichen ihrer Zeit gedeutet wird. Ohne den kollektiven Wahn bezüglich Marie Antoinette wäre die Revolution von 1789 kaum möglich gewesen.

Eher Coup als Panne

Jahrhunderte der politischen Propaganda haben den Franzosen beigebracht, den Staat nach dem Bilde der Familie zu verstehen, welcher ein Hausvater vorsteht. Die privaten Verhältnisse von Monarchen und Präsidenten sind immer ein Symbol dafür, wie der Staat zu seinen Bürgern steht; sie stehen immer im Verdacht der praktizierten Übervorteilung. Darum ist der Versuch von Hollande so rührend, seine neue Geschichte auf eine Debatte von Privatsphäre versus Paparazzi reduzieren zu wollen: Man kann nicht jeden Tag in allen Zeitungen stehen, sämtliche Fäden bis hin zur Nominierung von Theaterleitern und Museumsdirektoren in der Hand halten, den Staat selbst verkörpern und dann hoffen, es möge keiner hinsehen, wenn man jahrelang nachts ungewohnte Adressen ansteuert.

Die umgekehrte Deutung ist plausibler: Durch seine spektakulären Fluchten wollte Hollande seine Fähigkeit beweisen, sich wie der Meisterdieb Arsène Lupin aus einer selbstgeschaffenen, aber darum nicht weniger misslichen Lage zu befreien. Das Moment der unerwarteten Selbstentfesselung, des lange im Geheimen vorbereiteten Zugriffs auf eine völlig unerwartete Ressource, gehört wahrhaft zum nationalen kulturellen Erbe der Franzosen. Darum ist das Land, das wir als unseren nächsten Nachbarn und wichtigsten Partner so gut zu kennen glauben, in Wahrheit eines der kompliziertesten soziokulturellen Territorien.

Im tiefen Frankreich

Im vergangenen Jahr erschien dazu ein sehr aufschlussreiches Buch, „Remonter la Marne“ von Jean-Paul Kauffmann. Der Journalist wollte erkunden, wie Frankreich sich in Zeiten der Krise und der Globalisierung so schlägt, wie es gerade in den wenig sichtbaren Regionen des Hinterlands seine Identität pflegt, und dazu ist der Autor einen Fluss entlanggewandert, die Marne. Er folgte damit einem Satz des großen Historikers Fernand

Braudel, wonach die Marne der eigentliche Zugang zum französischen Haus darstellt und jeder Versuch, das Land für sich zu erschließen, hier beginnen müsse.



einer politischen Entfesselung: Die Schauspielerin und Produzentin Julie Gayet, hier auf einer Aufnahme von 2012.

© AP  Helferin bei

Kauffmanns Wanderung führte zunächst an allerlei urbanen Schrecklichkeiten entlang, bald aber traf er auf Menschen und Gegenden, die ganz eigene und eigensinnige Wege gefunden hatten, um sich dem Druck der Gegenwart zur permanenten Optimierung zu entziehen. Kauffmann nennt diese Gruppe die „conjurateurs“, weil sie das ihnen von der Geschichte zugedachte Schicksal zu beschwören und zu ihren Gunsten zu ändern versuchen. Er beschreibt geringverdienende Angestellte, die am Fluss ihre Hütten ausbauen und dort Freunde bewirten, durchquert vergessene Dörfer, in denen es kaum noch Geschäfte, aber ein munteres Vereinsleben gibt, und wird eingeladen, das erstaunlich üppige und gute Mahl eines modernen, Stephen King liebenden Waldgängers zu teilen.

Kauffmann beschreibt ein Land, in dem vieles außer Betrieb ist, manche Ecken an Entvölkerung und Arbeitslosigkeit leiden, ein Land, das sich aber „nicht geschlagen gibt“. Gerade die, die am Rande oder ganz jenseits des Arbeitslebens ein Auskommen haben, sind stolz darauf, eine gewisse Lebensqualität aufrechtzuerhalten, die nichts mit dem Kontostand zu tun hat. Sie organisieren sich, vernetzen ihre Ressourcen und pflegen eine großzügige Geselligkeit.

Besser die Memoiren des Kardinals von Retz lesen

Sozial schwach und zufrieden – diese Dialektik hat Kauffmann verblüffend oft entdeckt. Sie lässt sich nicht auflösen: „Das Duell dieser gegensätzlichen Elemente wirkt wie ein Ferment, welches im Stillen das Land verändert.“ Die Fassaden mögen trist wirken, die Straßen leer, aber in den Gärten und unbebauten Flächen am Ufer des Flusses herrscht ein geschäftiges, von Dilettantismus und der Lust an der Improvisation geprägtes Leben. Und kaum jemand hat ein Interesse daran, das groß auszustellen, es muss schon ein stiller Fußgänger wie Kauffmann kommen, um davon Notiz zu nehmen. Die größte Ressource Frankreichs liegt in der Lust seiner Bürger an der geheim gepflegten Anarchie.

Das protestantische Wahrhaftigkeitsideal, nach dem der innere Mensch mit seiner äußeren Erscheinung, seinen Worten und Taten identisch zu sein hat, ist in der teils immer noch höfisch geprägten, teils radikal postmodernen französischen Gesellschaft nur eine Option unter mehreren. Gerade unter den Eliten des Landes wird das Motto des Kardinals de Retz beherzigt, welches besagt, dass man aus der Ambiguität nur zum eigenen Nachteil hinaustritt.

Darum sind auch die Warnungen vor einem Absturz des westlichen Nachbarn, vor dem Versagen seiner Eliten und dem Kollaps seiner Wirtschaft und Gesellschaft, die man in Berlin so oft zu hören bekommt, verfrüht und phantasielos. Man kann eben nie so recht ahnen, womit Paris als Nächstes die Welt verblüffen möchte. Oder nie so ganz. Ein Meister der geheimen Politik und der Coups war Hollandes politischer Ziehvater François Mitterrand.

### Das Beispiel Mitterrand

Der liebte nichts mehr als das Aushecken von politischen Überraschungsangriffen und pflegte diese Kunst fast bis zum letzten Atemzug. Sein damaliger, zum anderen politischen Lager gehörender Premierminister Édouard Balladur beschreibt in seinen Memoiren „Le pouvoir ne se partage pas“, wie der von der Krebserkrankung schon schwer gezeichnete Präsident ihn immer wieder mit einem speziellen Problem zur Truppenparade am Quatorze Juillet behelligte: Wenn er, Mitterrand, zu starke Schmerzen leide, um die Parade durchzustehen, könnte dann wohl der Premierminister in seinem Sessel Platz nehmen, damit die Soldaten nicht vor einem leeren Stuhl salutieren müssten?

Diese Frage stellte ihm Mitterrand monatelang und mit obsessiver Beständigkeit. Und es war eine Falle: Ein Foto, das den als abgehoben und ambitioniert geltenden Edouard Balladur auf dem thronartigen Sessel des Präsidenten zeigte, hätte dessen Karriere beendet. Damals versuchten Balladurs innerparteiliche Gegner, allen voran Jacques Chirac, ihn als größtenwahnsinnigen Höfling darzustellen, der es nicht erwarten könne, endlich Präsident zu werden.

Balladur hatte das natürlich erkannt und irgendwann geantwortet, er werde sich in einem solchen Fall neben den Sessel stellen und die Truppen im Stehen begrüßen. Daraufhin ließ Mitterrand von dem Thema ganz ab und nahm die ganze lange Parade selber ab, stehend und ohne das kleinste Zeichen von Schwäche. War es wirklich möglich, fragt Balladur, dass sich der greise Präsident, dieser große europäische Staatsmann, die letzten Monate seiner Amtszeit vorwiegend damit amüsierte, seinem Premierminister eine Falle zu zimmern?

Was auch immer seine annoncierten politischen Ziele sein mögen, Hollande will es seinem Idol Mitterrand gleichtun und auf jeden Fall eine zweite Amtszeit schaffen. Und er wird ganz genau studiert haben, was seinen Amtsvorgänger Nicolas Sarkozy von einem erneuten Wahlsieg abgehalten hat, nämlich eine Frau an seiner Seite– die linke, reiche, mit einem viel beschriebenen romantischen Vorleben ausgezeichnete Carla Bruni–, die so gar nicht nach dem Geschmack jener ländlichen katholischen Wähler war, die der für seine Mehrheit brauchte.

Hollandes Liebeswirren, so chaotisch und privat und schwärmerisch sie scheinen mögen, passen zufälligerweise auch exakt zu seiner politischen Strategie.

## Exzesse verhindern 97,86

20.01.2014 · Deutschland sollte sich nach Maßgabe seiner Möglichkeiten und Fähigkeiten an Afrika-Missionen beteiligen. Gewaltexzesse zu verhindern ist eine Aufgabe, die lohnt.

Von GÜNTHER NONNENMACHER

Artikel [Lesermeinungen](#) (31)

Militäreinsätze in entlegenen Ländern sind nicht beliebt – nicht in Amerika, Frankreich oder Großbritannien, und schon gar nicht in Deutschland. Hinzuzufügen ist: Ihr Erfolg bleibt meist hinter den Erwartungen oder Hoffnungen zurück. Soll oder darf man deshalb die Hände in den Schoß legen, wenn Dschihadisten und Terroristen dabei sind, ein afrikanisches Land wie Mali zu übernehmen? Kann man einfach auf die Seite schauen, wenn in der Zentralafrikanischen Republik ein Großteil der Bevölkerung auf der Flucht ist und Tausende schon ermordet wurden?

Im Gegensatz zu dem Bürgerkrieg in Syrien, der inzwischen die Landesgrenzen überschritten hat und eine regional-strategische Dimension besitzt, lassen sich die Konflikte in Mali oder in Zentralafrika einigermaßen isolieren. Sie berühren Europa allerdings insofern, als wir ihre Folgen zu spüren bekommen – und seien es „nur“ die Flüchtlinge, deren Schicksal im Mittelmeer allgemein beklagt wird.

Festzustellen ist, dass keine europäische Macht auf sich allein gestellt die Fähigkeiten hat, mehrere solcher Einsätze zu bewältigen. Zusammenarbeit tut also Not. Das Abseitsstehen Deutschlands als historisch legitimierte **„Kultur der Zurückhaltung“** zu rechtfertigen, riecht inzwischen arg nach Ausrede. Das heißt nicht, dass die Bundeswehr genau das tun muss, was etwa Afrika-erfahrene französische Truppen tun können. Aber sie sollte sich nach Maßgabe ihrer Möglichkeiten und Fähigkeiten an solchen Missionen beteiligen. Bei politische Lösungen können die Europäer nur mithelfen; militärischer Ruhm ist nicht zu erwarten. Aber Gewaltexzesse zu verhindern, ist auch eine Aufgabe, die lohnt.

## La BCE invitée à prendre des « mesures non conventionnelles » pour faire baisser l'euro 97,87

Le Monde.fr | 21.01.2014 à 08h56

Abonnez-vous

à partir de 1 € Réagir Classer

Partager facebook twitter google + linkedin pinterest



Comment ne pas subir les désordres monétaires internationaux ? Publiée mardi 21 janvier, une note du Conseil d'analyse économique (CAE) intitulée « L'euro dans la guerre des monnaies » et co-rédigée par sa vice-présidente Agnès Bénassy-Quéré et trois de ses économistes (Philippe Martin, Pierre-Olivier Gourinchas et Guillaume Plantin) apporte un éclairage précieux.

Elle souligne que la valeur d'une devise est aujourd'hui liée au caractère plus ou moins souple des politiques monétaires internes. Elle juge aussi que la situation de l'union monétaire justifierait un euro « *transitoirement plus faible* ». Et que la très basse inflation actuelle légitime une dépréciation du taux de change, quand bien même elle comporte des inconvénients à gérer, comme le renchérissement de la facture pétrolière.

« La Banque centrale européenne n'est pas bloquée par son mandat : l'inflation étant très en dessous de son objectif, elle a des marges pour mener une politique monétaire plus expansionniste. Celle-ci aurait pour effet indirect de faire baisser l'euro ce qui nous paraît bienvenu », jugent les économistes, pour qui « une baisse de 10 % permettrait une augmentation exportations de 7 % à 8 % », résume M. Martin. Un soutien bienvenu à l'activité.

L'euro se situe aujourd'hui à 1,3557 dollar.

### RELÂCHER LA BRIDE

La lutte contre le risque de déflation – conforme au mandat de la BCE qui doit maintenir une hausse des prix proche de 2 % et non sous les 1 % comme actuellement –, autorise à créer plus de monnaie, à soutenir plus de crédit, et à tolérer une baisse modérée de l'euro.

Ce cocktail donnerait assurément du punch à la zone euro. Les taux de refinancement de la BCE étant déjà proches de zéro, elle doit donc utiliser d'autres instruments, malgré les contraintes inscrites dans ses statuts, et les préventions de Berlin à l'égard de mesures jugées non-orthodoxes.

En pleine crise de la dette souveraine, la BCE avait mené deux opérations de prêts à long terme aux banques de la zone euro, en 2011 et 2012, pour un montant de 1 000 milliards d'euros. Or les banques – elles réajustent leurs bilans – remboursent par anticipation, restreignant l'offre de liquidités.

« Depuis la mi-2012, la taille du bilan de la BCE se contracte, au contraire de la Réserve fédérale américaine et de la Banque du Japon. Compte tenu de la très faible inflation et de la contraction du crédit, de nouvelles mesures de politiques monétaires non-conventionnelles sont nécessaires », souligne Mme Bénassy-Quéré.

Et de préciser : « La BCE pourrait prendre en garantie, sur une longue durée, des titres qui financent le secteur privé pour assurer un redémarrage du crédit durable et à taux faible. De même, le rachat

*direct de créances titrisées de PME, éventuellement garanties par la Banque européenne d'investissement , pourrait redémarrer le financement des entreprises en Espagne ou en Italie. Enfin, la BCE aller plus loin dans ses annonces et dire qu'elle vise 2 % d'inflation en moyenne et tolèrera des écarts au-dessus de ce seuil pour contrebalancer la faiblesse actuelle des prix. » Il faut relâcher la bride. Et vite.*

D'autant que la Fed, face à la reprise américaine, commence à fermer le robinet des liquidités aux Etats-Unis, encourageant ainsi leur rapatriement.

**Lire aussi : [Les trajectoires divergentes de la BCE et de la banque centrale américaine](#) (édition abonnés)**

Si bien que les pays les plus fragiles de la zone euro « pourraient faire à nouveau l'expérience d'une fuite des capitaux » et être déstabilisés. Dans ce cas, la BCE « pourrait mettre à exécution son programme OMT pour stabiliser les conditions de financement des Etats et éviter un retour du cercle vicieux entre crise bancaire et souveraine », souligne M. Martin.

21. Januar 2014, 06:25 Uhr

Frankreichs Afrika-Einsätze

## Europas einzige Streitmacht 97,89

*Ein Kommentar von Gregor Peter Schmitz, Brüssel*

**Französische Truppen kämpfen weltweit in blutigen Konflikten, zuletzt auch in Zentralafrika. EU-Mitglieder, auch Deutschland, wollen die Einsätze nun unterstützen. Der Schritt ist überfällig - denn Frankreich stemmt Europas militärische Außenpolitik praktisch alleine.**

Kann man ihn noch ernst nehmen, unseren französischen Nachbarn? Erst verweigert sich das Land jahrelang nötigen Reformen, allen mauen Wirtschaftsdaten zum Trotz. Dann kommt auch noch heraus, dass Präsident [Francois Hollande](#) mitten in der Krise lieber nachts durch Paris zur Geliebten knattert - [so zumindest melden es die Klatschblätter in Frankreich](#).

In Berlin rollt man derzeit die Augen ob solchen Gebarens der "Grande Nation". Doch ganz anders fallen die Reaktionen im zentralafrikanischen Bangui aus oder im malischen Bamako. Und auch in Damaskus, Teheran, Tripolis, sogar in Washington nimmt man Paris ernst - sehr ernst sogar.

Denn Frankreich, vielleicht kleinmütig in Reformfragen, bleibt eine große Nation, sobald es um außenpolitische Ambitionen geht. "Kühn" nennen Berater von US-Präsident Obama anerkennend die französische Außenpolitik. Das Land hat

den **Libyen**-Einsatz gegen Diktator [Muammar al-Gaddafi](#) maßgeblich koordiniert

es stand in Sachen **Syrien** bereit

es hat Rückgrat in schwierigen Atom-Verhandlungen mit **Iran** bewiesen

in **Mali** für Stabilität gesorgt

in der **Zentralafrikanischen Republik**, wo mehr als eine Million Menschen auf der Flucht sein sollen, weil Christen und Muslime sich einen blutigen Glaubenskrieg liefern, wertvolle Hilfe geleistet.

Dass die EU-Außenminister bei ihrem Treffen am Montag in Brüssel [Militärhilfe für die Einsätze in Mali und Zentralafrika beschlossen haben](#), ist ein wichtiger Schritt, ein überfälliger. Zwar dient mancher französische Vorstoß gewiss auch der Ablenkung vom Stillstand daheim. Außeneinsätze gerade in Afrika befeuern zudem den Glauben an Frankreichs Glorie und helfen oft wirtschaftlichen Interessen.

Doch selbst Frankreich-Kritiker in Brüssel attestieren: Paris hat sich eine strategische Sicht auf Europas Sicherheitspolitik bewahrt, die anderen Mitgliedstaaten so gleichgültig geworden ist, dass das Wort "strategisch" auf dem letzten EU-Gipfel erst verspätet Eingang ins außenpolitische Debattenpapier fand.

### **Die Briten sind müde, die Deutschen zaudern**

Führend darin: die großen Mitgliedstaaten. [Großbritannien](#), kriegsmüde und europamüde, wendet sich derzeit nicht bloß vom Kontinent, sondern auch vom Rest der Welt ab. Sein Parlament mochte nicht einmal mehr dem Busenfreund USA beispringen, als es um einen möglichen Einsatz gegen den syrischen Diktator Baschar al-Assad ging.

[Deutschland](#) versucht noch zu tun, als ob sich an seiner Rolle als größere Schweiz nichts geändert habe, ungeachtet aller sonstigen Stärke. Dabei müsste es der Bundesregierung eigentlich leichter fallen, die Franzosen zu

unterstützen, seit die FDP nicht mehr das Auswärtige Amt führt. Guido Westerwelle hatte immer eine Kultur der militärischen Zurückhaltung propagiert und sich etwa mit der Absage im Libyen-Konflikt deutlich von Paris abgesetzt. Sein Nachfolger, der Sozialdemokrat Frank-Walter Steinmeier, und dessen französischer Amtskollege, der Sozialist Laurent Fabius, sind sich politisch näher. Wie weit ein deutsches Engagement wirklich über eine rein logistische Unterstützung hinausgehen wird, bleibt allerdings abzuwarten. Kampfeinsätze stoßen in Deutschland grundsätzlich eher auf Ablehnung.

Aber die Welt hört nicht auf zu kreisen, nur weil sich Deutsche und Europäer um sich selber drehen. Über die Situation in der Zentralafrikanischen Republik schrieben Mitarbeiter der EU-Außenbeauftragten [Catherine Ashton](#) im Januar: "Wenn die Lage nicht unter Kontrolle kommt, kann es zu massenhaften Tötungen zwischen den Religionsgruppen kommen, die nicht nur die Bevölkerung bedrohen, sondern auch die Stabilität der Nachbarländer."

Man kann spotten, dass die Franzosen geradezu stolz darauf sind, weiter Weltmacht spielen zu können. Aber der Rest Europas kann eben nicht so tun, als gäbe es die Welt draußen nicht mehr.

01/21/2014 01:02 PM

Europe's Sole Military Force

## Giving France Respect Where It Is Due 97,91

*A Commentary by Gregor Peter Schmitz in Brussels*

**French troops are fighting in bloody conflicts around the world, most recently in the Central African Republic. Other EU members, including Germany, say they will now provide support for these deployments. It's high time.**

In Germany, you often hear people asking if France, our neighbor, should still be taken seriously. First the country refused to undertake needed reforms, despite rafts of negative economic data. Then it came out that President François Hollande's favorite pastime during the crisis appeared to be traipsing about Paris from one tryst to another -- at least if you go by accounts in the French tabloids.

That kind of behavior in France, long referred to as the "Grande Nation" for its culture and special role in the world, led to collective eye-rolling in Berlin political circles. Not so in other capital cities, like Bagui in the Central African Republic or Bamako in Mali. There, reactions to France are far different. In Damascus, Tehran, Tripoli and even Washington, Paris is taken very seriously indeed.

France may be timid when it comes to economic reforms, but it is clear that the country remains a grand nation when it comes to foreign policy ambitions. Even advisors to US President Barack Obama describe French foreign policy as "bold".

The country, for example, largely coordinated the deployment in Libya against ex-dictator Moammar Gadhafi. It has been prepared to take action in Syria. It has also shown itself to have a strong backbone in difficult nuclear negotiations with Iran. It deployed its troops in Mali to restore stability there. And it has provided indispensable help in the Central African Republic, where more than a million people are believed to have been displaced in a bloody sectarian war between Christians and Muslims.

At their meeting in Brussels on Monday, the EU foreign ministers agreed on military aid for the missions in Mali and the Central African Republic in what is an important and overdue decision. To be sure, some efforts by the French also help to draw attention away from domestic standstill. And foreign deployments, particularly in Africa, help to fuel the belief of French people in their country's glory and are also beneficial to France's economic interests.

Still, European countries have become so apathetic about the bloc's ultimate goal of a common foreign and security policy that they only added the term "strategic" to a foreign policy debate paper during the 11th hour of their last summit. Against that backdrop, there are plenty of critics of Paris in Brussels who also believe the country is doing a lot to preserve what little strategy is left in Europe's security policy.

### **Britain Suffers Fatigue, Germany Dithers**

It's the larger member states that tend to be the most apathetic. Britain, suffering from war and Europe fatigue, is not only turning away from the Continent, but also from the rest of the world. Britain's parliament even rejected the possibility of joining the US, its closest ally, in a possible mission against Syrian dictator Bashar Assad.

Germany, meanwhile, despite its economic power, continues to pretend it's some kind of outsized version of neutral Switzerland. It should be easier for the German government to provide support to the French now that

Chancellor Angela Merkel's former junior coalition partner, the Free Democrats, are no longer at the helm of the Foreign Ministry. As foreign minister, Guido Westerwelle always propagated a [culture of military reserve](#) and in that regard [massively distanced Berlin from Paris](#) with his rejection of German participation in the Libya conflict.

His successor, Social Democrat Frank-Walter Steinmeier, and his French counterpart, Socialist Party member Laurent Fabius, are much more closely aligned politically. Nevertheless, it remains to be seen whether German involvement in Africa will go beyond that of pure logistical support. Germans as a whole are highly skeptical of foreign combat missions.

But the world doesn't stop turning just because the Germans -- and Europeans in general -- prefer naval gazing to action. Describing the situation in the Central African Republic this month, staffers for European foreign policy chief Catherine Ashton wrote that sectarian violence could spike if the situation isn't quickly brought under control. They warned the conflict posed a threat not only to the country itself, but also to its neighbors.

Europeans may poke fun at the French for their sometimes exaggerated pride in the fact that they still play some role as a global power. But those same Europeans cannot act as if there is no longer a world outside their borders.

*Translated from the German by Daryl Lindsey*

## Frankreich-Strategie

# Das Saarland soll zweisprachig werden 97,93

21.01.2014 · Das Saarland will Französisch als zweite Verkehrs- und Umgangssprache etablieren. Das politisch um seine Eigenständigkeit kämpfende Bundesland will sich so als „Tor zu Frankreich“ etablieren.

Von THOMAS HOLL



© DPA  Französisch schon im Kindergarten: Im Saarland soll es bald flächendeckend unterrichtet werden.

Im Saarland soll bis 2043 neben der deutschen Sprache Französisch als zweite Verkehrs- und Umgangssprache etabliert werden. Das kleinste deutsche Flächenland, das an Frankreich und Luxemburg grenzt, wäre damit das einzige vollständig mehrsprachige Bundesland. Die in einer großen Koalition regierende Ministerpräsidentin Annegret Kramp-Karrenbauer (CDU) und ihre Stellvertreterin Anke Rehlinger (SPD) präsentierten in Saarbrücken die entsprechenden Vorschläge ihrer „Frankreich-Strategie,“ um dieses Ziel als „Alleinstellungsmerkmal“ gegenüber anderen Bundesländern zu erreichen.

„Die von 2013 an geborene Generation soll alle Chancen erhalten, damit sich innerhalb von drei Jahrzehnten die französische Sprache neben Deutsch zur zweiten Umgangs- und Bildungssprache im Saarland entwickeln kann“, sagte Kramp-Karrenbauer.

„Unentbehrlich als Tor zu Frankreich werden“

Das wegen seiner hohen Verschuldung und der zurückgehenden Bevölkerungszahl in den nächsten Jahren politisch um seine Eigenständigkeit kämpfende Saarland will nach den Worten der CDU-Politikerin zudem so als „Brücke nach Deutschland und als Tor zu Frankreich unentbehrlich“ werden. Nach den Plänen der schwarz-roten Koalition soll Französisch schon in der frühen Kindheit vermittelt und unterrichtet werden - in Kitas und in Grundschulen.



© DPA  Die saarländische Ministerpräsidentin Annegret Kramp-Karrenbauer (CDU): Zweisprachigkeit als „Alleinstellungsmerkmal“

In den nächsten Jahren, so die Vorschläge im „Eckpunktepapier“ der Landesregierung, sollen französisch sprechende Fachkräfte in der Hälfte der saarländischen Kitas die frühkindliche Spracherziehung garantieren. In

der Ausbildung saarländischer Lehrkräfte, besonders bei künftigen Grundschullehrern soll die Orientierung an französischer Kultur und Sprache einen besonderen Stellwert einnehmen, heißt es weiter.

In den Grundschulen soll von der ersten Klasse an flächendeckend Französisch unterrichtet werden. Schon vorhandene bilinguale Klassen an Grundschulen sollen ausgebaut werden, an Ganztagschulen soll die Förderung im Fach Französisch gestärkt werden.

#### Künftig Franzosen in der Verwaltung

In der Landesverwaltung sollen künftig Französisch-Kenntnisse als Einstellungskriterium gelten. Alle im öffentlichen Dienst Beschäftigten sollen den Anspruch auf eine Sprachaus- und Fortbildung erhalten.

Französische Bürger könnten zudem gezielt für bestimmte Aufgaben in der Verwaltung angeworben werden. Bei ihrem Vorhaben setzt Kramp-Karrenbauer auf die Bereitschaft der Saarländer, die Nachbarsprache zu erlernen. Nur wenn die „Frankreich-Kompetenz“ von den Bürgern mitgetragen werde, könne sich das Saarland nach dem Vorbild Luxemburgs zum einzigen mehrsprachigen Bundesland entwickeln.

Die saarländische Wirtschaft ist schon seit Jahrzehnten eng auf das Nachbarland ausgerichtet. Mehr als 18.000 Beschäftigte aus der Region Lothringen arbeiten im Saarland. Politisch und kulturell geprägt ist das Saarland seit Jahrhunderten als Grenzregion zu Frankreich durch die wechselvolle gemeinsame deutsch-französische Geschichte.

Nach der Niederlage Deutschlands im Ersten Weltkrieg besetzten französische Truppen im November 1918 die kriegswichtige Industrie- und Kohleregion an der Saar 1920 kam das „Saargebiet“ in Folge des Versailler Vertrags unter die französisch dominierte Verwaltung des Völkerbundes. 1935 entschieden sich mehr als 90 Prozent der Saarländer in einer Volksabstimmung für die Rückkehr in das Deutsche Reich.

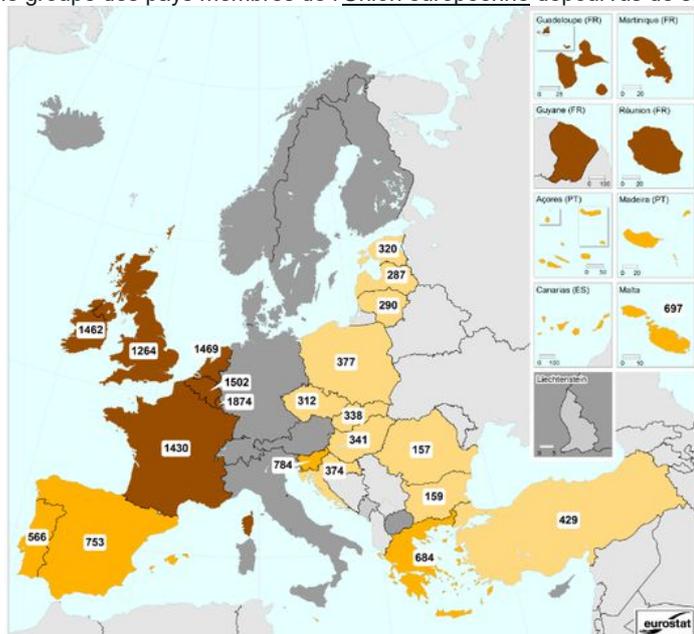
Nach der deutschen Kapitulation 1945 kam das Saarland abermals unter französische Besatzung. 1947 wurde das Saarland ein von Frankreich wirtschaftlich und politisch kontrolliertes „Saarprotektorat“ mit eigener Staatsbürgerschaft und Verfassung. Erst mit der Ablehnung des in einem deutsch-französischen Vertrag vereinbarten „Saarstatuts“ in einer Volksabstimmung 1955 begann die 1957 abgeschlossene politische „Rückgliederung“ des Saarlandes in die Bundesrepublik Deutschland. Am 6. Juli 1959 erfolgte mit der Einführung der D-Mark und der Ablösung des französischen Franc als Währung der vollständige Anschluss als **Bundesland**.

[Zur Homepage FAZ.NET](#)

## Salaire minimal en Europe : quels pays le mettent en place et pourquoi ? 97,95

Le Monde.fr | 21.01.2014 à 18h29 • Mis à jour le 22.01.2014 à 09h05 | Par [Elvire Camus](#)

Le gouvernement britannique s'est engagé, vendredi 17 janvier, en faveur d'un relèvement du salaire minimal horaire de 11 % d'ici à 2015. Deux mois plus tôt, la chancelière allemande, Angela Merkel, annonçait l'instauration d'un salaire minimal généralisé. L'Allemagne quitte ainsi le groupe des pays membres de l'Union européenne dépourvus de salaire minimal national et relance le débat sur la question en Europe.



### ▪ Quels pays l'ont instauré ?

Aujourd'hui, 21 des 28 Etats membres de l'Union européenne ont fixé un salaire minimal généralisé : la Belgique, la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovénie et la Slovaquie.

Le niveau mensuel de ces salaires varie considérablement d'un pays à l'autre : de 157 euros en Roumanie à 1 874 euros au Luxembourg, soit presque 12 fois plus. Un écart qui se réduit de moitié lorsqu'on les compare en corrigeant les écarts de prix entre les pays.

En France, le smic est établi à 1 430 euros, derrière le Luxembourg (1 874 euros), la Belgique (1 502 euros), les Pays-Bas (1 469 euros) et l'Irlande (1 462 euros).

### Quels pays ne l'ont pas instauré ?

Sept pays membres ne possèdent pas de salaire minimal. Chypre a bien un salaire minimal légal, mais pas généralisé. Il ne s'applique donc pas à l'ensemble des salariés et se limite à des groupes spécifiques qui sont définis par secteurs ou par professions. Il en est de même en Allemagne, où la culture syndicale est forte, mais le pays devrait adopter un salaire minimal généralisé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il devrait s'établir à 8,50 euros de l'heure.

Dans la catégorie des pays n'ayant pas du tout de salaire minimal légal se trouvent le Danemark, l'Italie, l'Autriche, la Finlande et la Suède. Dans ces cas-là, les salaires sont fixés soit au niveau de l'entreprise, à l'issue de négociations entre les partenaires sociaux, soit au niveau de chaque contrat de travail. Généralement, des accords sectoriels sont conclus, constituant ainsi des salaires minimaux de fait.

## Pourquoi le juge-t-on inefficace ?

Bien qu'il existe dans la plupart des économies industrielles, dont les Etats-Unis, le salaire minimal ne fait pas l'unanimité parmi les économistes en raison de son coût.

« *Sans salaire minimum, un employeur paie ses salariés en fonction de leur niveau de productivité. Ainsi, les salariés peu qualifiés, qui ont une productivité faible, peuvent être payés plus grâce au salaire minimum. Ce qui rend l'embauche de ces salariés non rentable et les exclut du marché du travail* », explique Eric Heyer, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques.

## Pourquoi est-il considéré comme efficace ?

Pour autant, l'instauration d'un salaire minimal national permet de lutter contre la pauvreté et de réduire les inégalités entre les travailleurs. Actuellement, en Allemagne, un grand nombre de salariés ne font pas partie des accords de branches entre syndicats et patronat. Ce sont des travailleurs pauvres, leur taux horaire étant très bas.

Le salaire minimal peut aussi bénéficier aux entreprises : « *Si le côté négatif est relatif aux coûts pour les entreprises, le côté positif concerne la demande. Car quand vous augmentez le salaire minimum, vous augmentez le pouvoir d'achat des salariés qui vont donc plus consommer, remplir les bons de commandes et faire augmenter le chiffre d'affaires des entreprises* », ajoute Eric Heyer.

Au Royaume-Uni, dont le salaire minimal mensuel s'élève à 1 264 euros, le relèvement du smic horaire annoncé par le ministre des finances doit « *assurer une reprise pour tous* » et permettre « *que le travail paie toujours* ».

## La Commission européenne en faveur d'un salaire minimal européen

La question de la création d'un salaire minimal commun à toutes les entreprises européennes n'a encore jamais abouti, malgré la volonté de la Commission européenne.

En avril 2012, dans un document recensant ses propositions pour relancer l'emploi en Europe, la Commission indiquait que « *la fixation de salaires minimaux adaptés peut aider à prévenir une augmentation du nombre de travailleurs pauvres et est importante pour garantir la qualité d'emplois décents* ».

Mais son instauration se heurte à la diversité des traditions culturelles et des situations économiques au sein des Etats membres de l'Union européenne. En 2012, la Commission précisait d'ailleurs : « *Nous n'avons pas le pouvoir d'imposer ou d'harmoniser un salaire minimum partout au sein de l'Union, mais nous plaidons pour la généralisation de salaires minimaux, l'expérience montrant que leur mise en œuvre a bien contribué à lutter contre la pauvreté et à soutenir la demande.* »

Aujourd'hui, les élections européennes et, surtout, la décision de l'Allemagne de l'instaurer relancent le débat.

« *Si l'Allemagne s'engage sur le sujet du salaire minimum, il sera beaucoup plus facile de faire avancer le sujet à Bruxelles, au moins pour les pays de la zone euro* », avait déclaré Pervenche Beres, députée européenne du Parti socialiste, lors d'une conférence sur le thème « Perspectives pour l'emploi en Europe », au Parlement européen en octobre 2013.

« *Il ne s'agit que d'un embryon de démarche pour l'instant, mais il verra sans doute le jour. L'inflation et le pouvoir d'achat de chaque pays seront pris en compte, donc il ne sera pas partout le même, mais il va falloir l'harmoniser* », estime Eric Heyer.

## Banks Take On European Debt, Despite Underlying Problems 97,97

By LIZ ALDERMANJAN. 21, 2014

ATHENS — A wave of euphoria has swept over financial markets because investors now think Europe’s sovereign debt crisis may be ending. But the enthusiasm masks a lingering problem. The harsh austerity programs used to regain their confidence have fanned deep recessions and high unemployment across Southern Europe.

Emboldened by promises from Europe’s central bank to do “whatever it takes” to keep financial crisis at bay, investors are rewarding countries for sticking to their medicine. In the rush to grab profits, said Mohamed A. El-Erian, the chief executive of Pimco, one of the world’s largest bond investors, “investors are choosing to overlook all sorts of things.”

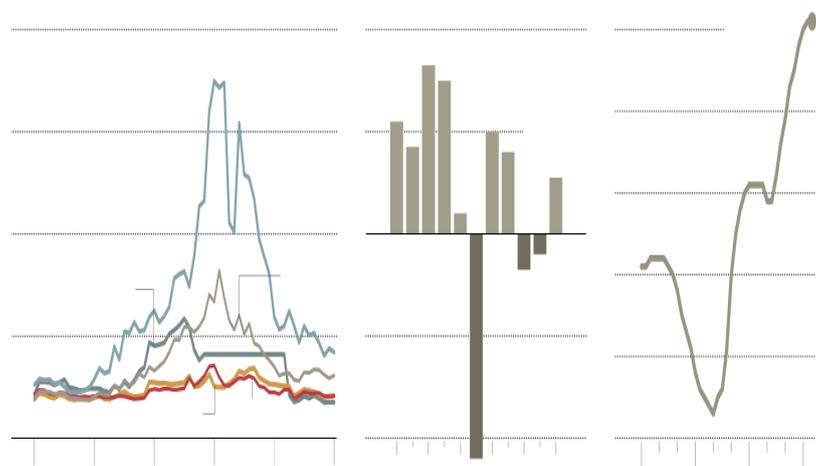
With deficits starting to decline in some countries, and tentative signs of recovery emerging in others, investors are again willing to finance European governments at affordable rates. Banks, which dumped European sovereign debt during the crisis, have been loading up on it again, scrambling to profit from returns that are among the most lucrative in the world.

Borrowing costs for Spain, Portugal, Ireland, Italy and Greece have fallen to levels not seen since 2010, when the effects of depressed economies and a fiscal straitjacket imposed by the strictures of being bound to a common currency led investors to drive those same costs sky-high, forcing several countries to take international bailouts.

“The market is honoring fiscal improvement,” said Rainer Guntermann, an analyst at Commerzbank, which is based in Frankfurt.

### Mixed Picture

The yields on government bonds in the euro zone’s most precarious economies have returned to near 2010 levels. But G.D.P. growth in the euro zone remains low, and unemployment is still high.



By spurring policy makers to reduce deficits, overhaul labor markets and curb the runaway spending that helped lead to the crisis, “austerity has been a necessary condition for countries to regain the confidence needed to keep market access,” Mr. Guntermann said.

In Ireland, which stuck to a harsh austerity plan and recently became the first euro zone country to leave a bailout, yields on the benchmark 10-year bond have fallen to 3.2 percent. That is well below 14 percent at the height of the crisis.

Spain's borrowing costs have slumped to the lowest levels since 2006, and Portugal's have fallen to the lowest since 2010. Even the bonds of Greece, one of Europe's sickest economies, are trading at 7 percent in the secondary market, down from nearly 50 percent less than two years ago.

Signs suggest an economic recovery, though economists vociferously debate how much austerity had to do with it. The economies of the 18-member euro bloc fell 0.4 percent last year after a 0.7 decline in 2012. A mild recovery of 1.1 percent is forecast for this year.

Nevertheless, the speed and sweep of the improved sentiment toward the euro zone has alarms ringing. Rising long-term unemployment, the high rate of jobless youth, social distress and the low level of economic growth coinciding with rising debt levels strongly suggest that the economies of these countries are still not healthy. "There are pretty alarming numbers," Mr. El-Erian said. "All of these things have not been solved."

Austerity programs forced governments to tackle the financial and structural problems they created when times were good. Last week, officials from countries that took bailouts at the height of the crisis said that the austerity they were required to undertake by the International Monetary Fund, the European Central Bank and the European Commission, the so-called Troika of lenders, was inevitable.

"The program, although rigorous and painful, is the only way that will enable the country's exit from the crisis," Cyprus's central bank said in a letter to the European Parliament. In Portugal, where public enmity flared against austerity, the finance ministry said that its bailout, despite the hardship it induced, "remains a suitable and rational response to the crisis of credibility threatening our country."

But the rapid pace with which spending cuts and tax increases were made has created new risks that could reignite the euro's troubles later.

In Greece, which set off the euro crisis in 2010, politicians passed emergency austerity measures to fix the economy, even as doing so set off protests. When financial markets began to sour on other euro zone countries with similar problems, governments from Ireland to Italy quickly followed suit.

"Panic in the financial markets led to panic in the world of policy makers," said Paul De Grauwe, a professor of European political economy at the London School of Economics.

The result, Mr. De Grauwe said, is that austerity, which was intended to put countries on a path toward reducing debts and deficits, instead choked growth so much that governments have struggled for enough tax revenue to do so. Rather than falling, debt as a percentage of gross domestic product has instead risen in Greece, Ireland, Spain, Italy and Portugal.

But if investors start worrying again and rates again rise, pressure may build for more austerity, Mr. De Grauwe said. "Austerity is not over. The debt overhang and a decline in inflation will force the countries to intensify austerity, which is not good news for the prospect of sustained recovery."

And while the financial side of Europe's crisis has abated for now, new risks have risen in its place, especially on the political front. After five years of recession and surging unemployment, especially across Southern Europe, disenchantment with austerity is widespread. Unemployment in the euro bloc is near a record 12.1 percent. In Spain and Greece, the rate is above 26 percent, and youth unemployment in both places has surged to above 57 percent.

"A key issue is the social tolerance of the population," Mr. El-Erian said. The rally in euro zone bond markets might be good for investors, "but that doesn't translate into food on the table."

Voters are expected to manifest their anger in May in elections for the European Parliament, where anti-European Union forces could be elected in greater numbers. That could make it difficult for governments to enact legislative changes needed to stabilize the euro's foundations, including strengthening regionwide banking regulation, more central bank coordination and improved political integration.

Groups including Greece's neo-Nazi Golden Dawn party, France's Front National, the Dutch Freedom Party and the anti-euro True Finns party represent "a rejection of austerity and a system that people were told would bring heaven on earth," Mr. De Grauwe said. "In fact, it's become a hell for many, and that leads to loss of credibility of the dominant political systems."

The specter of deflation has cropped up as a new menace to the euro zone's health. A slow recovery on the southern tier, reduced wages and high unemployment have crimped consumers' spending power and threatens to drive prices into a destabilizing downward spiral.

For now, investors seem content to overlook such troubles, especially after Mario Draghi, the president of the European Central Bank, repeated his pledge this month to try to control any fresh financial turmoil. "Without Mr. Draghi, these countries would still be very risky," said Thomas Mayer, a senior fellow at the Center of Financial Studies at Goethe Universität in Frankfurt, and an adviser to Deutsche Bank.

If borrowing costs remain low, activity should improve. Better financing conditions encourage countries to move toward growth-enhancing changes, and credit may flow to the economy again as the costs of financing fall.

This week, President François Hollande of France pledged tax cuts to stimulate business, something analysts said is partly made possible by low borrowing costs. In Italy, the finance minister recently said lower rates would free resources for investment and tax cuts.

But as has happened many times during the crisis, in the absence of pressure from financial markets, governments lose the will to carry out change seen as necessary to build a healthier base for future growth. In Italy, where a market panic in 2011 helped force then-premier Silvio Berlusconi from office, his successor Mario Monti soothed fears by pledging a spate of structural changes. Once markets calmed, the Italians returned to procrastinating.

With so many uncertainties still swirling, Mr. El-Erian said, "the jury is still out on what will happen in Europe."

22. Januar 2014, 08:54 Uhr

Erste Hilfe Karriere

## Ist Arbeiten deutsch? 97,100

**Arbeiten Deutsche nur der Arbeit wegen? Und werden sie für ihr Malochertum von anderen Nationen gehasst? Uta Glaubitz hat in der Literatur nach Antworten gesucht. Und sie bei einem Baumarkt gefunden.**

Der Hass auf die Deutschen ist eigentlich nichts Neues. Bereits 1916 bezeichnete der Soziologe Max Scheler Deutschland als die meistgehasste Nation der Welt. In seinem Vortrag "Die Ursachen des Deutschenhasses" sieht er allerdings nicht Hitler als Ursache. Denn der hatte sich bislang nur eine Oberschenkelverletzung in der Schlacht an der Somme zugezogen und lag im Lazarett.

Grund für den Deutschenhass, so Scheler, sei stattdessen die spezifisch deutsche Arbeitswut. Diese hätte alle anderen Nationen aus ihren lieb gewonnenen Paradiesen vertrieben. Die Nachbarn im Osten wollten nichts als "Träumen, Sinnen, Fühlen, Beten, aber auch Schnapstrinken." Die Engländer würden nur deshalb kaufen und verkaufen, um freitagabends auf den Sportplatz zu fahren. Und die Franzosen nutzten ihren Finanzreichtum bei wenigen Kindern vor allem für Luxus.

Einzig der welthistorische Emporkömmling aus den Königreichen Preußen und Bayern arbeite mit "schreckenerregender Stetigkeit, Genauigkeit und Pünktlichkeit, arbeite, arbeitete und arbeitete nochmals - und was die Welt am wenigstens begreifen konnte - aus purer Freude an grenzenloser Arbeit an sich, ohne Ziel, ohne Zweck, ohne Ende." Diese Arbeitswut (und Arbeitslust) sah Scheler als "Urmitgift germanischen Wesens".

Ist Arbeiten etwa deutsch? Der stets an solchen Fragen interessierte Komponist Richard Wagner gibt eine erste Antwort: "Deutsch sein heißt, eine Sache um ihrer selbst willen zu tun."

Kaum jemand hat das Deutschsein so erforscht wie die Schriftsteller Thea Dorn und Richard Wagner, ein Namensvetter des Komponisten, in ihrem Bestseller "Die deutsche Seele". Das alphabetisch sortierte Buch beginnt mit Abendbrot, Abgrund und Arbeitswut. Es endet mit Zerrissenheit, die sich auch im Verhältnis zur Arbeit zeigt: "Arbeit wird abwechselnd als Strafe Gottes gesehen und als eine beglückende Tätigkeit, in der sich der Mensch erst als Mensch verwirklicht. Beide Positionen haben die Deutschen bis ins Extrem verfolgt", so Dorn.

Die französische Redewendung "Travailler pour le Roi de Prusse", wörtlich übersetzt "Für den Preußenkönig arbeiten", bedeutet denn auch nicht unbedingt, sich für eine Obrigkeit abzuplagen. Einer anderen Lesart nach bedeutet sie, eine Arbeit schlicht um ihrer selbst willen zu tun.

Dorn und Wagner haben bei den stilbildenden Deutschen nachgeschaut, wie sie's mit der Arbeit haben. Sie zitieren Johann Wolfgang von Goethe aus dem "West-östlichen Divan": "Was verkürzt mir die Zeit? Tätigkeit! / Was macht sie unerträglich lang? Müßiggang!" Schwer vorzustellen, dass es von Nationalhelden anderer Geburt derartige Hochdichtung gibt.

Als die Fernsehzuschauer "Die größten Deutschen" wählten, kam Karl Marx auf Platz 3. Der allerdings hätte sich eine derartige Arbeitsverehrung verboten. Viel besser für den Menschen sei es, die Gesellschaft die Produktion regeln zu lassen, auf dass der einzelne "morgens jagen, nachmittags fischen, abends Viehzucht betreiben und nach dem Essen kritisieren" könne, ganz wie es ihm beliebt. Die Utopie, auch eine Ansammlung

heiterer Dilettanten könne ökonomisch überleben, weil die Gesellschaft die allgemeine Produktion schon irgendwie regelt, sei allerdings über die Jahrzehnte verwelkt, so Dorn.

Nicht mal die spießigen Marxisten der SED haben ihren Landsleuten erlaubt, nach eigenem Belieben vor sich hin zu wurschteln. Im Gegenteil: Im real existierenden Sozialismus gehörte die Arbeitspflicht (wie im Nationalsozialismus) zur Wirtschaft des diktatorischen Deutschlands. Fünfzig Auszeichnungen "Held der Arbeit" vergab die DDR jährlich an regierungstreue Malocher, verbunden mit einer Zahlung von bis zu 10.000 Mark.

Wagner, Goethe, Marx - fehlt noch ein Kronzeuge? Ja, nämlich Immanuel Kant. Zur Frage "Ist Arbeiten deutsch?" zitieren Dorn und Wagner den Aufklärer. Er bescheinigt dem "mit gesundem Verstandestalent verbundenen Fleiß des Deutschen" nützlicher zu sein als alles Genie. Wie sonst, so Dorn, sei es zu erklären, dass einer der größten deutschen Baumärkte noch nicht Bankrott gegangen sei, obwohl er seit Jahren mit dem Spruch wirbt "Es gibt immer was zu tun"?

## Zweisprachigkeit

# Die saarländische Vision 97,102

22.01.2014 · Zweisprachigkeit im Grenzland kann sinnvoll sein. Aber nicht, wenn sie erzwungen wird. Wo die Wirtschaftsinteressen grenzüberschreitend sind, ergeben sich von selbst Ansätze der Zweisprachigkeit.

Von GÜNTHER NONNENMACHER

Artikel [Bilder](#) (1) [Lesermeinungen](#) (0)



© MARCUS KAUFHOLD Zweisprachig in die Zukunft: So plant Ministerpräsidentin Annegret Kramp-Karrenbauer (rechts) mit Kanzlerin Merkel

Da hat Annegret Kramp-Karrenbauer, die saarländische Ministerpräsidentin, sehr schnell, vor allem aber auch sehr weit geschossen, **als sie ihre „Frankreich-Strategie“ vorstellte**. Alleine schon ihre Vorstellung, man könne den Unterricht der französischen Sprache von frühester Kindheit an verpflichtend machen, dürfte so leicht nicht durchzusetzen sein. Es gab schon einmal, im Jahr 2007, in Baden-Württemberg den Versuch, auf der „Rheinschiene“, also an der Grenze zum Elsass, das Lernen des Französischen als erste Fremdsprache festzuschreiben. Das ist am Elternwillen gescheitert, mit dem Argument, es sei unsinnig, die Weltsprache Englisch, die lingua franca der Globalisierung, auf den zweiten Platz zu verweisen. Der baden-württembergische Verwaltungsgerichtshof hat das im Grundgesetz verbrieft Erziehungsrecht der Eltern bestätigt, und die Stuttgarter Landesregierung musste zähneknirschend einen Rückzieher machen.

Überhaupt: Seit Jahrzehnten wird bei jeder deutsch-französischen Feierlichkeit darauf verwiesen, wie wichtig und notwendig es sei, die Sprache des jeweils anderen zu verstehen und zu sprechen. Die Wirklichkeit sieht anders aus: Seit Jahren gehen die Kenntnisse der Nachbarsprache in Deutschland wie in Frankreich zurück, und es wäre vermutlich sinnlos, diesen Prozess durch administrativen Zwang, selbst wenn er denn zulässig wäre, umkehren zu wollen. Wo kein Wille ist, da ist auch kein Weg.

## Luxemburg als Vorbild

Das bedeutet nicht, dass Frau Kramp-Karrenbauers Vision – wo das Jahr 2043 als Zielmarke angepeilt wird, darf man füglich von einer Vision sprechen – unsinnig wäre. Natürlich könnte es für das Saarland, ein kleines, finanzschwaches Land an der deutschen Peripherie, dessen eigenständige Überlebensfähigkeit immer wieder angezweifelt wird, sinnvoll sein, Zweisprachigkeit als „Alleinstellungsmerkmal“ anzustreben. Zumal es diese im Kleinen, stückweise, schon gibt: Wenn in Saarbrücken ein Laden einen Ausverkauf macht, wird das oft auch als „soldes“ annonciert (und jenseits der Grenze, etwa in Sarreguemines, gibt es zweisprachige Speisekarten), auch Hinweisschilder auf Sehenswürdigkeiten an der Autobahn sind meist zweisprachig. Das zeigt den aussichtsreicheren Weg: Wo die Wirtschaftsinteressen grenzüberschreitend sind, ergeben sich von selbst Ansätze der Zweisprachigkeit.

Das an das Saarland angrenzende Luxemburg hat dabei durchaus eine Vorbildfunktion: Dort sprechen die meisten Einheimischen neben dem „Lëtzebuergesch“ auch deutsch und französisch, und das ist zweifellos ein

Standortvorteil, der – neben dem bald wegfallenden Bankgeheimnis und günstigen Steuersätzen – zum wirtschaftlichen Aufblühen des Großherzogtums beigetragen hat. Aber für die Luxemburger, ein kleines Land zwischen Deutschland, Frankreich und Belgien, war und ist die Dreisprachigkeit eine Überlebensnotwendigkeit.

### Für eine neue Metropol-Region

Wahrscheinlich ist das, was die saarländische Ministerpräsidentin vorhat, auch nicht nur als „Frankreich-Strategie“ gedacht, sondern der Versuch, der SaarLorLux-Region (das „Lor“ steht für die angrenzende französische Region Lothringen) neuen Schwung zu geben. In Frankreich ist eine Bewegung in Gang, die großen Städte zum Zentrum von „Metropol-Regionen“ zu machen. Lyon ist ein Vorreiter, Paris macht sich auf den Weg, im Süden gibt es solche Bemühungen zwischen Marseille und Aix-en-Provence oder an der Mittelmeerschene von Nizza bis nach Cannes. Das Ziel ist immer dasselbe: Metropol-Regionen sollen Magnetkraft entfalten, nicht nur wirtschaftlich, auch kulturell, um Investitionen anzuziehen. Als Vorbilder für solche Prozesse gelten in Deutschland beispielsweise die Rhein-Main-(Neckar)Region, in Spanien der Raum um Barcelona sowie Oberitalien mit den Kapitalen Mailand und Turin.

Als er Ministerpräsident von Nordrhein-Westfalen war, hatte Wolfgang Clement ähnliche Visionen, was das Zusammengehen seines Landes mit Belgien und den Niederlanden angeht. Doch war das – mehr oder weniger – als Kombination starker Standorte gedacht. Im Fall des Saarlandes ginge es eher darum, schwache Wirtschaftsregionen – Lothringen ist eines der Armenhäuser Frankreichs – per Kombination zu stärken. Die historisch-kulturellen Anknüpfungspunkte liegen auf der Hand: das Saarland, Luxemburg und Lothringen waren einst Zentren der Montanindustrie, und seit deren Wegbrechen kämpfen sie mit den Folgen der Deindustrialisierung – der heutige Finanzplatz Luxemburg bisher sehr erfolgreich.

### Weitere Artikel

Annegret Kramp-Karrenbauer: Saarländischer Frankreich-Coup

Kommentar: Die Amtssprache ist Deutsch

Zweite Verkehrssprache: Das Saarland soll zweisprachig werden

Erzwingen lassen sich solche Prozesse weder durch forcierten Sprachunterricht noch durch voreilige administrative Verflechtungen. Da hat die Ministerpräsidentin ganz recht: es sind harte Bretter, die da gebohrt werden müssen. Was die Arbeitskräfte angeht, gibt es schon lange einen lebhaften Austausch über die Grenzen hinweg. Es wäre gut, wenn grenzüberschreitende Bemühungen zur Bewältigung des Strukturwandels, für die Ansiedlung von Industrie und Dienstleistern verstärkt würden. Die Frage ist im Grund nämlich nicht, ob das Saarland „Brücke nach Deutschland und Tor zu Frankreich“ ist; es geht darum genügend Unternehmen zu finden, die diese Brücke betreten und durch dieses Tor gehen.

## Abtreibung

# Frankreich erleichtert Schwangerschaftsabbrüche 97,104

23.01.2014 · Auch ohne soziale Notlage dürfen Frauen innerhalb von zwölf Wochen auf Kosten der staatlichen Krankenversicherung abtreiben. Die Opposition fürchtet, der Schwangerschaftsabbruch werde zu einem „Verhütungsmittel unter anderen“.

Von MICHAELA WIEGEL, PARIS



© AFP Protest in Paris: Diese Französinnen protestieren gegen die Erleichterungen beim Schwangerschaftsabbruch

Kurz vor der ersten Audienz François Hollandes bei Papst Franziskus im Vatikan am Freitag erleichtert Frankreich den Zugang zum kostenlosen Schwangerschaftsabbruch. Schwangere müssen künftig nicht mehr eine soziale Notlage mehr geltend machen, um innerhalb der gesetzlichen Frist von zwölf Wochen auf Kosten der staatlichen Krankenversicherung abzutreiben. Das sieht eine Gesetzesänderung vor, der die Abgeordneten in der Nationalversammlung am Dienstagabend zustimmten. Der Vorsitzende der rechtsbürgerlichen Oppositionspartei UMP, Jean-François Copé, kritisierte eine „unerträgliche Banalisierung“ der Abtreibung, die zu einem Verhütungsmittel „unter anderen“ werde. Copé schlug sich damit auf die Seite der Demonstranten, die am Wochenende in Paris gegen die geplante Lockerung protestiert hatten. Das hinderte einen Teil der UMP-Abgeordneten nicht daran, für das Regierungsvorhaben zu stimmen. „Man darf den Frauen nicht das Recht absprechen, eigenständig beurteilen zu können, ob sie abtreiben wollen“, sagte die frühere Ministerin Nicole Ameline (UMP).

### Zweite Erleichterung unter Hollande

Frankreich hat eine der höchsten Abtreibungsraten Europas. Durchschnittlich werden dort 220.000 Schwangerschaftsabbrüche pro Jahr vorgenommen, mehr als die Hälfte davon sind medikamentöse Abtreibungen durch Abtreibungspillen vom Typ RU 486 (Mifegyne).

Die sozialistische Frauenministerin Najat Vallaud-Belkacem verteidigte das Recht aller Frauen auf Abtreibung. Frankreich wolle dieses Recht bekräftigen, da es in anderen europäischen Ländern – insbesondere in Spanien – derzeit in Frage gestellt werde. Dieses Recht dürfe nicht durch Bedingungen eingeschränkt werden, so die Frauenministerin. Vallaud-Belkacem wies in der mehr als zwei Stunden währenden Parlamentsdebatte darauf hin, dass die in dem Gesetz von 1975 erwähnte „soziale Notlage“ ohnehin nicht überprüft worden sei. Sie sprach von einer redaktionellen Korrektur des Gesetztextes. Es handelt sich bereits um die zweite Offensive zur Erleichterung der Abtreibung unter Präsident Hollande. Seit April 2013 trägt die staatliche Krankenversicherung die vollen Kosten für Abtreibungen.

## EUROPE

### *Europe, Facing Economic Pain, May Ease Climate Rules* 97,105

By **STEPHEN CASTLEJAN**. 22, 2014



Goats grazing near wind turbines in Fantanele and Cogealac villages, Romania. Bogdan Cristel/Reuters

LONDON — For years, Europe has tried to set the global standard for climate-change regulation, creating tough rules on emissions, mandating more use of renewable energy sources and arguably sacrificing some economic growth in the name of saving the planet.

But now even Europe seems to be hitting its environmentalist limits.

High energy costs, declining industrial competitiveness and a recognition that the economy is unlikely to rebound strongly any time soon are leading policy makers to begin easing up in their drive for more aggressive climate regulation.

On Wednesday, the European Union proposed an end to binding national targets for renewable energy production after 2020. Instead, it substituted an overall European goal that is likely to be much harder to enforce.

It also decided against proposing laws on environmental damage and safety during the extraction of shale gas by a controversial drilling process known as fracking. It opted instead for a series of minimum principles it said it would monitor.

Europe pressed ahead on other fronts, aiming for a cut of 40 percent in Europe’s carbon emissions by 2030, double the current target of 20 percent by 2020. Officials said the new proposals were not evidence of diminished commitment to environmental discipline but reflected the complicated reality of bringing the 28 countries of the European Union together behind a policy.

“It will require a lot from Europe,” said Connie Hedegaard, European commissioner for climate action. “If all other big economies followed our example, the world would be a better place.”

But the proposals were seen as a substantial backtrack by environmental groups, and evidence that economic factors were starting to influence the climate debate in ways they previously had not in Europe.

[Friends of the Earth](#), an environmental group, described the proposals as “totally inadequate” and “off the radar of what climate science tells us to do in Europe to avoid climate catastrophe.”

Wednesday's proposals came from the European Commission, the Brussels-based executive arm of the bloc, and would next require approval by the group's member states and the European Parliament.

The energy and climate debate, which is playing out across Europe, reflects similar trade-offs being made around the world on mending economic problems today or addressing the environmental problems of tomorrow.

The political and policy response to climate change has failed to keep pace with increasingly dire warnings from scientists about the cascading effects of increasing concentrations of carbon dioxide and other global warming pollutants in the atmosphere.

What progress has been made has come largely from cost efficiencies adopted by businesses and consumers primarily for financial reasons — the switch from coal to cheaper natural gas for electricity generation in the United States, for example, and the cumulative effect of years of increasing efficiency in buildings, vehicles, appliances and manufacturing around the globe.

In Britain, despite public protests, the government [is pressing ahead on proposals for fracking](#), which has helped the United States drive down its energy costs. Germany's plans to shift away from nuclear power by 2022 and to encourage the development of alternative sources are running into complications including higher energy costs for industry and consumers.

José Manuel Barroso, the president of the European Commission, defended the new proposals as a hard-fought compromise and proof that it "is possible to make a marriage between industry and climate action."

He said the measures showed that Europe was still playing a global leadership role in reducing carbon emissions.

That drew a tart response from Friends of the Earth, which accused the commission of putting the immediate interests of industry ahead of Europe's broader welfare.

"Barroso and his commissioners seem to have fallen for the old-think industry spin that there must be a trade-off between climate action and economic recovery," Brook Riley, the group's climate and energy campaigner, said in a statement. "This position completely ignores the huge financial cost of dealing with the impacts of climate change and the 500 billion euros the E.U. is spending every year on oil and gas imports."

The British government, a frequent critic of what it sees as moves by the European Union that inhibit economic performance, welcomed the proposals. It singled out for praise the scrapping of national targets for renewable energy in favor of an overall goal of producing 27 percent of Europe's energy from renewables by 2030, an

"If you set rigid, inflexible targets, that is likely to result in greater costs," said Edward Davey, Britain's secretary of state for energy and climate change. "We believe our existing approach will enable us to meet these objectives without having to take more action, but we believe other countries will have to take more action."

Before Wednesday's announcement, business groups lobbied hard against more stringent targets that they worried could endanger Europe's still very feeble economic recovery and slow the job creation needed to bring down an overall unemployment rate of nearly 11 percent.

In a letter sent to the European Commission this month, 14 executives at large companies called for "one single, realistic target" and warned that "the high-cost of noncompetitive technologies to decarbonise the power sector" will strain businesses already hit by Europe's high energy prices, particularly for electricity, which costs twice what it does in the United States.

Ms. Hedegaard on Wednesday acknowledged that Europe needed to bring down its energy prices but said that the shift to renewable sources played a "negligible" part in the problem. But she also took a swipe at what she

suggested were unrealistic demands by environmental activists, noting that “we are trying to do something that is achievable, that is doable and practical for 28 governments to back.”

[Greenpeace](#) has called for a 55 percent cut in carbon emissions by 2030, and activists argue that Europe could and should have gone further than the 40 percent carbon emissions proposal because the bloc is already well on track to meet existing objectives.

In 2007 the European Union said it wanted to cut carbon emissions by 20 percent in 2020 and was even prepared to reduce them by 30 percent by the same date if other big economies also took significant action. It also set national targets for adopting renewable energy.

According to the commission, total greenhouse gas emissions from the 28 members had by 2011 fallen to 16.9 percent below the 1990 level, and to 18 percent lower by 2012. That suggests that the 40 percent reduction target by 2030 should be attainable.

But the 2011 and 2012 reductions partly reflect the drop in industrial output in Europe after the financial crisis, which plunged almost all of the bloc’s nations into recession — something policy makers are desperate to reverse.

Europeans have also been disappointed that other big polluters have failed to follow the lead they set in 2007.

“The European Union said it wanted to lead globally, but it quickly discovered that other countries were not willing to engage in a race to the top,” said Andrew Jordan, a professor at the [Tyndall Center for Climate Change Research](#), part of the University of East Anglia in Norwich, England.

